

LES IMPORTATIONS
DE VINS ITALIENSLa Cour européenne
condamne la France

LIBRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Abonnés, 2 DA : Maroc, 2,50 dir.; Tunisie, 250 m.;
Algérie, 1,50 DM; Autriche, 14 Sch.; Belgique,
22 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA;
Danemark, 6,50 kr.; Espagne, 70 pes.; E.-U., 45 ps.
Grèce, 45 dr.; Iran, 125 rls.; Israël, 70 s.;
Italie, 1000 L.; Liban, 325 P.; Luxembourg, 23 L.;
Maurice, 475 m.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,
45 esc.; Roumanie, 275 F CFA; Suède, 475 kr.;
Suisse, 1,50 fr.; T.-O., 95 cent; Tchécoslovaquie, 36 s.

Tarif des abonnements page 2

S. BUREAU DES ITALIENS

10017 PARIS CEDEX 03

Tél. Paris n° 450572

C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

M. Mitterrand fera part le 12 mars à M. Reagan des résultats de sa visite en Israël

Du «Jamais»
au «Oui, mais...»

Fondée sur un pari à long terme, la visite de M. Mitterrand en Israël ne pouvait satisfaire tout le monde à la fois : elle avait, au contraire, beaucoup plus de chances de mécontenter. Les virements proposés de M. Begin ont d'ailleurs montré que, malgré toutes les savantes circulations employées par M. Mitterrand, l'évocation de l'O.L.P. et d'un Etat palestinien sent encore trop le souffre en Israël pour ne pas indisposer.

M. Mitterrand ne pouvait pas non plus, et il en était le premier conscient, échapper aux critiques et parfois à la vindicte des Arabes. Leurs réactions revêtent pourtant des formes plus nuancées qu'il n'y paraît à première vue. Les condamnations de l'«équilibre» et des «mots creux» recouvrent une palette de réactions allant du «jamais» au «oui, mais...» et qui ne donnent pas partout la politique «pro-arabe» de la France pour enterrée.

Certaines de ces réactions relèvent des facilités rhétoriques : l'O.L.P. s'insurge contre le fait que M. Mitterrand n'ait pas rendu hommage aux «marjines palestiniens», mais elle doit bien se douter que la Knesset n'était pas la meilleure enceinte pour le faire et que le président de la République n'allait pas en Israël pour claquer les portes.

De même, il y a quelque mauvais goût à faire miroiter «les contrats avantageux, les richesses et le pétrole du monde arabe», comme le fait une partie de la presse du Golfe et à menacer la France de sanctions économiques. Cet appel au «mercantilisme» que M. Mitterrand reprochait à son prédécesseur a d'autant moins de chances d'être entendu que, en réalité, comme le note le «Financial Times», les relations de la France avec les principaux pays arabes ont fort bien résisté aux réserves et oppositions suscitées par cette visite ; ni, bien entendu, avec l'Égypte, que l'on a un peu trop trop récemment ni avec l'Irak, l'Arabie Saoudite ou l'Algérie la coopération ne semble compromise.

Il pourrait en aller autrement avec certains pays du Golfe. Mais là encore les imprécisions entendues dans la presse ne sauraient être confondues avec l'attitude beaucoup plus prudente, et parfois tout à fait silencieuse, de nombreux gouvernements. De fait, si les deux points sur lesquels M. Mitterrand a fait un pas en direction des thèses israéliennes contredisent la vision arabe traditionnelle, ils reflètent des observations de bon sens dont les gouvernements arabes eux-mêmes doivent bien tenir compte. Le premier, l'approbation de Camp David, n'a rien de choquant au moment où l'Égypte va récupérer la totalité des territoires perdus en 1967 et alors que de nombreux Etats arabes, voire leur communauté dans son ensemble, s'apprêtent à faire meilleur accueil à M. Mubarak. Et si l'O.L.P. se rebiffe à l'idée d'avoir à reconnaître l'existence d'Israël, ses dirigeants savent bien qu'il leur faudra faire ce geste au moment de la négociation. Certains ne font-ils pas savoir eux-mêmes — mais en privé seulement — que la fameuse charte de leur organisation préchant la disparition d'Israël est «dépassée» ?

Aussi bien, et si la perspective d'une visite de M. Arafat à Paris est écartée maintenant de part et d'autre comme «non opportune», M. Mitterrand s'est empressé de faire savoir qu'il se rendra en Jordanie dans les trois mois. Le voyage de Jérusalem ne devrait être qu'une étape dans une politique proche-orientale dont le volet arabe devra maintenant être «réactivé».

Dans les États arabes prudence des gouvernements mais vives critiques de la presse

M. Mitterrand repartira Paris, ce vendredi 5 mars en fin de soirée, au terme d'une visite de trois jours en Israël marquée par un important discours devant la Knesset et qui s'achève, après une visite à Saint-Jean-d'Acre dans la matinée, par la réception de la communauté française de Tel-Aviv.

Le président de la République a tenu, jeudi soir, une conférence de presse conjointe avec M. Begin, dans laquelle les deux hommes d'Etat ont pris acte de leur désaccord sur le problème palestinien. M. Mitterrand, qui aura l'occasion d'exposer le 12 mars à M. Reagan, à Washington, ses vues sur le Proche-Orient, a indiqué à la presse qu'il se rendrait en visite officielle en Jordanie dans les trois mois.

Les réactions arabes au discours de M. Mitterrand sont généralement marquées par le silence ou la prudence des gouvernements, l'hostilité de l'O.L.P. et par de vives attaques de presse visant surtout l'«équilibre» et la position française.

En Israël même, tout en se félicitant d'heureuses retrouvailles, les journaux insistent sur le désaccord entre les deux pays à propos de l'éventuel Etat palestinien.

Laisser le temps faire son œuvre

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — «Le changement dans les relations franco-israéliennes, il est dans une présence ici. Je n'aurais pas la prétention de régler en deux jours les problèmes que le Proche-Orient pose à la France et que les Grands n'ont toujours pas réussi à régler.» Cette déclaration de M. Mitterrand, au cours de sa conférence de presse du jeudi 4 mars, résume bien l'état d'esprit de la délégation française, quelques heures après la redoutable épreuve de la Knesset. (Parlement israélien.)

Pour M. Mitterrand, qui ne ca-

che pas que son effort est de longue haleine, il faut maintenant laisser le temps faire son œuvre. Ce qui devait être dit a été dit, c'est là l'essentiel.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

Page 5

Jeunesses du Liban

le début d'un reportage de NICOLAS BEAU

LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET SUR L'AUDIOVISUEL

Arbitrage et autonomie

Lors de sa réunion hebdomadaire avec les journalistes accrédités à Matignon, le premier ministre a créé une certaine surprise en révélant les grandes lignes du projet de loi sur l'audiovisuel, devant ainsi de quelques heures son ministre de la communication, M. Georges Fillioud (nos dernières éditions datées 5 mars).

Celui-ci, comme il était prévu, a rencontré rue de Varenne, au ministère de la recherche et de la technologie, les représentants des syndicats pour leur exposer les points essentiels de ce texte, d'une manière plus précise que

M. Pierre Mauroy, mais tout en soulignant leur caractère non définitif : «Le pouvoir de décision du gouvernement reste entier jusqu'à ce que le débat soit clos. A-t-il notamment affirmé de manière assez paradoxale. Or, il n'est même pas ouvert.»

Les syndicats, présents rue de Varenne, en seront sans doute d'accord, eux qui ne paraissent guère enchantés des «décisions à débattre», dont M. Fillioud leur avait réservé la «première» : comme une porte, il faut qu'un débat soit ouvert ou fermé.

par FRÉDÉRIC EDELMANN

audiovisuel français, fort mal remis de la manière dont il avait été «flicé», fait l'objet d'un traitement moins rigoureux, et qu'a priori l'on peut

juger plus satisfaisant, même si les maladroites abondent et ces maladroites se montrent grincheux.

Près de dix mois se sont écoulés depuis l'élection de M. Mitterrand, avant que ne soient rendues publiques les principales dispositions qui devraient entrer dans le projet de loi — et encore celles-ci ne sont-elles pas figées, et d'autres sont toujours à l'étude.

Pendant une première période la commission Molac a consulté abondamment les différentes parties prenantes de l'audiovisuel, puis a rédigé un rapport dont le gouvernement aura finalement tenu compte mieux qu'on pouvait le craindre.

(Lire la suite page 25.)

AU JOUR LE JOUR

Feuilleton

Un bon moyen existe de réconcilier les Français avec leur télévision : nous suivons depuis des mois les péripéties bouleversantes des changements télévisuels. Le moindre départ, la plus légère humeur des journalistes, du plus célèbre au plus obscur, nous sont connus. La télévision doit donc nous offrir son meilleur feuilleton : il faut installer les caméras dans les coulisses de Cognac-Joy et téléviser en direct les réunions des rédactions.

HENRI MONTANT.

LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR SUSCITE UNE INQUIÉTUDE CROISSANTE DANS L'OPINION AUX ÉTATS-UNIS

(Lire nos informations page 9.)

M. GASTON DEFFERRE INVITÉ DE R.T.L. «LE MONDE»

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, sera dimanche 7 mars l'invité de l'émission «Le grand jury» organisée par R.T.L. et «Le Monde» et diffusée de 18 h 15 à 19 h 30. Il répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

«HIPPOLYTE», de Robert Garnier à Chaillot

Une autre Phèdre

Le Théâtre national de Chaillot présente une tragédie de Robert Garnier, *Hippolyte*, qui parut en 1573, un an après la Saint-Barthélemy, 1573, c'est-à-dire l'année où Henri III, qui était devenu, un an plus tard, roi de France, fut élu roi de Pologne.

Il n'y a aucun lien entre cette tragédie de Garnier et les événements publics. Ces dates sont indiquées ici juste pour situer le temps. Garnier a fait carrière dans la magistrature, il était royaliste et catholique. Ce qu'il a écrit, tragédies et poèmes, montre que Garnier avait une conscience morale et une conscience politique. Il lui a fallu affronter des débats, dans son for intérieur. Quant à la Pologne — Garnier dédie l'édition collective de son théâtre au «roi de France et de Pologne» — les tragédies de son histoire étaient là, depuis six siècles, et à jamais.

Autre repère temporel important : l'*Hippolyte* de Garnier est paru cent cinquante ans avant la *Phèdre* de Racine.

Il semble qu'*Hippolyte* ait été joué parfois, du temps de Garnier

(1548-1588) : l'est 1578, par des collégiens de Saint-Maxent ; en 1594, par des comédiens en tournée à Arras et à Douai. Mais cette œuvre, au cours des siècles, a été si méconnue que la décision d'Antoine Vitez de la jouer aujourd'hui à Chaillot pouvait paraître, a priori, dénuée d'audition pure, ou même paradoxale.

Non. Cette pièce, d'une lecture difficile, à présent qu'elle est jouée sous la direction de Vitez, est très belle, touche au sublime. C'est l'un des sommets de notre théâtre.

Le rideau s'ouvre sur un merveilleux décor de Claude Lemaire. Il y a eu peut-être une vallée sauvage, ici, puis une carrière de marbre. Il y a eu des pierres géantes, une demeure de dieux. Il y a eu, plus proche de nous, un palais. Ces métamorphoses ont marqué des siècles, des vies, et, en s'effaçant l'une l'autre, elles ont recomposé un paysage vivant, une vallée sauvage de nouveau, dévorée par la garrigue, mais qui porte en transparence les mémoires, les pas, les mondes.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 22.)

POINT

LEÇONS

S'il est une pratique politique détestable et méprisable, c'est bien celle qui revient à faire usage, à des fins partiales, d'une mort tragique. Outre l'indécence d'une telle pratique, celle-ci comporte le risque de bâtir un prétendu raisonnement logique qui se révélera sans réalité.

Ainsi se déroule, à ses débuts, l'affaire Boulin, où l'on vit M. Roland Lejay, armé de sa «morale du journalisme», s'unir à M. Giscard d'Estaing, appuyé sur le soutien de la «démocratie», pour condamner la presse, à l'exception de l'Humanité.

Malheureusement pour eux, la lettre laissée par l'ancien ministre — ce que ne paraît pas avoir fait M. Lucet — devait contraindre à plus de réserve ces hautes donneuses de leçon, déçues par ce qui qu'il prétendait protéger.

Un tel précédent devrait, en tout cas, mettre en garde les commentateurs, quelles que soient leurs fonctions, contre des outrances qui touchent à l'indigne.

Il n'est pas plus convenable d'écrire que ce suicide — accuse le pouvoir — «en appelle à la «démision» du ministre de la solidarité nationale parce que «la calomnie a tué».

S'il fallait retenir une telle conception, c'est alors, soit dit sans ironie morbide, par milliers chaque jour que l'on dénombrerait les suicides de ceux qui ont osé à partir, qui avec son patron, qui avec ses syndicats, qui avec une adversité ne retenant l'attention de personne.

A tort ou à raison, Mme Questiaux a obéi à ce qu'elle jugeait être son devoir de ministre. A tort ou à raison, M. Lucet a continué sa croisade contre les «rouges».

L'équilibre des forces politiques permetait au ministre de l'empêcher sur l'agent de l'Etat. La vie politique n'a pas à appeler à la rescousse d'une cause le geste le plus intime que l'homme puisse accomplir.

Lire page 31

Après le suicide
de M. LucetLE FOND ET LA FORME
par J.-P. DUMONT

Le Monde

idées

Le droit d'asile

Bertrand Le Gendre expose le point de vue des deux tendances, pragmatique et doctrinale, qui se font jour, au sein du pouvoir, à propos du droit d'asile. Denis Périer-Daville ne comprend pas qu'on en fasse bénéficier les terroristes, et Michel Hélayel insiste sur la nécessité de supprimer l'obligation de la carte de séjour. Quant à Gabriel Matzneff, il évoque ce que fut la vie en exil, au lendemain de la révolution d'Octobre, des Russes blancs réfugiés en France.

« L'ami des peuples libres »

par BERTRAND LE GENDRE

La liberté a un pays : la France. Celle d'après le 10 mai. C'est ainsi que le gouvernement présente son attitude à l'égard des réfugiés politiques, se référant à un principe constitutionnel auquel il souhaite redonner son lustre : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur le territoire de la République ». Le cap est difficile à tenir. Il faut à la fois éviter de froisser les pays amis et ne pas tolérer l'intolérable, c'est-à-dire fermer la porte à toute demande d'extradition. Faute de quoi, l'Hexagone risquerait de devenir, selon la formule de M. Badinter, « un repaire ou un sanctuaire ».

Pour le moment, le danger paraît écarté. Malgré le retour à la tradition du droit d'asile, il n'y aurait pas aujourd'hui plus de terroristes réels ou supposés en France qu'avant le 10 mai. Mais qu'une affaire comme celle d'Alessandro Stella, cet autoproclamé italien arrêté puis relâché récemment à Metz, dans des conditions discutées, surgisse, et la marge de manœuvre devient étroite.

Jusqu'ici le pire, c'est-à-dire un conflit ouvert avec un pays ami, a été évité, encore que les relations franco-espagnoles aient connu une passe difficile l'été dernier. Mais cela tient un peu du miracle, et rien ne garantit que cet état de grâce dure.

Il était tentant pour un gouvernement de gauche de renouer avec la tradition, qui date de l'acte constitutionnel de 1793, lequel proclamait librement : « Le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres. Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il se refuse aux tyrans ». La tentation était d'autant plus forte que ce principe a été ignoré sous le septennat de M. Giscard d'Estaing au nom d'une sainte

alliance contre l'euroterrorisme. L'époque, il est vrai, se prêtait à ce reniement : c'était celle de l'assassinat d'Aldo Moro et de Hannu Martin Schleyer.

Le retour spectaculaire aux sources de 1793 est facilité par le recul du terrorisme, mais il exige beaucoup de doigté, car le gouvernement n'a pas les moyens juridiques de sa politique.

Il n'a le choix qu'entre extraditer et libérer les étrangers réclamés par leurs pays. Lorsque la justice française, comme cela a été souvent le cas pour les Italiens et les Basques espagnols, donne son feu vert à une demande d'extradition, le gouvernement peut passer outre. Mais il doit alors remettre immédiatement en liberté les intéressés, avec les remous que cela suscite s'il s'agit de gros poissons. On l'a vu avec les Basques.

Deux solutions

Des solutions existent. La première avait été explorée par M. Giscard d'Estaing et Peyrefitte avec le projet français d'espace judiciaire européen, aux termes duquel les Dix auraient été contraints d'extraditer les délinquants réclamés par leurs partenaires ou alors de les juger selon l'usage latin aut desidero aut iudicare (ou livrer ou juger).

La France de M. Mitterrand ne veut plus entendre parler de cette idée. Outre qu'elle est marquée du sceau du régime précédent, elle fait peser un grave danger de représailles sur l'Etat qui choisit de juger. En un mot, le risque est grand d'importer le terrorisme des autres, Irlandais, Basques ou Sud-Molokois.

La seconde solution, d'ordre interne, consisterait à modifier la loi

française pour accorder un droit de recours suspensif aux criminels et aux délinquants qui font l'objet d'une demande d'extradition. Actuellement, le recours suspensif contre les avis favorables des chambres d'accusation n'existe pas. En instituant deux recours de cette sorte, l'un sur le fond, devant la Cour de cassation, l'autre, administratif, devant le Conseil d'Etat, le gouvernement multiplierait les chances de désaveu des chambres d'accusation, lesquelles jusqu'ici au « changement ». Dans cette hypothèse, les pouvoirs publics n'auraient plus à refuser l'extradition, le refus résulterait d'une décision de justice souveraine et indépendante. Les relations diplomatiques avec les pays amis en seraient facilitées d'autant.

L'avenir dira si la position actuelle des pouvoirs publics, faite de décisions au coup par coup, est tenable ou s'il devient urgent de changer la loi. La réponse n'est pas évidente et divise le gouvernement. La première école, celle de l'hôtel Matignon, penche pour le pragmatisme. Le mieux, à ses yeux, est de régler les difficultés comme aujourd'hui, lorsqu'elles se présentent, qu'elles viennent de l'opinion internationale s'émouvoir d'un refus d'extradition, à assigner les intéressés à résidence en les surveillant étroitement et en le faisant savoir.

La seconde école, plus doctrinale, est celle de la chancellerie, qui souhaite non seulement modifier la procédure d'extradition, mais voudrait aussi faire savoir publiquement et à l'avance quand et pourquoi la France s'opposera à une demande d'extradition. On retrouve ici la même volonté de témoigner des révolutions de 1793 : « La France est l'ami des peuples libres ». Cette position a le mérite de la clarté et a valeur de symbole. Mais l'idée n'est pas mûre, et la chancellerie a pour l'instant d'autres priorités, la réforme pénale notamment. De sorte que le gouvernement continue de naviguer à vue, colmatant les brèches à coups de communications lorsqu'une affaire comme celle d'Alessandro Stella devient politiquement embarrassante.

CETTE TERRE INDIFFÉRENTE ET SÉRÈNE

par GABRIEL MATZNEFF

CONSTANTINOPLE ou Berlin n'ont été, pour la plupart des Russes chassés de leur pays par la révolution de 1917 et la guerre civile, que des étapes. Le port du salut, le havre ultime, c'était la France. Cette prédilection des Russes blancs s'expliquait certes par les liens d'amitié séculaires qui unissaient la France à la Russie, mais aussi par la grande tradition d'hospitalité qui, depuis des siècles, est la marque de la France.

Aujourd'hui, quand nous songeons à l'émigration russe des années 20, des noms prestigieux nous viennent aussitôt à l'esprit : Bounine, Merejkovski, Boudaïeff, Choukour, le frère Serge Boulgakov, et nous sommes émus d'un lien de reconnaissance envers ceux qui, en un temps où Florenski et Mandelstam mouraient dans les camps staliniens, où Akhmatova et Pasternak étaient réduits au silence, ont su, grâce à l'asile que leur avait accordé la France, faire entendre la voix de la Russie libre. Ce rayonnement intellectuel de l'émigration russe ne doit cependant pas nous faire oublier les conditions de dénuement et de pauvreté dans lesquelles il s'est opéré.

A l'occasion du jubilé de l'église des Trois-Saints-Docteurs, qui est une des paroisses fondées à Paris par les émigrés russes, le *Messageur de l'Exarchat du patriarcat de Moscou* (1) publie des souvenirs de jeunesse du métropolite Antoine de Souroze sur ces premières années d'exil en France. « C'était une période d'extrême misère », écrit le métropolite Antoine, qui avait alors dix-sept ans. « Cinq moines vivaient là dans des cahutes vétustes, l'argent manquait même pour se procurer de la nourriture. Le soir, on pouvait voir l'évêque Benjamin, déjà âgé à cette époque, couché sur le sol, enroulé dans sa cape de moine ; dans sa cellule, sur sa

couche il y avait un mendiant, sur le matelas un autre mendiant, sur le tapis un troisième : pour lui, il n'y avait pas de place... »

Donc, l'exil, le droit d'asile et des conditions matérielles d'existence misérables. Mais aussi, dans le même temps, la liberté spirituelle. Dans son beau texte, le métropolite Antoine met sans cesse en lumière le fait que ces hommes qui avaient tout perdu, leur patrie, leurs biens, étaient des hommes libres : une liberté différente, intérieure, que personne ne pouvait leur ravir. Un des meilleurs poètes de l'émigration russe, Georges Adamovitch, dont nous fêtons ces jours-ci le dixième anniversaire de la mort, a exprimé dans sa poésie cette expérience unique d'une vie sans appui, sans décor, cette sensation d'être des hommes nus sur une terre nue. Voici un de ses poèmes (2), qui peut, je pense, être dédié à tous les émigrés, à tous les déracinés :

Pour tout, pour tout, merci.
Pour la guerre, pour l'exil,
Pour cette terre indifférente
[et seraine,
Où désormais nous travaillons
[notre vie.
Rien n'est plus doux que de
[tout perdre.
Ni plus heureux que d'être un
[vaguebond.
Et tu ne fus jamais plus près
[du ciel
Qu'ici, les bras de l'émigré,
Sans de respirer,
Sans force, sans argent,
Sans amour,
A Paris...

(1) *Messageur de l'Exarchat*, n° 105-108, 26, rue Pédiat, 75013 Paris.

(2) Georges Adamovitch, *l'Unité*, 1967 (traduction de Gabriel et Tatiana Matzneff).

Annuler la carte de séjour

par MICHEL HÉLAYEL (*)

Il faut annuler la carte de séjour pour un réfugié politique.

Pourquoi ? On sait qu'un réfugié est autorisé à demeurer en France par son statut de réfugié délivré par l'OFPRA ou après recours au Conseil d'Etat.

L'article 17 de la convention de Genève relative au statut des réfugiés dispose que « les parties au traité accordent aux réfugiés résidant sur leur territoire le traitement le plus favorable accordé dans les mêmes circonstances aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée ».

Ce traitement le plus favorable est accordé en France aux ressortissants de la C.E.E. Ils travaillent sans carte de travail ni carte de séjour.

En ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle non salariée, ils n'ont pas besoin d'être déclarés commerçants, à titre d'exemple, auprès de la préfecture.

Ce traitement va bien au-delà de ce que l'article 18 de la convention de Genève accorde dans les mêmes circonstances à un réfugié.

Jusqu'à ce jour, le délivrance de la carte de séjour est toujours soumise aux humeurs. Beaucoup de réfugiés continuent à vivre avec des récépissés renouvelables tous les trois mois et des titres de séjour temporaires.

Est-il normal que l'on demande à un réfugié une attestation de ressources ou une inscription à un régime social pour prolonger sa carte, alors qu'il est autorisé à demeurer en France par son statut ?

L'obtention de la carte de séjour ne doit en aucun cas être liée à ces conditions.

Dans le cas d'un immigré, ces complications administratives étaient et demeurent, pour celui qui n'a pas une situation stable, raison d'expulsion. Ce qui conduit à se demander comment il peut régler sa situation tant que le problème du chômage n'est pas lui-même réglé.

Elles sont aussi raison de ségrégation.

Après avoir, un réfugié en déplacement pouvait prolonger sa carte de séjour expirée ; aujourd'hui il faut demander le transfert de son dossier comme s'il avait changé le lieu de son domicile ! Ce qui limite la liberté de ses déplacements, le laisse sans carte de séjour, trébuche le dossier perpétuellement entre les régions et lui crée toutes sortes de difficultés dans ses démarches...

Même chose pour le renouvellement de la carte de réfugié. Peut-on le lier au renouvellement de la carte de séjour sans mettre en cause le statut de réfugié accordé ?

Si un réfugié porte atteinte à l'ordre public, ce n'est pas sa carte de séjour qui peut empêcher son refoulement ou son expulsion.

On peut bien sûr poser là le problème de ce qui est ordre public, de ce qui est désordre public et de ceux qui les représentent.

On peut aussi rappeler qu'il est interdit d'expulser un réfugié si sa vie et sa liberté sont menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social, ou de ses opinions politiques.

On peut aussi dire : on ne peut pas empêcher un réfugié de s'exprimer sur tel ou tel problème politique sans porter atteinte à son statut, à sa raison d'être comme réfugié, et au principe de liberté... Ce n'est pas notre intention de développer ici ces préoccupations.

Il s'agit seulement de dire au gouvernement actuel qu'il est bon de traiter les réfugiés politiques comme les ressortissants de la C.E.E. Et que, pour cela, il suffit d'annuler la carte de séjour par une circulaire semblable à celle du 10 juin 1980 publiée dans le *Journal officiel* du 8 juillet 1980 et qui a annulé la carte de travail.

(*) Réfugié politique libanais. Économiste, philosophe, poète, éditeur.

Coupable indulgence

par DENIS PÉRIER-DAVILLE (*)

La loi du 10 mars 1927 sur l'extradition exclut du domaine politique « les actes de barbarie odieuse et de vandalisme défendus par les lois de la guerre, commis au cours d'une insurrection ou d'une guerre civile ».

A partir de ce texte, diverses cours d'appel françaises, notamment celle de Paris, ont pris la position suivante : quel que soit le but recherché ou le contexte dans lequel de tels faits peuvent s'inscrire, certains actes, compte tenu de leur gravité, ne peuvent être regardés comme ayant un caractère politique. Ainsi la loi de 1927 permet-elle l'extradition lorsque des actes de barbarie ont été commis dans une période de violence. *A fortiori* lorsque n'existe pas une telle situation extrême de guerre civile ou d'insurrection et que les institutions légales du pays requérant s'exercent normalement et pleinement.

Des actes impardonnables

Si la justice française était à même de se prononcer souverainement en la matière, cette jurisprudence ne ferait guère de doute. Tel n'est pas le cas pour la bonne raison qu'il ne peut exister de jurisprudence certaine dans le domaine de l'extradition, pratique hybride, mixte, judiciaire, mi-administrative.

Si, en effet, la chambre d'accusation estime qu'il n'y a pas lieu à extradition, le gouvernement ne peut remettre l'intéressé à l'Etat requérant et doit lui rendre sa liberté. Il est tenu par l'arrêt de la cour, qui a rendu effectivement une décision judiciaire.

Si la chambre d'accusation est favorable à l'extradition, le gouvernement est libre d'y procéder ou non. La cour a émis un simple avis. De plus, l'intéressé ne peut exercer un recours contre cette décision. Ni faire appel ni former un pourvoi en cassation.

Chaque « arrêt donnant avis » reste ainsi isolé des autres, la Cour de cassation ne pouvant jouer sa fonction régulatrice d'unification de la jurisprudence.

Cette situation, sans exemple dans notre droit, est parfaitement choquante. Elle prive l'intéressé

d'une garantie judiciaire essentielle. Elle porte atteinte à l'autorité judiciaire qui, stipule notre Constitution, est gardienne de la liberté individuelle. Elle est une source de complications incessantes pour le gouvernement dans ses relations avec nos voisins. Si la chambre d'accusation a été favorable à l'extradition, mais si le gouvernement refuse d'y procéder, il a du mal à expliquer à l'Etat requérant pourquoi il ne respecte pas une décision rendue par la justice de son pays. Il serait, pour la puissance publique, bien préférable de pouvoir, dans tous les cas, invoquer l'autorité de la chose jugée et le respect dû aux décisions de justice.

Si le gouvernement voulait réellement modifier la législation, la seule mesure qui s'imposerait serait de permettre le pourvoi en cassation qui réglerait d'un coup tous les problèmes, mais imposerait à l'exécutif de se conformer à la décision, quelle qu'elle soit, de la Cour suprême.

Ne révoquons pas. Il y a bien peu de chances qu'une telle réforme soit proposée. Le pouvoir, de gauche ou de droite, n'a pas l'habitude de s'ingérer la moindre *capitis deminutio*. L'extradition est la meilleure des preuves qu'il n'existe pas en France de véritable pouvoir ou autocratie judiciaire.

M. Robert Badinter a pris la parole au colloque de Droit et Démocratie. Il a été fort éloquent mais il faut croire qu'il n'a pas été suffisamment clair. Les uns ont, en effet, compris qu'il n'était plus question désormais de remettre à un Etat l'auteur d'une infraction politique, que si la loi était modifiée, ce serait pour ajouter des obstacles supplémentaires à l'extradition.

Les autres ont compris, au contraire, que le gouvernement adhérerait désormais à la doctrine excluant de l'infraction politique les actes d'une exceptionnelle gravité, commis dans un pays démocratique et où le coupable bénéficierait de garanties de jugement équitable.

Pour tout citoyen de bon sens, le problème est simple : lorsque l'on peut s'exprimer librement avec un véritable bulletin de vote, il est criminel et impardonnable de le faire avec une bombe ou avec un mitraillette.

Il serait grand temps que le gouvernement dise clairement s'il adhère ou non à cette position, la seule moralement défendable.

(*) Journaliste, Docteur en droit.

250 ans de grands vins

80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731

Département LSA sur demande à Maison Bouchard Père & Fils, Négociants en Caves, 21280 Beaune. Tél. (03) 22.14.41 - Tél. 359 830 7

ARTS MÉNAGERS : stand 47, allée C, niveau 5, façade Perronet. SALON AGRICOLE : stand 666, allée B, bâtiment 3.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F. 442 F. 611 F. 780 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F. 862 F. 1 241 F. 1 628 F.

ÉTRANGER
(par mandats)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F. 522 F. 731 F. 940 F.

2. - SUISSE, TUNISIE
384 F. 667 F. 949 F. 1 230 F.

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les nous propres en espèces à l'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Claude Julien.

Imprimerie
du Monde
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

étranger

LA VISITE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAËL

Les maires palestiniens reçus par M. Cheysson
l'ont trouvé «compréhensif»

De notre correspondant

Jérusalem. — Un mémorandum de cinq pages, en arabe, retraçant l'histoire du conflit entre les Juifs et les Arabes, est parvenu à M. Cheysson, ministre des Relations extérieures, le 4 mars. Lors de sa rencontre avec quatre maires de Cisjordanie et du territoire de Gaza. Ce document souligne que, depuis le début de l'occupation, près de 60 % des habitants des territoires ont été déplacés ou internés à un moment ou à un autre par les autorités israéliennes. Le texte est adressé à M. Mitterrand. Il a été rédigé par les représentants des groupes de plus nationalistes de Cisjordanie et de Gaza.

Pendant, près d'une heure, M. Cheysson a entendu les exposés qui lui ont été faits par les maires de Gaza, Naplouse, Ramallah, Chabab, Bassam Chakna, Karim Khalaf et Elias Frej. La réunion a eu lieu comme prévu au consulat général de France dans la partie occidentale de Jérusalem.

«M. Cheysson s'est montré compréhensif et favorable à notre démarche», a déclaré l'un des maires après la rencontre. Pour sa part, le ministre des Relations extérieures n'a fait aucun commentaire.

Les quatre élus ont dit au ministre qu'ils souhaitent que la France reconnaisse l'O.L.P. et que M. Mitterrand invite M. Yasser Arafat à Paris. Mais M. Cheysson leur a dit qu'il ne peut pas résumer la teneur du discours de M. Mitterrand à la Knesset, les maires n'ont pas voulu immédiatement faire connaître leur opinion, déclarant qu'ils attendaient de posséder une traduction arabe du texte. M. Cheysson s'est particulièrement intéressé à l'état de santé de M. Chakna et Khalaf, qui tous deux avaient été grièvement blessés lors d'attentats le 2 juin 1980. Le ministre des Relations extérieures a fait savoir à ses invités que leur démarche en faveur du retour de leurs collègues, maires d'Hébron et de Khalkhoul, expulsés de Cisjordanie en mai 1980, avait été entendue par le président français. M. Cheysson a précisé que le sujet avait été abordé au cours de plusieurs rencontres franco-

(Suite de la première page.)

Le langage tenu à la Knesset n'est pas en retrait de celui employé en Arabie Saoudite. Au niveau des principes, il va même plus loin puisque le mot d'Etat palestinien a été prononcé. Quant à la réaction de M. Begin, elle ne peut avoir surpris aucun familier du personnage de «sa passion et de sa conviction» pour reprendre une expression de M. Mitterrand.

De cette passion, on devait en avoir un exemple lors de la conférence de presse de M. Mitterrand et Begin lorsque le premier ministre se lança dans un éloge lyrique du sionisme. «Nous écouterons tous les conseils que l'on nous donnera», déclara-t-il à l'adresse de M. Mitterrand, mais en fin de compte, c'est nous et nous seuls qui décideront. (...) L'O.L.P. n'est pas une organisation de libération, aucun pays ne peut être libéré deux fois, et le nôtre l'a été en 1948 lorsque le dernier soldat britannique l'a quitté. (...) On nous dit aujourd'hui de ne pas prêter attention aux menaces de l'O.L.P. Mais, de la même façon, dans les années 30, on nous a dit de ne pas prêter attention à Mahmoud El-Khatib. Maintenant nous prenons au sérieux tous ceux qui nous menacent. (...)

«C'est notre pays, notre terre, c'est là que notre civilisation est née, que notre temple a été construit, que nos rois ont régné. C'est pourquoi mes parents m'ont toujours fait de retourner en Israël, par où aller. Nous n'y sommes pas des occupants et nous y vivrons toujours.»

«L'horrible Libye»

M. Mitterrand n'a pas cherché à cacher, ni son plus, ses divergences avec M. Begin au cours de cette conférence de presse. C'est ainsi qu'il a affirmé, après un long exposé du premier ministre

sur le projet israélien d'autonomie pour les territoires occupés, qu'un tel processus ne pouvait pas aboutir à la paix. «L'histoire jugera», a-t-il ajouté.

De même, le président de la République tout en rappelant qu'il n'avait jamais critiqué le processus de Camp David et qu'il n'avait jamais approuvé certains passages de la déclaration de Venise sur le Proche-Orient, a-t-il déclaré qu'il avait l'impression que M. Begin «n'est pas capable, seul, de réaliser un changement dans la région».

Judi, en début d'après-midi, au cours d'une réunion de travail, M. Mitterrand avait eu une nouvelle occasion de prendre la dimension du personnage lorsque M. Begin se lança dans un long monologue sur le Liban, expliquant qu'il n'avait jamais eu l'intention de perpétrer un holocauste des chrétiens, faisant l'historique des livraisons d'armes israéliennes aux Phalanges (milices chrétiennes) et insistant sur la gravité de la situation. Une fois de plus, le premier ministre s'est d'ailleurs appuyé sur ses cartes militaires et son général Saguy, chef des services de renseignement, pour tenter de convaincre ses visiteurs.

La dernière rencontre Begin-Mitterrand, plus tard dans l'après-midi, n'a fait l'objet d'aucun compte rendu. On pense cependant que M. Begin a souligné à cette occasion le problème de la coopération nucléaire franco-israélienne. Interrogé à ce sujet lors de sa conférence de presse, le président de la République a simplement déclaré que «la France veillera à ne fournir aucun élément susceptible d'accroître les risques de guerre nucléaire et que ce soit. Les conditions posées aux uns le seront aux autres».

M. Begin ne supporte pas ne pas avoir le dernier mot. Il l'a montré dans son discours à la Knesset en priant M. Mitterrand de consacrer ses efforts, non au

problème palestinien, mais à l'adoption d'une charte de la Méditerranée par laquelle tous les peuples riverains renonceraient à se faire la guerre et s'engageraient à régler leurs conflits par la négociation. C'est au mieux une maxime qui pourrait occuper la diplomatie française pendant plusieurs décennies à réconcilier, par exemple, Israël et «l'horrible Libye» (pour reprendre une expression de M. Begin). Comme un journaliste lui demandait ce qu'il en pensait, M. Mitterrand fit remarquer que la proposition n'avait pas six heures, «Donnez-lui au moins six jours», dit, avec magnanimité, M. Begin au journaliste. «Et pourquoi pas six mois ?», renchérit M. Mitterrand.

M. BEGIN
EST REMIS DE SON MALAISE

«Ce que les Français appellent l'O.L.P.»

Autre petit accrochage entre M. Begin et Mitterrand : lorsque le premier ministre, avec une innocence à peine feinte, usa pour qualifier l'O.L.P. de la préture : «Ce que les Français appellent l'O.L.P.». Et M. Mitterrand de préciser aussitôt : «Ce que les Français appellent l'O.L.P. c'est ce que les Américains appellent le P.L.O.». Et M. Begin d'ajouter : «Ce que je n'aime pas dans ces lettres, ce n'est ni le P, ni FO mais le L».

Le premier ministre, éternel, a resté silencieux lorsque le président de la République, interrogé sur la possibilité d'une rencontre avec M. Arafat, répondit : «S'il veut venir en France, il peut y venir comme beaucoup de personnalités étrangères. Mais s'il veut me voir, je dirai que comme on ne peut reconnaître la représentativité de l'O.L.P., je ne crois pas que cette rencontre puisse avoir lieu dans les circonstances actuelles.»

A l'issue de cette visite, l'impression prévaut aussi d'une certaine gêne à propos d'un voyage à Paris soit de M. Nayon, soit de M. Begin. Interrogé à ce sujet, M. Mitterrand a affirmé qu'une visite officielle du président de la République ou du premier ministre ne poserait que «des problèmes d'opportunité, pas de principe». Mais il n'a, semble-t-il, lancé aucune invitation à ses hôtes, qui paraissent le regretter.

JACQUES AMALRIC.

A SAINT-JEAN-D'ACRE
La visite symbolique
à la deuxième ville arabe du pays

De notre envoyé spécial

Saint-Jean-d'Acre. — Toujours enfermée dans ses murailles, Saint-Jean-d'Acre donne aujourd'hui encore l'impression d'être imprenable. Boite à l'histoire, qui en faisait le siège, a subi ici un cuisant revers, l'obligeant à mettre fin à son expédition en Egypte et au Proche-Orient. M. Mitterrand, pour sa part, n'a pu y faire qu'une très brève visite.

Il n'a pas eu le loisir de se promener comme il le souhaitait dans les ruelles et à eu tout juste le temps de visiter la citadelle des Croisés bâtie au treizième siècle quand la ville devint la capitale du royaume latin de Terre sainte. Il y a retrouvé les souvenirs des séjours de Philippe-Auguste et de Saint Louis, de même que l'origine du blason des rois de France. Le président élu sous le signe de la rose n'a pas manqué de découvrir des fleurs de lys sculptées sur les consoles de la salle du «Grand Manoir». La fleur de lys était l'emblème du sultan Saladin qui devait épouser, lors de sa croisée, Louis VII pour offrir les armes de la dynastie capétienne.

Le choix de cette ville avait d'autres motifs que celui de féliciter quelques pages de l'histoire de France. La cité, dont le nom hébreu est Akko, est aussi la deuxième ville arabe d'Israël après Nazareth (sur les quarante mille habitants, dix mille sont arabes). Cette cohabitation avait valeur de symbole pour le visiteur français qui entend tenir au Proche-Orient, aux Israéliens et aux Arabes, le même langage de paix.

Les Israéliens, qui avaient manifesté peu d'enthousiasme pour organiser cette excursion hors de Jérusalem, la «capitale», en ont, en quelques mots, «récupéré» la signification en conduisant leur hôte dans ce qui est à leurs yeux un haut lieu du combat sioniste : la prison où, avant l'indépendance d'Israël, furent incarcérés et parfois exécutés par les Britanniques des résistants au

nombre desquels plusieurs compagnons de M. Begin dans la clandestinité. L'un d'eux, qui a échappé de peu à la pendaison, et qui est aujourd'hui directeur du cabinet du premier ministre, s'est fait le guide du président français. — F. C.

ÉTAT OU RÉPUBLIQUE ?

«M. le président de la République...» A plusieurs reprises, M. Mitterrand s'est ainsi adressé à son hôte, M. Itzhak Navon. Mais celui-ci est peu habitué à entendre donner un tel titre. Pour les Israéliens, il est président de l'Etat (1), sans plus de précision, car l'Etat est fondé sur les principes de la démocratie, la nature de l'Etat n'a jamais été définie.

Il n'y a pas de Constitution israélienne : des lois fondamentales se trouvent dans la proclamation de l'indépendance du 14 mai 1948 par David Ben Gourion. Il est indiqué que l'«Etat-Juif» doit porter le nom d'«Etat d'Israël». Cette absence de définition est une concession aux milieux religieux orthodoxes, qui, attachés au sève messianique, estiment que l'existence d'Israël procède de la seule volonté divine. De ce point de vue, en employant le terme de République, le président français aurait commis un sacrilège. A la grande satisfaction des milieux laïcs, mais, qui démontrent l'influence croissante de la religion dans la vie politique et redonnent l'impression d'une théocratie. M. Begin lui-même s'est fait complice du président français en portant un toast à l'amitié entre la République française et la République d'Israël. — F. C.

(1) La fonction est essentiellement symbolique et honorifique, et son rôle est comparable à celui des présidents de la IV^e République en France.

Collection de poche
Points-Actuels
Seuil

Les nouvelles secrets
Un Juif pas très catholique
Au coin de la rue l'aventure
Médecin de la liberté

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAËL

M. Begin : le « principal obstacle » à l'amitié franco-israélienne est « le soutien de la France au principe d'un Etat palestinien »

M. Begin, premier ministre israélien, a quelque peu modifié la réponse qu'il avait préparée au discours de M. Mitterrand devant le Parlement israélien. Le texte distribué à l'avance aux journalistes déclarait : « Le principal obstacle à l'amitié profonde de la France et d'Israël est le soutien de la France au principe d'un Etat palestinien. Je me dois de parler franchement. Et c'est là-bas que son Excellence Claude Cheysson, chef de la diplomatie française, se rend dans l'un des pays les plus démocratiques de la Terre, le plus éclairé : Abou Dhabi. Puis, dans un pays le plus arabe de la Terre, l'Irak. Et c'est là-bas que son Excellence déclare que, en Judée-Samarie et à Gaza, il faut créer un Etat palestinien. Et que la soi-disant organisation qui se nomme O.L.P. est l'unique représentant des Arabes de la terre d'Israël, habitant la Cisjordanie et Gaza. » Dans le discours qu'il a prononcé, M. Begin n'a pas nommé M. Claude Cheysson et s'en est pris uniquement à « des conseillers » de M. Mitterrand. Le premier ministre israélien a poursuivi en déclarant que le président français « est parfaitement en droit de dire dans le document nommé Charte palestinienne, que l'on peut tout à fait désigner comme une édition arabe de « Mein Kampf », a ajouté M. Begin. A l'appui de ses dires, il a cité un dialogue qui a eu lieu il

M. Mitterrand à M. Begin : « M. Cheysson n'a de comptes à rendre qu'à moi »

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — M. Begin est peut-être fatigué, mais il n'a rien perdu de son mordant. M. Mitterrand a eu à lui rendre compte jeudi, lors de leur conférence de presse commune. C'est bien la perspective de la création d'un Etat palestinien qui fait toujours réagir le plus violemment le premier ministre israélien. Le grand bénéficiaire des fausses colères de M. Begin fut peut-être M. Claude Cheysson. Dans son discours initial à la Knesset, tel qu'il fut distribué aux journalistes, M. Begin critiquait notamment le ministre français des Relations extérieures pour avoir écopé à Abou-Dhabi la possibilité d'un Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Sans doute averti que le ministre français n'avait pas commis une « gaffe » mais avait agi avec l'accord de M. Mitterrand, M. Begin modifia son texte. Le lendemain, s'en prenant seulement à « certains conseillers » de M. Mitterrand. Interrogé sur cette mise en cause à peine voilée de son ministre des affaires étrangères, M. Mitterrand inoqua d'abord « la chaleur du débat public » et, en outre, déclara qu'il lui avait « réussi à dire ce qu'il avait à dire » tout en respectant « les règles de la politesse et de la délicatesse ». Mais M. Begin ayant affirmé qu'il n'avait pas critiqué M. Cheysson, mais qu'il l'avait seulement cité, M. Mitterrand prit plus clairement la défense de son ministre. « M. Cheysson », déclara-t-il, « n'est pas allé à Abou-Dhabi sans que je le sache. Il n'a de comptes à rendre qu'à moi. Pour le reste, le commentaire est libre. L'incident fit oublier le démenti opposé quelques heures plus tôt par le ministre français des Relations extérieures à des prétendues déclarations faites la veille par M. Cheysson au quotidien Maariv et dans lesquelles le ministre se prononçait encore une fois pour la création d'un Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Mais le démenti parait porter davantage sur la forme officielle donnée aux propos de M. Cheysson que sur leur matérialité.

M. Ibrahim Souss
représentant de l'O.L.P. à Paris

« C'EST UNE DÉCEPTION ! »

M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris, nous a fait la déclaration suivante : « Nous avions espéré que le président Mitterrand allait parler aux Israéliens le langage de la réalité et de la vérité qu'il allait leur rappeler que le peuple palestinien existait, qu'il a ses droits nationaux légitimes qu'on ne peut pas ignorer, et que ses droits passent d'abord et avant tout par l'établissement d'un Etat souverain sur son territoire national ; que l'O.L.P. ne représente pas seulement l'Etat combattant, mais tout le peuple palestinien, et qu'elle lutte pour réaliser l'ensemble de ses aspirations ; chaque Palestinien, partout où il se trouve a le droit de retour dans sa patrie. » Nous avions espéré que le président allait évoquer les souffrances du peuple palestinien, otage de l'occupation militaire israélienne, déraciné, vivant dans l'exil depuis 1948. » Nous avions pensé que le langage que le président Mitterrand utiliserait découlerait de l'ensemble des déclarations faites par les dirigeants de la France depuis le 10 mai, puisque la France ne peut pas parler un double langage, et que la diplomatie française ne peut pas dire aux Arabes ce qu'ils souhaitent entendre et s'adresser aux Israéliens d'une manière différente. » C'est une déception ! »

Les réactions françaises

M. MARCHAIS : pas de solution sans un Etat palestinien.

A l'issue du meeting qu'il tenait au Havre, le jeudi 4 mars, M. Marchais, interrogé par plusieurs journalistes sur le voyage du président de la République en Israël, a notamment déclaré : « Tant que les Palestiniens n'auront pas le droit reconnu à une patrie et à un Etat, tant que ne s'ouvriront pas des négociations calées sur cet objectif avec l'O.L.P., représentant du peuple palestinien, il n'y a pas de solution. M. Begin a une attitude intransigeante, et je dirais même insultante à l'égard des Palestiniens. N'a-t-il pas osé comparer le programme de l'O.L.P. à « Mein Kampf » ? Attitude paillardesque également à l'égard de la France et du président de la République. » Au M.R.G., M. Roger-Gérard Schwartzberg, président, se félicita de « l'acte historique que représente le voyage du président Mitterrand en Israël. » M. Jean Leclercq, président de l'U.D.F., « Le discours du président de la République a été aussi chaleureux qu'habile, mais il n'a rien fait progresser la situation actuelle. Il a renoué les adversaires, nos amis, dos à dos. Il prend ainsi le risque de mécontenter à court terme, les Arabes, à long terme, les Israéliens. Je résume toutefois qu'il n'a pas repris les déclarations du ministre des Relations extérieures ni sur la localisation en

Abou-Dhabi. — Une caricature parue dans Al Ittihad, quotidien officiel de l'Etat des Emirats arabes unis, reflète une opinion assez répandue au Proche-Orient sur la politique de Paris à l'égard du conflit israélo-arabe : une femme légèrement vêtue, dont on précise qu'elle représente la France, est assise sur un sofa proche d'un Begin en regard conceptuel, tandis qu'un Arabe, la mine renfrognée, se tient derrière la porte. « Il n'est pas rassurant, ce bonhomme, dit-elle, ricanante, à son compagnon, un mot amical de ma part suffirait à lui faire tout oublier. » C'est dire que les déclarations du chef de l'Etat français favorables aux Palestiniens ne suffiront pas à résoudre la crise de confiance que traversent les rapports franco-arabes. Derrière un éditorial visiblement inspiré, Al Ittihad rend hommage, ce vendredi 5 mars, à l'« attitude » de M. Mitterrand pour avoir déclaré dans la presse du Golfe, la création d'un Etat palestinien « le seul aspect positif à ses yeux dans son discours à la Knesset, — mais égrène aussitôt un chapelet d'arguments reproches pour conclure que « des mots ne suffisent pas désormais à la France pour assurer des contrats économiques, le pétrole et les richesses du monde arabe ». Les autres points soulevés par le président français suscitent une réprobation quasi générale dans la presse du Golfe. Le fait que l'O.L.P., nommée incidem-

La « partialité » de M. Mitterrand
Al Ittihad (Abou Dhabi) que Akhbar Al Khaleej (Bahrein), l'un et l'autre proches des milieux officiels, en tirent la conclusion qu'un satellite des Etats-Unis ne peut prétendre à aucun rôle politique dans le Proche-Orient. La France retrouvera la place que

Dans la presse parisienne...

LE QUOTIDIEN DE PARIS : LIBERATION : le pouvoir du casse-tête. « Peut-être le seul effet de ce voyage est-il de renforcer l'hégémonie de Washington au Proche-Orient. Plusieurs journaux à Koweït, à Qatar, dans les Emirats arabes unis, n'hésitent pas à situer la France dans l'orbite américaine. Tant Al

LE FIGARO : échec ? Oui et non. « Peut-il parler d'échec ? Non, dans la mesure où M. Begin et M. Mitterrand ont tenu le premier à reconnaître que son hôte recommanderait une négociation avec l'O.L.P. et que, d'une façon ou d'une autre, le problème de la localisation d'un Etat palestinien, non, dans la mesure où le président français avait cette proposition totalement inacceptable par M. Begin. » Qui était un échec, dans la mesure où M. Mitterrand, comme c'était prévisible, a mécontenté et irrité à la fois les Juifs et les Arabes. (MAX CLOS.)

LE MATIN : vingt-cinq ans pour un message. « Le chef de l'Etat français n'attendait pas apporter sur un plateau une solution miracle à la guerre du Proche-Orient. Il souhaitait dire et redire qu'un processus de paix se déclenche quand les adversaires acceptent, enfin, de discuter. Et, de ce point de vue, la France avait, en terre arabe, une réaction mitigée. Il aura fallu attendre vingt-cinq ans pour qu'elle le fasse. »

LA LETTRE DE LA NATION : double langage, double désaveu. « L'hypothèse de l'inopportunité de ce voyage de ce langage formé par Jacques Chirac est d'autant plus confirmée qu'il apparaît que le processus de paix n'y aura pas gagné, en mettant violemment Claude Cheysson en cause pour son attitude à l'égard de l'O.L.P. Les Israéliens ont montré la méfiance que procurent cette diplomatie de double langage entamée depuis le 10 mai. Le fait que François Mitterrand n'ait pas bronché à d'ailleurs significatif. (DOMINIQUE CARBONNIER.)

...et étrangère
THE TIMES (indépendant) : courage, honnêteté et finesse. « Le président Mitterrand doit être félicité pour sa visite en Israël. Il a montré que, même au Proche-Orient, le courage et l'honnêteté ne sont pas incompatibles avec une certaine finesse diplomatique. Il lui faut donc bien plus facile d'entrer en

La presse et l'opinion dans les États du Golfe critiquent vivement « l'équilibrisme » de Paris

De notre envoyé spécial

lui avait donné le général de Gaulle, écrit-il en substance, le jour où elle cessera de mettre sur le même plan l'agresseur et l'agressé et se résoudra à exercer des pressions sur l'équipe israélienne qui refuse d'appliquer les résolutions de l'ONU, de reconnaître la légitimité d'un Etat palestinien, de négocier avec l'O.L.P. Si les gouvernements arabes observent le silence, en attendant vraisemblablement d'établir un bilan définitif du voyage présidentiel, le ton de la presse n'a fait que monter en spirale ces derniers jours. Après avoir critiqué les « déclarations contradictoires » de Cheysson, les journaux ont pris à partie successivement la politique du gouvernement français dans son ensemble, celle du P.E. « déguisée en parti de gauche », en remontant à l'ère de la S.F.I.O., et enfin M. Mitterrand lui-même, rappelant complaisamment son attitude de l'égard de l'agresseur tripartite, contre l'Egypte en 1956, et lors de la guerre d'indépendance en Algérie. Les prises de position « équilibrées » du général de Gaulle en faveur des Arabes, le « réalisme » de M. Giscard d'Estaing dans la défense des intérêts nationaux de la France, sont évoqués avec insistance pour les opposer à la « partialité » de l'actuel président français et du « clan sioniste qui l'entoure. » La visite de Jérusalem, en soi, est un « défi intolérable » (Emirate Neou), une « agression » (Al Bayan), une « trahison impardonnable » (Al Khaleej).

Pourquoi tant de virulence, de « réaction », d'incompréhension ? Une personnalité des Emirats arabes unis, qui tient à l'anonymat, répond : « C'est du défilé amoureux. Nous n'attendons rien de bon des Etats-Unis alors que les Etats-Unis nous ont habitués à l'avantage d'équité. Nous sommes profondément blessés. » Notre interlocuteur veut bien croire, à titre d'hypothèse, aux bonnes intentions du président français et à sa sincérité dans son action en faveur d'une « paix juste » au Proche-Orient, mais il remarque : « Si tel est le cas, M. Mitterrand se détache de la politique américaine » pour « viser sa position à être respectée ». Les Etats du Golfe, l'Arabie Saoudite en tête, ont à vrai dire beaucoup à perdre d'une éventuelle dégradation des relations avec Paris, mais pourront-ils résister longtemps aux pressions des régimes « réactionnaires » et aux Palestiniens, dont l'influence dans la presse est prépondérante dans toute la région ?

M. Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe :
des éléments satisfaisants mais un « manque de clarté »

De notre correspondant

Tunis. — Les déclarations de M. Mitterrand devant la Knesset ont suscité une réaction mitigée du secrétaire général de la Ligue arabe, M. Klibi. Satisfait de ce que le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie et à fonder un Etat dans les territoires occupés ait été proclamé par le président de la République, il a retenu par ailleurs les points importants : le fait de reconnaître l'impossibilité d'écarter d'un peuple qu'il renonce à son identité ; et que « la paix, la liberté et la justice ne se trouvent pas par procuration ». Selon lui, cette dernière affirmation « souligne combien les accords de Camp David constituent une violation de cette règle. Les parties à ces accords », a ajouté M. Klibi, « ont tenté de régler le problème du peuple palestinien en mesure de résoudre le problème du peuple palestinien par le biais de ce qu'on a appelé l'autonomie interne. » Le secrétaire général de la Ligue arabe a également relevé que M. Mitterrand avait évoqué les droits des peuples voisins d'Israël à vivre en paix et en sécurité, « alors que la communauté internationale vient de condamner Israël unanimement », ainsi bien pour ses agressions contre le Sud-Liban que pour la destruction du réseau nucléaire irakien et l'annexion du Golan. En revanche, M. Klibi n'a pas caché sa déception sur l'imprécision des propos présidentiels en ce qui concerne la résistance palestinienne, soulignant « le manque de clarté qui continue à caractériser la position française à l'égard de l'O.L.P. et sa reconnaissance en tant que représentant légitime unique du peuple palestinien ». Il a aussi déploré l'absence d'une prise de position sur les problèmes de Jérusalem et du

en pétrole dans une proportion supérieure à 75 % de sa consommation. L'Arabie Saoudite à elle seule fournit plus de la moitié de l'or noir. Au total, le commerce d'échanges entre Paris et les capitaux arabes est évalué à quelque 140 milliards de francs. L'essor pris dans les relations économiques entre la France et les Emirats arabes unis, sous l'impulsion de l'ambassadeur, M. Jean-Claude Guillest, est à cet égard exemplaire. Les contacts comme dans d'autres pays du monde, en trois ans s'élevaient à une dizaine de milliards de francs, sans compter les ventes d'armement. Paris fournissait de plus, la France en aujourd'hui l'un des tout premiers fournisseurs et le deuxième client (en pétrole) des Emirats, dont le revenu par tête d'habitant est le plus élevé du monde. Depuis le mois dernier enfin, l'enseignement du français est obligatoire dans les écoles secondaires. Les responsables parlent d'« ingratitude » en rappelant encore que les Emirats ont spontanément offert aux Français des quantités de pétrole supplémentaires pour pallier la double déaillance de l'Irak et de l'Iran.

Les dirigeants des Emirats n'ont, pour le moment du moins, aucune intention d'exercer des représailles. Mais la presse locale, comme dans d'autres pays du Golfe, insiste depuis deux jours pour que les gouvernements envoient des sanctions. Al Khaleej exige que « la riposte soit brutale ». Al Wakeel soutient la position du Koweït pour que tous les Etats arabes retirent leurs fonds d'Europe et des Etats-Unis. Al Wakeel (Koweït) précise que les défilés des investisseurs arabes en France s'élevaient à plus de 30 milliards de francs, représentant 23 % des réserves monétaires de Paris. Le bureau de propagande des Emirats souligne à une rigoureuse reconnaissance des sociétés françaises, qui entretiennent des relations avec Israël, il est notamment question de placer sur la liste noire le groupe Thomson, qui a des intérêts considérables dans la région. Cependant, le cheikh Zayed, le président de la fédération des Emirats arabes unis, tient à affirmer que les investisseurs français le bénéficient du doute. Il espère, comme l'écrit Al Ittihad ce vendredi, que M. Mitterrand se « détachera de la politique américaine » pour « viser sa position à être respectée ». Les Etats du Golfe, l'Arabie Saoudite en tête, ont à vrai dire beaucoup à perdre d'une éventuelle dégradation des relations avec Paris, mais pourront-ils résister longtemps aux pressions des régimes « réactionnaires » et aux Palestiniens, dont l'influence dans la presse est prépondérante dans toute la région ?

ERIC ROULEAU.

REALITES

d'Israël et du moyen-orient

Les réalités d'Israël par ceux qui les vivent. Avec « Realities d'Israël », les collaborateurs les meilleurs journalistes, et ont respecté les plus grandes normes du monde politique dans l'actualité de l'actualité qui vous est proposée.

AU SOMMAIRE DU N° 66
(11 mars)
FRANÇOIS MITTERRAND et la FRANCE VUS D'ISRAËL
Et les rubriques habituelles : Politique intérieure israélienne, La semaine en Israël, Economie, Monde Arabe, Reportages, Société, Interviews, Chroniques, Sports, Transmissions, Investissements, Petites Annonces, etc.

ABONNEMENT :
1 an (52 numéros) : 280 F.F.
6 mois (26 numéros) : 150 F.F.
Représentant en FRANCE pour l'abonnement et la publicité : PUBLISREGIE - 8, Cité Rougemont 75009 PARIS - Tél. : 26 26 26 26

VENDUS EN KIOSQUE
ISRAËL : REALITES D'ISRAËL
B.P. 3170 - TEL AVIV 61071
Exemplaire gratuit sur demande

PROCHE-ORIENT

Jeunesses du Liban

I. - Le repli communautaire

De notre envoyé spécial, NICOLAS BEAU

Beyrouth. - « Bienvenue ». Sept ans de guerre n'ont pas eu raison de la légendaire hospitalité libanaise. A l'entrée de Haida, un village maronite au cœur du mont Liban, le refuge de la minorité chrétienne depuis toujours, la pancarte a échappé à la destruction : des maisons n'ont pas eu cette chance.

Un jeune berger mène trois malades vaches, insensibles aux positions syriennes à quelques centaines de mètres de là. La trêve des conflits, traditionnelle à Noël, s'est prolongée au début de l'année entre les milices chrétiennes phalangistes - « les Forces libanaises » - et les troupes syriennes, qui occupent presque tout le reste du territoire libanais.

C'est, autour d'un vieux pôle, l'attente interminable d'infiltrations éventuelles pour ces jeunes paysans combattants de seize à vingt ans - tous originaires du Koura, une plaine d'oliviers occupée par la Syrie à 40 km au nord - tous décidés à ne rejoindre leurs familles qu'à la « libération totale du territoire ». Dans leur chambre, une guitare, sur leurs mitraillettes, une image de la Vierge et, dans leurs propos, un nationalisme à l'état brut : « Nous ne voulons, disent-ils, ni Palestiniens ni Syriens au Liban. Ce sont des étrangers ».

« Que Dieu vous bénisse ! Dieu est avec la vérité ». Une femme, âgée, toute de noir vêtue, leur sert le café turc. Son petit-fils a été tué, il y a deux mois, en combattant. Le portrait du « martyr » est accroché à côté de celui de « Béchir ». Béchir ou encore cheikh Béchir Gemayel, le jeune commandant en chef des forces chrétiennes, armées depuis un an - et après de sanglants règlements de comptes - sous son autorité. « Il a toujours raison », disent-ils. Béchir est-il « fasciste », comme on le dit - dans les territoires occupés - le reste du Liban à majorité musulmane et palestinienne ? Le mot n'a pour eux guère de sens, pas plus que n'en ont les termes « communisme » ou « socialisme ». Béchir s'est battu parmi eux « avec courage ». Il a désormais une autorité absolue - « Cheik », disent-ils, avant d'être Gemayel : « Chef de clan avant d'être le fils de son père ». Pierre Gemayel, dirigeant du parti des Kataeb (phalangistes), l'ossature des Forces libanaises.

Le fils l'a emporté sur le père, la jeunesse engagée dans ce petit Liban chrétien a contesté de façon radicale la primauté de la génération précédente. C'est elle, désormais, qui, forte de ses actions militaires contre les camps palestiniens de la Quarantaine et de Tell-el-Zaatar, s'est approprié le pouvoir dans cette zone est, où l'État libanais, pas plus qu'à l'ouest, n'a d'autorité réelle. Ils sont officiellement douze mille combattants, sûrs de leur « juste cause », montés contre cette grande bourgeoisie qui « a fait faillite à la tête de l'État et s'est réfugiée en Europe », déterminés à bâtir demain « un Liban nouveau », « un pays propre », « un État moderne ». Inspiré en partie par Israël, ils ont parfois effleuré des succès militaires. S'ils se sont battus d'instinct en 1975, ces jeunes chrétiens, souvent issus des classes moyennes ou rurales, sont aujourd'hui portés par un projet politique.

Pierre, vingt et un ans, est l'un d'eux. Fils d'un petit entrepreneur, il ne s'intéressait au début de la guerre qu'au baby-foot, à ses copains, à sa liberté naissante d'adolescent de quinze ans et aussi à ces camps scouts qui furent d'abord, dans tout le Liban, le seul entraînement militaire de ces combattants spontanés. S'il s'engage alors, c'est pour le frère admiré, le camarade de classe, tué dès avril 1975, ou pour les cadavres mutilés de ses voisins de quartier : « On m'a donné, raconte-t-il, un vieux fusil dont l'énorme recul me démantelait l'épaule à chaque fois. J'avais peur, j'avais froid, malgré les vieilles couvertures transformées en poncho. Je tremblais et j'avais envie de pleurer. Je me disais : je vais peut-être mourir, pourquoi tout cela m'arrive-t-il à moi ? ». Les amphiéteïnes ont aidé les plus hésitants.

Pierre partage aujourd'hui son temps entre ses études de gestion et les Forces libanaises, comme beaucoup de ces étudiants qui, entre deux examens, assurent une permanence sur la ligne de front, dans ce centre de Beyrouth dévasté par la guerre. « Vivre à genoux ou mourir debout », dit l'un, tel est notre choix. « On voulait nous jeter à la mer, confirme Béchir Gemayel, premier ministre ».

L'esprit civique

Avant tout, les Forces libanaises tentent, depuis un an, d'insuffler l'« esprit civique libanais » à la jeunesse entière : la « résistance » doit devenir un « mode de vie ». Donc, entraînement militaire obligatoire pendant trois ans pour tous les élèves, malgré les protestations éphémères des écoles : « communautés civiles » patronnées par des religieux pour apprendre dès l'âge de six ans l'« amour du pays » et l'appartenance à la terre ; comités populaires pour « assister » les municipalités ; ou encore cette opération antidrogue qui, d'après un responsable des Forces libanaises, devait d'un coup, d'un seul, « éradiquer le phénomène ». La nature de l'opération est éclaircie par ce médecin, directeur d'un hôpital psychiatrique de la région, qui ne reçoit plus aucun drogué : « Le meilleur seringue, dit-il crûment, est encore la prison ».

Mobilisation ? Endoctrinement ? Les plus jeunes, à l'évidence, sont pris en main et les autres sont assez largement réduits au silence. Il existe dans la zone chrétienne une jeunesse suffisamment apolitique pour troquer, ces entorses aux libertés contre la « sécurité » indéniablement assurée par les forces phalangistes. « On est absorbés ici », affirme Zoé, une jeune architecte de Beyrouth-Ouest, pourtant hostile aux Phalanges. Les boîtes de nuit et les stations de ski sont plus fréquentées que jamais par une jeunesse dorée, soucieuse de fuir l'été (vingt-cinq ans), rentrer à l'étranger, « en profiter dans l'insouciance du lendemain ». Les terribles bombardements syriens en avril 1981 ont certainement contribué eux aussi à rendre crédible le projet phalangiste.

Le projet se veut strictement national et libanais, encore que, d'après les Forces libanaises elles-mêmes, « la dynamique de liberté et de sécurité soit avant tout aujourd'hui chrétienne ». « Les musulmans », affirme ce jeune membre de l'État-major, ne savent pas se battre. « Un vague sentiment d'appartenance à l'Orient ne saurait masquer les sentiments antimusulmans, sinon anti-arabes, de nombre de ces jeunes chrétiens : « Les Arabes », dit celui-ci, « c'est le désert, la platitude et la couleur ocre partout. Nous, au Liban, on a été façonnés par la neige, la mer et la verdure ». « Moi, je ne peux pas vivre avec les musulmans », affirme cet étudiant engagé de l'université jésuite Saint-Joseph - des musulmans qu'il ne connaît plus depuis sept ans qu'il ne se rend plus dans l'autre zone, malgré les deux passages toujours ouverts. Cette défiance devient haine à propos des Palestiniens. « Ce sont des cochons et non des êtres humains », estime cette toute jeune fille, standardiste des Forces libanaises dans un couvent de la montagne, assise face à l'image d'un Christ couronné d'épines.

Le retour à des valeurs proprement chrétiennes est souligné par le Père Antoine Khalil, secrétaire général de l'université de Kaslik, le sanctuaire des maronites, dont les effectifs ont été multipliés par quatre depuis 1975. « Je n'ai jamais vu autant de jeunes dans les églises », dit-il, ravi. Ils partent au combat avec des reliques. L'idée d'une confédération associant les deux communautés, la chrétienne et la musulmane, est, elle, largement défendue dans les milieux intellectuels proches du nouveau pouvoir. En tout état de cause, aucun de ces étudiants en droit de Saint-Joseph n'est prêt à renoncer ni aux garanties confessionnelles ni à un président de la République chrétien.

Le métier des armes

A ce sentiment chrétien exacerbé répond, dans le reste du Liban, et surtout chez les jeunes musulmans les plus défavorisés, un évident repli communautaire. Musulmans avant d'être Libanais, ces jeunes voient dans l'islam un point de ralliement. Leurs modèles sont à l'extérieur, Nasser et Khoméini. Leur culture politique assez fruste repose sur une volonté d'« égalité » et sur « la lutte contre l'impérialisme israélien », auquel est plus ou moins assimilé le camp phalangiste.

Près de quatre-vingts mouvements armés, tous peu ou prou financés par l'étranger, répondent dans la jeunesse musulmane à un double besoin : le désir d'un refuge, dans cette période de troubles, par une communauté ou un quartier, substitué à des clans éparpillés ; la nécessité, toute économique, de trouver des moyens de survie. La solde de 1 000 à 1 500 livres libanaises (1 200 à 1 800 francs) - contre 800 livres pour le salaire minimum - permet d'éviter à ces jeunes combattants l'exode vers la péninsule Arabique ou le chômage. Les armes sont devenues un métier.

L'appartenance à ces groupes armés permet en outre de rançonner le passant en toute impunité : combien de voitures ont-elles été volées à Beyrouth-Ouest au nom de la lutte

anti-impérialiste ! « Je n'ai jamais volé », nous assure ce jeune militant des Nassériens indépendants (Morabitoun), un mouvement qui doit à la guerre son succès, ses trois casernes et sa radio libre (soixante-dix salariés), située en étage au-dessous de leur mosquée. « Il y a huit jours, poursuit-il, j'ai vu deux personnes dépouiller un cadavre. Je les ai immédiatement abattues ». Et d'affirmer fièrement qu'il ne sait ni lire ni écrire avant de se déshabiller pour montrer toutes les blessures reçues au cours des combats, autant de « trophées » qui lui valent l'admiration de ses camarades plus jeunes, secouristes du mouvement.

Cette nouvelle génération de combattants qui roule en B.M.W. et en Mercedes dès l'âge de seize ans, qui tient le haut du pavé à Wamra, les mini Champs-Élysées de Beyrouth-Ouest, et fait du rodéo automobile impunément au cœur de la ville, suscite souvent le mépris de ceux qui se souviennent avec nostalgie de leur

guerre romantique et désintéressée de 1975. « Cette guerre est devenue un souk », « ce sont des affrontements de boutiques », affirment ces intellectuels désorientés par un conflit qu'ils ont cru être celui des pauvres contre les riches. « La situation n'est plus en noir et blanc », reconnaît l'un d'eux, amer.

Soul de toutes ces « boutiques » à présenter un projet cohérent, « le mouvement des déshérités », « Amal », (« l'Espoir »), connaît, chez les jeunes chrétiens, la communauté musulmane la plus nombreuse et la plus défavorisée, un succès grandissant : en témoignent sur les murs de Beyrouth les innombrables affiches de son fondateur, l'imam Moussa Sadr, disparu mystérieusement en Libye le 31 août 1978, ou encore le succès de ses positions, inspirées par la révolution islamique d'Iran dans les universités. Ce mouvement affronte durement, notamment au début de janvier à Beyrouth, le parti communiste, dont la clientèle potentielle est presque la même.

« Nous sommes dans le droit chemin », affirme ce militant d'Amal, qui tient avec son père un petit ma-

gasin dans cette « ceinture de pauvreté » qui entoure Beyrouth. Le droit chemin ? « Dieu », a-t-il pour toute réponse. « Notre mouvement, affirme ce responsable d'Amal à l'université de droit de Beyrouth (4 000 étudiants), est le prolongement historique des prophètes et de Mahomet. La solution pour le Liban serait de devenir un État gouverné par la loi islamique. » Comme en Iran ? « Comme en Iran, répond-il. N'avons-nous pas toujours été respectueux de toutes les minorités ? ». Saut, reconnaît-il, de la minorité homosexuelle, jugée par lui « contre nature ».

Une large fraction de la jeunesse libanaise, chrétienne ou musulmane, a retrouvé dans la guerre et la dévastation, et avec quel messianisme, ses origines communautaires et religieuses.

(1) Depuis l'attentat contre l'ambassade d'Irak, certains combattants seraient payés jusqu'à 3 000 livres par mois dans des organisations proches du Baas irakien.

Prochain article :

« RETROUVAILLES »

L'histoire en marche



Collection de poche

Points Histoire Seuil

Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962

29 F

Hervé Hamon/Patrick Roman

Les porteurs de valises

La violence française à la guerre d'Algérie

29 F

Theodore Zeldin

Histoire des passions françaises

1848-1945

S'Anxiété et hypocrisie

30 F

DENTIFRICE Kontrol

Pâte ou poudre

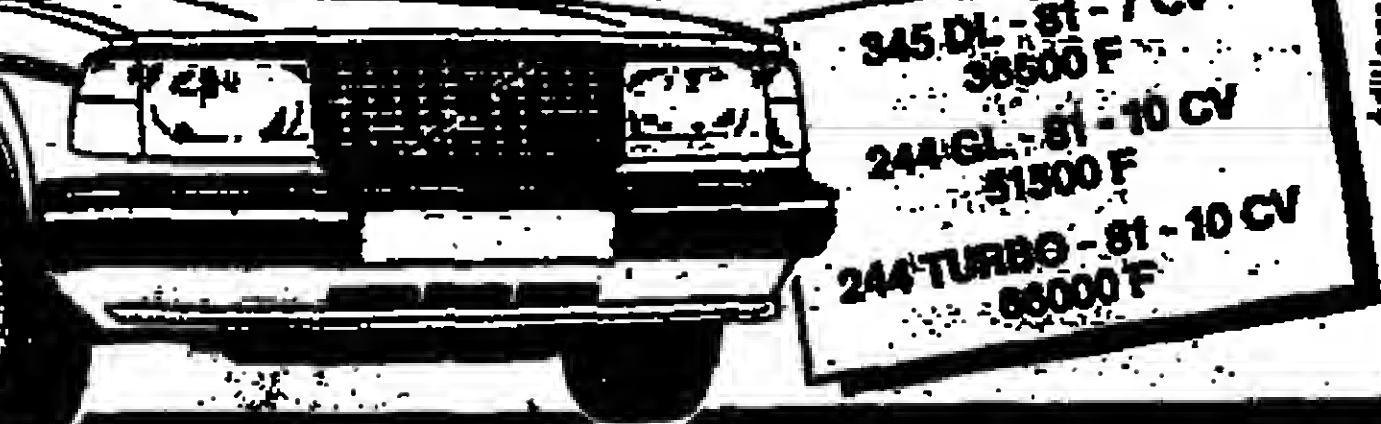
Des dents encore plus blanches

Seul distributeur en France : L.A.S. STERFA

UNE OCCASION VOLVO GARANTIE PAR VOLVO

A Volvo Paris quelques véhicules exceptionnels vous seront proposés avec la Garantie PASSEPORT valable dans 22 pays avec Mondial Assistance votre meilleure sécurité.

Apprenez vite pour vous renseigner sur les disponibilités, les coloris.



VOLVO CARDINET

112-114, rue Cardinet

75017 Paris - tél. 766.50.35

VOLVO NEUILLY

16, rue d'Orléans

92200 Neuilly - tél. 747.50.05

SI VOUS MESUREZ

1 m 80 OU PLUS

(jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS ÊTES

MINCE OU FORT

JOHN RAPAL

Grandes tailles prêt-à-porter

COSTUMES, PARDESSUS,

CASHMERE, LODEN,

VESTES SPORT,

BLAZERS, BLOUSONS,

IMPERMEABLES,

CUIR, PEAUX, DAIM,

EXCLUSIVITÉ

MAC DOUGLAS

PANTALONS,

VELOURS, JEANS,

GILETS ET PULLS

(4 longueurs de manches)

45, rue de la République

75011 PARIS - tél. 325.66.00

ouvert de 10h à 19h

du 6 au 30 à la carte d'abonnement

Service Personnes - Portage gratuit

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● LA FUSION DU PARTI POLAIRE et du Parti du mouvement démocratique brésilien, les deux principales formations de l'opposition, a été approuvée le mardi 2 mars, par le tribunal supérieur électoral. Ce jugement est considéré comme une défaite pour le président Figueiredo, qui avait demandé au procureur général de contester la validité de cette fusion, décidée en décembre dernier. — (A.F.P.)

Panama

● LE PRÉSIDENT ROYO a nommé un nouveau chef de la garde nationale, le colonel Ruben Darío Parides, en remplacement du colonel Flores, mis à la retraite le mercredi 3 mars. Le colonel Flores avait succédé, en août dernier, au général Omar Torrijos, l'homme fort du pays, décédé dans un accident d'avion. — (A.F.P.)

Pérou

● DES GUERRILLEROS ont attaqué le mercredi 3 mars la prison d'Ayacucho, ville des Andes située à quelque 500 kilomètres au sud-est de Lima, et fait évader deux cent cinquante détenus. Au moins quatre personnes ont été tuées et quinze autres blessées au cours de l'affrontement avec les forces de l'ordre. — (A.F.P.)

République d'Irlande

● M. GERARD TUITTE, dit « Gerry », accusé d'appartenir à l'IRA provisoire, et qui avait réussi une évasion spectaculaire de la prison de Brixton, au sud de Londres, en 1980, a été arrêté par la police de la République d'Irlande à Drogheda, au nord de Dublin. Plusieurs autres personnes ont également été interpellées. — (A.F.P.)

Suisse

● M. RUDOLF SITZER, ancien président du Conseil national

(Parlement), où il avait siégé sur les bancs de l'Union démocratique du centre, et qui exerçait la fonction de président de l'Union suisse des arts et lettres, s'est donné la mort, mercredi 3 mars, à l'âge de soixante-huit ans. La police tente de découvrir les raisons de son geste. — (A.F.P.)

Syrie

● M. HABIB A DAMAS. — Un mois après les troubles de Hama (nord de la Syrie), dont la responsabilité a été en partie rejetée par le régime sur les États-Unis, le chef de l'État syrien, M. Assad, a reçu mercredi 3 mars l'ambassadeur au Proche-Orient du président Reagan, M. Philip Habib.

Tunisie

● LE MOUVEMENT DE LA TENDANCE ISLAMIQUE (M.T.I.) fait part, dans un communiqué, de son inquiétude à la suite de la dégradation de l'état de santé de son président, M. Rachid Ghannouchi, condamné le 4 septembre dernier à onze ans d'emprisonnement. Selon le M.T.I., M. Ghannouchi est isolé dans une cellule depuis le 9 janvier pour avoir refusé de collaborer avec « des personnalités politiques », dont le président de l'U.G.T.T., M. Habib Achour. — (Corresp.)

Vietnam

● ARRÊSTATION DE DEUX BONZES. — Deux importants dirigeants de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam (pagode An Quang) ont été arrêtés à Ho-Chi-Minh-Ville le 29 février dernier, annonce la délégation à Paris de ce mouvement. Il s'agit des vénérables Thich Huyen Quang et Thich Quang Do, respectivement directeur exécutif et secrétaire national exécutif de l'Eglise. Tous deux avaient déjà été arrêtés le 6 avril 1977 et étaient restés en détention jusqu'en 15 décembre 1978.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Le débat sur le programme de relance est dominé par des préoccupations politiques

De notre correspondant

Bonn. — Le sort du programme de relance, mis au point par le gouvernement fédéral, reste toujours incertain après le débat que le Bundestag vient de connaître, le 4 mars, à ce sujet. La principale mesure envisagée est une aide aux investissements qui serait financée en portant le taux de la T.V.A. de 13 % à 14 %, or l'opposition chrétienne-démocrate, qui dispose de la majorité à la Chambre Haute (Bundesrat), reste résolue à ne pas admettre ce mode de financement.

Un compromis éventuel ne serait peut-être pas totalement exclu, si la coalition gouvernementale prenait l'engagement ferme de diminuer l'impôt sur les salaires et les revenus, en 1984. Mais rien n'indique que le gouvernement soit allé sur ce point au-delà de très vagues promesses.

Les statistiques du chômage ont fourni l'arrière-plan du débat. Durant février, le nombre des personnes sans travail a diminué de 14 000, pour ne plus atteindre qu'un total de 1 335 000. Le taux du chômage s'est ainsi abaissé de 8,2 à 8,1 % de la population active salariée. Les experts font toutefois observer que seul le chômage saisonnier a légèrement baissé, tandis que le nombre des personnes sans travail s'est en réalité accru pour se situer à 1,6 million (+ 2,7 % par rapport à janvier).

Défendant le programme gouvernemental, le comte Lambdorf, ministre de l'économie, a maintenu le relatif optimisme qu'il a coutume d'afficher. Il reste persuadé que, durant l'année en cours, l'économie enregistrera un taux de croissance réel de 1,5 %, tandis que la hausse des prix ne dépassera pas 4 %. Le ministre ne craint même pas de prédire qu'en 1983 la croissance réelle devrait atteindre 3 %, tandis que le taux de l'inflation n'excéderait pas 3,5 %.

Quant au programme de relance, le comte Lambdorf estime que les subventions prévues donneront un nouvel élan à l'activité. En outre, la hausse de la T.V.A. est à ses yeux le moyen le moins dangereux de financer les mesures gouvernementales. Thèse critiquée par l'opposition

chrétienne-démocrate, qui se garde pourtant de formuler des contre-propositions précises.

Le débat a été dominé par les préoccupations plus politiques qu'économiques. Tout le monde au Bundestag est conscient du fait que quatre élections régionales se dérouleront cette année dans la R.F.A., à commencer par la Basse-Saxe, dans une quinzaine de jours. Dans le camp gouvernemental, on s'efforce donc d'exploiter l'hostilité des chrétiens-démocrates à une hausse de la T.V.A., pour présenter la C.D.U. comme un parti refusant de lutter contre le chômage.

De leur côté, les chrétiens-démocrates ne se contentent pas de dénoncer l'inefficacité du programme mais accusent aussi la coalition de mener une politique « anti-ouvrière ». Le secrétaire général de la C.D.U., M. Geisler, a donné le ton, soutenant que le gouvernement s'indignait aussi bien devant les grands syndicats que devant la grande industrie, mais imposait des charges nouvelles à tous les citoyens « faibles et marginaux ». Ce qui a permis au chef libéral, M. Genscher, de répliquer que l'attitude de la C.D.U.-C.S.U. consistait à diviser le pays et à stimuler « la lutte de classes ».

JEAN WETZ.

Grande-Bretagne

SA NOMINATION ÉTANT VIVEMENT CONTESTÉE M. Thorpe renonce à la direction de la section britannique d'Amnesty International

De notre correspondant

Londres. — Depuis plusieurs mois, la section britannique d'Amnesty International a traversé des conflits internes, qui ont culminé avec la décision de son conseil de désigner comme directeur général l'ancien dirigeant libéral, M. Jeremy Thorpe. Ce dernier vient de mettre fin à son mandat, en raison d'une controverse en démissionnant jeudi 4 mars, avant même d'avoir pris son poste ; mais cette affaire a révélé la profonde division de la section britannique.

La personnalité de M. Thorpe était très discutée, l'ancien leader libéral a dû quitter son poste en 1976, après avoir été mis en cause dans deux scandales. En 1979, M. Thorpe a été accusé par le tribunal de l'Old Bailey du crime d'incitation au meurtre sur la personne d'un ancien modèle masculin, qui affirmait avoir eu une liaison avec lui. Sa nomination à la direction générale de la section britannique d'Amnesty avait suscité un vent de révolte parmi les adhé-

rents. M. David Astor, ancien directeur de l'Observer et colonel de l'organisation de défense des droits de l'homme, a protesté publiquement en déclarant que le « manque de jugement » dont M. Thorpe avait fait preuve au cours de sa carrière. Le conseil n'a pas pu donner son avis sur la nomination par vote, car les membres de l'Amnesty avaient donné leur démission. La décision finale devait être laissée à l'ensemble des adhérents.

M. Thorpe a préféré prendre les devants, pour trois raisons selon lui : pour ne pas diviser encore plus la section, pour éviter un vote par correspondance qui aurait coûté cher, et pour ne pas être constamment en butte à une minorité de membres d'Amnesty. Lesquels, a-t-il ajouté, l'ancien dirigeant libéral défendait les « prisonniers de conscience », mais « restent prisonniers de leurs propres préjugés ».

DANIEL VERNET.

Italie

Un « comité contre l'usage de la torture » est constitué par le parti radical

De notre correspondant

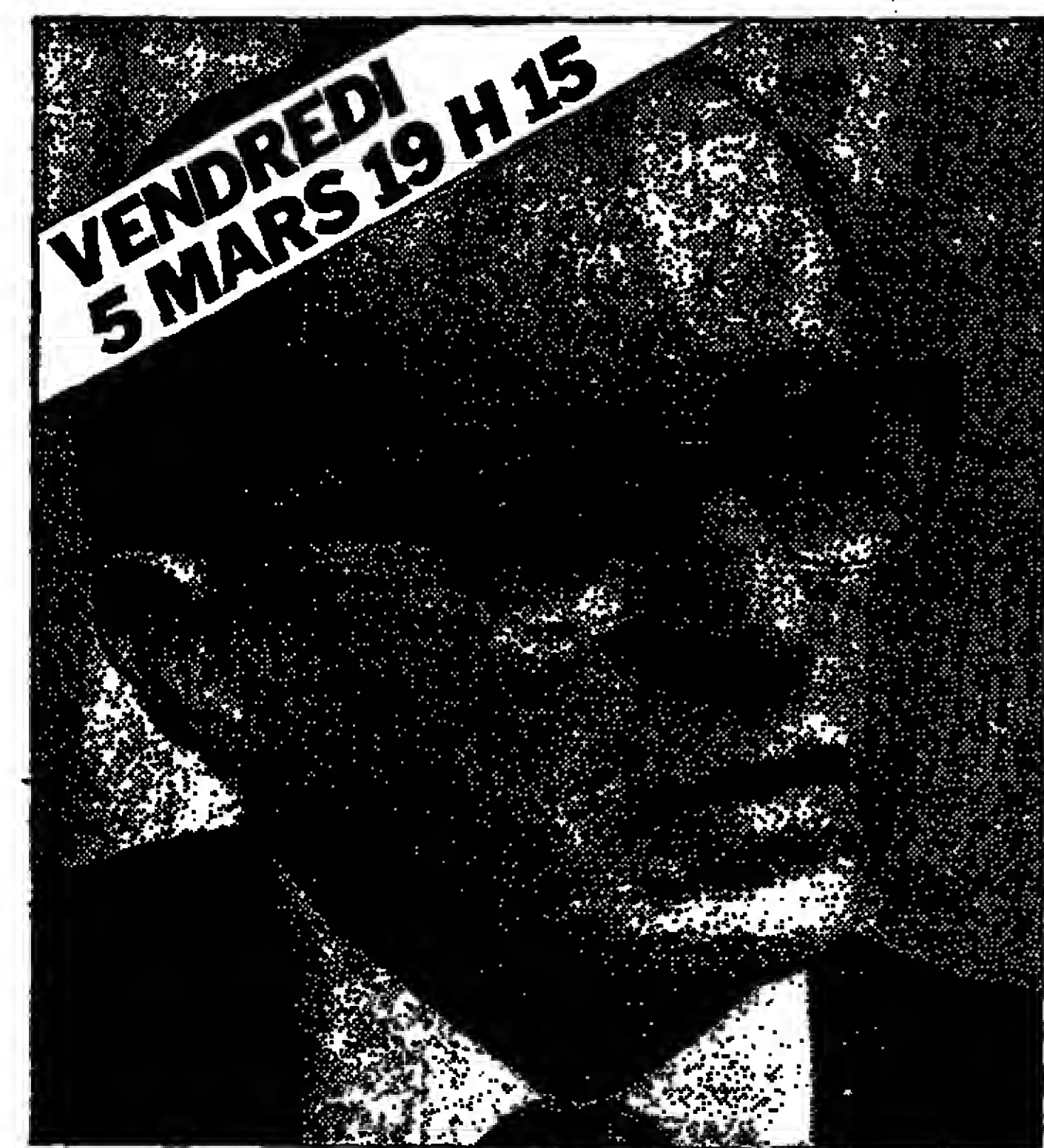
Rome. — La constitution d'un « comité contre l'usage de la torture » a été annoncée par le parti radical. Ce comité, qui regroupe des parlementaires, des avocats, des médecins et les membres de familles de détenus, a pour objectif de « sensibiliser l'opinion publique et les organisations politiques au problème de la répression et de la violation des droits de l'homme en Italie dont témoignent des cas récents de tortures et de sévices dans les prisons ». Le comité a publié un premier dossier mentionnant soixante-dix cas de sévices survenus entre 1976 et 1982. Le fait notable est que ces cas sont plus nombreux depuis le début de cette année (tying et uni). Un autre dossier plus détaillé et faisant état de cas récents et nouveaux aurait dû être présenté par l'un des membres du comité, Mlle Gabriella Sanzori. Mais celle-ci a été arrêtée, le 2 mars, et ses documents ont été saisis par la police.

Le comité contre l'usage de la torture entend traiter du problème plus large des conditions carcérales et des sévices aux détenus incarcérés dans les quartiers de haute sécurité. Il compte également enquêter sur les cas d'arrestations qui ne sont notifiées que plusieurs jours plus tard. La garde à vue est légalement de quarante-huit heures, mais plusieurs juges d'instruction n'ont pas craint d'être mis en présence de personnes appréhendées que trois, voire cinq jours plus tard.

Espagne

● Une instruction judiciaire contre le numéro 2 du P.S.E. espagnol a été ouverte le 4 mars par le procureur de la région militaire de Madrid. Il est reproché à M. Alfonso Guerra, une déclaration selon laquelle le procès des putschistes du 23 février 1981 risquait d'être « une farce ». Il est peu probable, estime-t-on à Madrid, que le Parlement autorisera l'ouverture de poursuites judiciaires contre une personnalité aussi éminente de l'opposition. — (Corresp.)

DEUX EVENEMENTS AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1.



A JÉRUSALEM



A PARIS

M. BEGIN P. MAUROY

1^{er} ministre Israélien

1^{er} ministre

animés par GÉRARD CARREYROU et ALAIN DUHAMEL

EUROPE 1
C'est naturel

JUSQU'AU 17 MARS :
Tapis d'Orient
Atighetchi
DEPUIS 1884, SPÉCIALISTE DU TAPIS PERSAN
4, RUE DE PENTHIEVE
Paris 8^e - Métro : Miromesnil - 265.90.43 +
du lundi au samedi inclus, de 10 à 19 heures
OUVERT DIMANCHE 7 MARS

COMMUNIQUE DU MLF
La constitution en association (octobre 79) du « Mouvement de Libération des Femmes » par celles qui l'ont fondé (octobre 68) est non seulement légale mais légitime.
Aussi nous affirmons :
- que sont erronées, réductrices, visant à l'isolement et donc diffamatoires
1. la désignation de notre mouvement par « groupe psychanalyse et politique », par « MLF déposé » ou par toute autre appellation restrictive,
2. toute remarque traitant en cause la légalité et la légitimité de notre association « Mouvement de Libération des Femmes »,
- que constitue une violation de notre droit à notre nom
3. la désignation abusive d'autres mouvements ou groupes de femmes, par l'appellation « Mouvement de Libération des Femmes »,
- que sont misogynes, celles et ceux qui ne reconnaissent pas aux femmes le droit de se constituer en mouvement de libération indépendant.
des femmes du Mouvement de Libération des Femmes
LUTTE CONTRE LA MISOGYNIE

USA 82 CANADA Camino

LES CHARTERS DE L'ÉTÉ : JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE

LOS ANGELES • MIAMI • NEW YORK • MONTREAL

LES PRIX : Prix garantis en cas de paiement total à l'inscription.

LES VOLS : En jets Boeing comme sur les lignes régulières.

LES DÉPARTS : Équivalents vers les 4 destinations avec possibilité de retour d'une ville différente de celle de l'aller.

À L'AÉROPORT : Assistance CAMINO. Places attribuées à l'avance.

À BORD : Repas chauds gratuits, vin compris. Cinéma en français.

CAMINO : 30 ans d'expérience sur les États-Unis.
21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris • Tél : 572.06.11
et toutes Agences de Voyages

L'AMÉRIQUE ÉCONOMIQUE DE CAMINO

LOS ANGELES Camino

à partir de 4400 F (aller et retour)

ATLANTICO l'Amérique économique de Camino

NEW-YORK Camino

à partir de 2400 F (aller et retour)

ATLANTICO l'Amérique économique de Camino

AMÉRIQUES

Guatemala

Les quatre candidats à l'élection présidentielle représentent les diverses tendances de la droite

Ciudad-Guatemala. — Caméras de télévision, meneur de jeu, temps de parole chronométré, tirage au sort pour déterminer l'ordre des discours : les quatre candidats à l'élection présidentielle du dimanche 7 mars se sont affrontés le jeudi 4 de la façon la plus civile devant un public d'hommes d'affaires réuni dans la capitale.

Il n'y a eu ni débat ni questions. Mais les orateurs se devaient, bien entendu, d'aborder les deux grands problèmes qui se posent à eux : la violence et la crise économique. Selon certains diplomates occidentaux, treize mille cinq cents Guatémaltèques ont été assassinés en 1981, du fait essentiellement des groupes paramilitaires. Les mêmes sources estiment que la guérilla réalise en ce moment une quinzaine d'actions armées par jour, dont certaines auraient causé plusieurs di-

De notre envoyé spécial

zaines de morts à l'armée (ce point est nié par le chef d'état-major, qui fait état de dix-huit victimes, dont huit officiers, depuis le 1^{er} janvier). Dans le domaine économique, malgré une dette extérieure et une inflation raisonnables (12% environ en 1981) le pays se trouve dans une situation catastrophique du fait de l'effondrement du marché commun centro-américain, de la baisse des cours des matières premières et de la fuite des capitaux (500 millions de dollars environ pour les deux dernières années). Aujourd'hui les investissements, comme les réserves en devises, sont à zéro. Les groupes dirigeants sont divisés sur les solutions à apporter à la crise, et la lutte pour le pouvoir est réelle entre les réformistes de la dernière heure et les « missionnaires de la chrétienté » d'extrême-droite.

L'honneur de « l'anti-communisme conséquent », puisque armé, revient à M. Mario Sandoval, chef de file du mouvement de libération nationale, qui a largement contribué au renversement du gouvernement Arbenz, en 1954. Il se présente comme *El Hombre* (l'homme). Il affirme que le pays court à sa ruine et se propose d'écraser la guérilla avec la participation du peuple (ses troupes sont généralement estimées à plus de trente mille hommes armés). Cela fait, estime M. Sandoval, il sera facile de résoudre les problèmes économiques. Le M.L.N. est incontestablement populaire. Il s'appuie sur les petits agriculteurs et les petits blancs qu'effraie l'intégration d'indiens aux mouvements insurgés.

« Pour une libre entreprise totale »

M. Gustavo Ansueto, candidat de la Centrale authentique nationaliste (CAN), fondée par un ancien président, le général Arana, estime au contraire que « l'économie est ce qui compte le plus pour aller de l'avant ». Pour la remettre sur ses rails, il entend restaurer « le vrai régime de la libre entreprise totale », affirmant trouver son modèle « M. Reagan. L'armée étant le seul rempart contre la subversion, il demande aux Guatémaltèques « de l'appuyer, de la comprendre et de la respecter ». M. Ansueto s'adresse essentiellement aux commerçants. Il est à remarquer qu'il a peu bénéficié de l'appui des classes économiques puissantes qui ne croient pas en sa victoire.

« Notre peuple s'exprime avec les mains et avec les yeux, car celui qui parle est un homme mort », a déclaré pour sa part M. Alejandro Maldonado, candidat de l'Union d'opposition (UNO), dont la force principale est constituée par la démocratie chrétienne. Longtemps membre du M.L.N., puis ministre du général Arana, M. Maldonado a pris ses distances avec la droite traditionnelle. Il parle du respect des droits de l'homme, et on l'accuse d'envisager de dialoguer avec les subversifs. D'accord pour assurer la sécurité, le candidat de l'UNO insiste sur la nécessité d'aborder simultanément les problèmes sociaux. Il se veut, malgré son histoire, le candidat du « changement rénovateur contre l'immobilisme destructeur ». M. Maldonado bénéficie du soutien discret des États-Unis, qui souhaitent un gouvernement « présentable ». Mais il ne semble disposer d'aucun appui dans l'armée. Sa force principale se situe dans les villes, où la démocratie chrétienne est bien implantée. Certains sondages le donnent gagnant.

Le dernier orateur à prendre la parole, le jeudi 4 mars, était le gé-

ral Anibal Guevara, ancien ministre de la défense du président sortant, le général Lucas. Il bénéficie de l'appui des partis au pouvoir réunis dans le Front démocratique populaire. Homme de la continuité du régime militaire, le général Guevara rappelle qu'il est le seul à savoir réellement ce qu'est la lutte contre la guérilla. Il n'hésite pas à s'en prendre aux responsables de la fuite des capitaux, qui font « la loi des communistes », et promet aux révolutionnaires l'annulation s'ils rentrent dans le droit chemin, et la déroute s'ils s'y refusent. Seul militaire en lice, le général bénéficie de la machine en place ; mais il a dû faire face, pendant un certain temps du moins, à l'opposition de l'ambassade des États-Unis.

La dimanche 7 mars, les Guatémaltèques éliront également soixante-six députés et les conseils municipaux des vingt-huit villes de plus de trente mille habitants. Ils risquent pourtant de devoir attendre plusieurs semaines avant de savoir qui sera leur président.

L'action des insurgés

La Constitution prévoit, en effet, que, au cas où aucun des candidats n'atteint la majorité absolue au suffrage direct, c'est au congrès sortant de choisir le futur chef de l'État. La tradition veut que les députés élisent celui qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages populaires.

Si le général Guevara arrive en tête, tout ira bien puisque sa coalition dispose de la majorité. Mais la situation risque d'être extrêmement délicate s'il est précédé, ce qui est possible, soit par M. Sandoval, soit par M. Maldonado ou, pis encore, par les deux.

« Il sera toujours temps, la semaine prochaine, d'aborder ces problèmes de politiciens », nous a déclaré un Guatémaltèque qui entend garder l'anonymat. La grande question, d'ici dimanche, est de savoir ce que fera la guérilla. L'armée, qui mène une offensive sérieuse depuis plusieurs semaines, craint cependant une action symbolique ou des opérations ponctuelles destinées à paralyser le vote ou le dépouillement. A titre d'indication, on remarque que trois et une des trente-deux maires de Huehuetenango ont été brûlés au cours des dernières semaines.

Les insurgés affirment que ces élections sont une « farce ». L'abstentionnisme est traditionnellement élevé (54 % en 1974, 64 % en 1978). L'état de guerre qui règne dans une grande partie du pays risque de renforcer encore un désenchantement dû à l'histoire électorale du Guatemala, trop souvent marquée par des fraudes scandaleuses.

FRANCIS PISANI.

Canada

UNE FEMME EST NOMMÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS À LA COUR SUPRÊME

(De notre correspondant.)

Montréal. — Les neuf juges de la Cour suprême du Canada compteront désormais une femme dans leurs rangs : Mme Bertha Wilson, dont la nomination a été annoncée jeudi 4 mars à Ottawa. Depuis la création de la Cour suprême, en 1875, tous les juges étaient des hommes. Un an après les États-Unis, les Canadiens se sont décidés à leur tour à rompre le tabou qui, jusque-là, avait empêché l'accès des femmes à la plus haute instance judiciaire.

Le ministre de la Justice, M. Jean Chrétien, s'est défendu d'avoir cédé aux pressions des organisations féministes et a insisté sur la compétence du nouveau juge. Pour sa part, Mme Flora MacDonald, qui fut ministre des affaires extérieures dans le gouvernement conservateur de M. Clark (1979), a constaté que « les femmes avaient beaucoup de chemin à parcourir, mais qu'elles représentaient à peine 5 % des juges dans l'ensemble du Canada ». Agée de cinquante-huit ans et originaire d'Écosse (elle est arrivée au Canada en 1948), Mme Wilson avait déjà été la première femme à accéder à la cour d'appel de l'Ontario en 1975. Elle est mariée à un pasteur protestant de l'Eglise unie.

Argentine

DES « MÈRES DE LA PLACE DE MAI » ont demandé le mercredi 3 mars, à Paris, au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, l'ouverture d'une enquête sur les enfants disparus en Argentine.

L'organisation des Mères a recensé quatre-vingt-sept cas d'enfants disparus, mais estime qu'il y en a eu plusieurs centaines.

LA FRANCE MISOGYNE



Un grand dossier du Nouvel Observateur avec un sondage : que pensent les Français de l'égalité entre hommes et femmes ? Catherine David explique un étonnant décalage entre l'opinion dominante et les comportements de chacun. Mariella Righini jette ses pavés dans la misogynie qui prospère dans l'emploi et dans la publicité. Michèle Cotta (PDG de Radio-France), Jean-Luc Hennig (journaliste), Catherine Deneuve (actrice), Serge Gainsbourg (chanteur), Antoinette Fouks (animatrice du MLF) racontent comment elles et ils voient la misogynie.

LE NOUVEL
observateur cette semaine

MONTREAL Camino

à partir de 2700 F (aller et retour)

ATLANTICO l'Amérique économique de Camino

MIAMI Camino

à partir de 3200 F (aller et retour)

ATLANTICO l'Amérique économique de Camino

La guerre ch...
équitude...

LA VOIE DE

L'INGENIERIE
FRANÇAIS

SYNTH...

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION

NORD-PAS-DE-CALAIS : Faire fructifier l'héritage socialiste

De notre correspondant

Lille. — Dans la région Nord-Pas-de-Calais, si l'on excepte les nouveaux cantons, sur soixante-sept sièges renouvelables dans les deux départements, trente sont détenus par le parti socialiste. Dans le Pas-de-Calais, le P.S. dispose d'une majorité absolue (vingt-neuf sièges sur cinquante-sept) ; sa position dans le Nord est également forte (vingt-neuf sur soixante-dix). Au sein de la majorité, socialistes et communistes respectent un pacte de non-agression, le parti communiste menant une campagne parallèle. De son côté, l'opposition est très unitaire dans le Pas-de-Calais, alors que dans le Nord les rivalités sont très vives entre candidats R.P.R. et U.D.F.

NORD : des complications entre le R.P.R. et l'U.D.F.

Dans le département du Nord, où le président sortant du conseil général, M. Albert Denvers (P.S.), n'est pas renouvelable, on note l'effacement de M. Arthur Notebart, député, maire P.S. de Lomme, qui, depuis plus de trente ans, est une figure marquante de l'assemblée départementale. C'est son suppléant, M. Yves Durand, qui prendra la relève.

Pour obtenir les trente-neuf sièges qui leur donneraient la majorité absolue dans la nouvelle assemblée de soixante-seize membres, les socialistes doivent conserver les douze cantons où ils ont des sortants. Cet objectif devrait être atteint, à l'exception peut-être du canton de Bay, où le P.S. est menacé par le candidat communiste. Mais ils doivent aussi enlever la plus grande partie des nouveaux cantons : cela semble possible à Villeneuve-d'Ascq, à Roubaix-Est, à Hainbourg, et dans trois cantons de Dunkerque. Le nouveau canton d'Anzin devrait vraisemblablement être gagné par le P.C. Les socialistes comptent également sur Maubeuge, où le maire de la ville, le docteur Forest, dissident P.S.U., ne se représente pas. La Bassée, que tient M. Georges Brès, ancien député R.P.R., Merville et Trelon, qui pourraient être repris au P.C.

Il sera surtout intéressant de voir si les socialistes maintiennent les 32,93 % des suffrages obtenus en 1976 ou les 32,25 % de 1979. Le parti communiste devrait conserver ses sept sortants, un siège étant toutefois menacé par le P.S., à Trelon.

PAS-DE-CALAIS : une opposition très unitaire

Dans ce département, le parti socialiste n'a jamais bénéficié d'une situation aussi privilégiée qu'en ce moment. Non seulement il compte onze députés sur quatorze, mais, au conseil général, avec vingt-neuf sièges, majoritaire, il est tout-puissant. Cette fois, avec dix-huit sortants sur vingt-neuf cantons renouvelables, il est à nouveau en première ligne. Lors des élections cantonales de 1976, le P.S. avait obtenu 44 % des suffrages, contre 33 % en 1979. A l'occasion de ce renouvellement, trois anciens présidents du conseil général ne seront plus présents : Bernard Chauchoy et Henri Darras, décédés, et M. Emile Durieux ; ainsi que MM. André Delélla, ancien député socialiste, maire de Lens et ministre du commerce, Raymond Spingard, sénateur socialiste, et Noël Joseph, député socialiste et président du conseil régional. Or chacun de ces candidats obtient, en 1976, plus de 70 % des suffrages. On peut donc prévoir, dans ce département, une baisse relative du pourcentage des voix socialistes. On assiste cependant à l'arrivée d'une nouvelle génération de candidats comme, par exemple, M. Roland Huguet, député socialiste, président de l'assemblée départementale, qui sera certainement réélu à Norrent-Fontaines. Pour conserver sa position majoritaire, le P.S. doit garder tous ses sièges et en gagner trois autres, puisque l'assem-

blée départementale comptera désormais soixante-deux membres.

Les socialistes peuvent espérer gagner les nouveaux cantons d'Arras-Ouest, où le maire socialiste de la ville, M. Léon Fatou, est candidat ; Courrières et Liévin-Sud, où se présente Mme Danièle Darnas, mère de l'ancien président du conseil, décédé l'an dernier. Dans le nouveau canton de Samer, la lutte est indécise entre M. Alain Duwast (P.S.) et l'ancien député communiste, M. Jean Bardol. Le P.S.U. n'aura qu'un candidat, à Aire-sur-la-Lys.

L'opposition, animée par deux sénateurs, MM. Roger Poudonson (C.D.S.) et Henri Collette (R.P.R.), présente partout des candidatures uniques à une exception près, celle d'Hesdin. Elle ne compte que six sortants. Peut-elle gagner des sièges sur la gauche ? La tâche semble très difficile. Encore qu'il faille se méfier dans ce département très agricole des réactions des producteurs et cultivateurs. Plus que la campagne des partis, celles de la F.N.S.E.A. et de M. Désiré Debavlaere, président de la chambre d'agriculture, qui s'est engagé dans une croisade contre la « collectivisation », peuvent avoir une influence. Si elles peuvent être défavorables au P.S., elles ne devraient toutefois pas être suffisantes pour faire perdre à la gauche les leviers du conseil général.

GEORGES SUEUR.

PROVENCE-COTE D'AZUR : le temps

De notre correspondant régional

La « vague rose » a permis au parti socialiste de conquérir douze sièges aux élections législatives de juin dernier, triplant ainsi le nombre de ses représentants à l'Assemblée nationale avec seize sièges sur vingt-huit, auxquels s'est ajouté celui de M. François Massot, député des Alpes-de-Haute-Provence, passé du M.R.G. au P.S. L'opposition ne semble pas en mesure de prendre sa revanche aux cantonales. Au contraire, on s'attend que le P.S. renforce ses positions à l'occasion notamment du redécoupage électoral, qui a été très vivement contesté par les responsa-

bles de l'ancienne majorité dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes.

Le P.S. dispose au demeurant de la majorité relative ou absolue dans cinq des départements qui composent la région (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse), mais seulement de quatre présidences, puisque un sénateur radical de gauche, M. Emile Didier, détient celle des Hautes-Alpes.

GUY PORTE.

ALPES-MARITIMES : discorde dans la majorité départementale

Nice. — « A Nice, la majorité, c'est moi ! », lança un jour le député (app. R.P.R., ex-P.R.) et maire, M. Jacques Médécin. Si un certain nombre d'événements ont rendu un peu plus relative cette affirmation, l'influence du maire de Nice est toujours prépondérante au conseil général, qu'il préside depuis 1973. Bien que la gauche ait enregistré des progrès lors des consultations de 1976 et de 1979, la majorité reste largement « médécine » et les prochains scrutins ne la remettront pas en cause.

M. Médécin a apporté sa caution personnelle, par le biais de l'étiquette « Rassemblement républicain » (1), à près d'une vingtaine de candidats, parmi lesquels figurent neuf adjoints ou conseillers municipaux de Nice.

Aux vingt-deux cantons de la 6^e rénouvelable s'en ajoutent cinq nouvellement créés, dont trois à Nice (un dans chacune des circonscriptions de la ville), un à Cagnes-sur-Mer et un à Mougins. Des rivalités personnelles ont provoqué, dans la majorité départementale, plusieurs « primaires » entre candidats

R.P.R. et U.D.F. Ainsi, dans le canton de Cannes-Est, le conseiller général sortant (U.D.F.) M. Jacques Sallebert, ancien journaliste de l'O.R.T.F., a contre lui un candidat P.R., M. Pierre Cecci (qui se présente sans étiquette), mais aussi M^{me} Anne-Marie Dupuy, ancienne collaboratrice de Georges Pompidou, membre du comité central du R.P.R., dont l'objectif déclaré est de conquérir l'an prochain la mairie de Cannes. Après avoir longtemps hésité, le maire actuel de Cannes, M. Georges-Charles Ladevèze (rad.), a décidé de se tenir à l'écart de la bataille. En représailles, l'U.D.F. présente dans le canton voisin du Camet, un candidat face au sortant R.P.R., M. Pierre Bachelet. Une autre « primaire », due à un conflit de personnes, ancien celui-là, opposera, à Menton, le conseiller général sortant, M. Francis Palmero, sénateur centriste, à un R.P.R., adjoint de M. Emmanuel Aubert, qui, maire et député (R.P.R.) de Menton, est un ennemi intime de M. Palmero.

Tout ne va pas pour le mieux non plus dans le canton de Nice-X, où

M. Fernand Icart, ancien député (P.R.) et ancien ministre de l'équipement, affronte M. Antoine Martin, conseiller général sortant (mod.), qui lui avait apporté son soutien aux dernières législatives. Ancien conseiller municipal de Nice, M. Martin bénéficie de l'appui de M. Médécin, dont les relations avec M. Icart sont très « ténues ». Conseiller général de Nice-VI de 1961 à 1973, puis de Nice-VIII de 1973 à 1979 et soucieux de limiter le cumul des mandats, M. Icart avait alors renoncé à défendre son siège. Battu aux législatives de juin dernier par M. Jean-Hugues Colonna (P.S.), M. Icart tente de redonner ainsi un élan à sa carrière politique.

Ragailardi par l'élection, dans le département, de deux députés (MM. Colonna et Max Gallo) en 1981, le P.S. espère confirmer sa percée. Ses chances paraissent réelles dans le nouveau canton de Nice-III, où se présente le suppléant de M. Gallo, M. Francis Giolitti, et dans celui de Nice-XIII, où son candidat, M. Jean-Pascal Carloti, paraît en mesure d'inquiéter le sortant

communiste, M. Louis Broch. Les socialistes estiment également « jouables » certains cantons de l'arrière-pays, notamment ceux de Sospel et de Breil, ainsi que le nouveau canton de Mougins, où, pourtant, les voix de la gauche non communiste risquent de se disperser entre la candidate investie par le P.S., M^{me} Jacqueline Pissard, adjointe au maire de Mougins, et le maire (div. gauche) de Mougins-Sartoux, M. André Aeschieri. Dans ce canton, la candidate unique de l'opposition, M^{me} Maddy Amar (U.D.F.), affronte au premier tour le maire radical de Mougins, M. Roger Dubale, dont la décision lui a valu d'entrer en conflit avec les instances de son parti.

G. P.

(1) Le Rassemblement républicain a été créé en 1947 par le père de M. Jacques Médécin, Jean Médécin, avec tous les responsables locaux des mouvements modérés, pour faire élire des candidats de coalition.

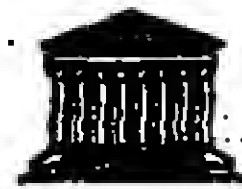
DU VENDREDI 5 AU
SAMEDI 27 MARS

Pierres & Minéraux

au 4^e étage

EXPOSITION-VENTE

Magie des pierres, fascination des agates,
des améthystes, des jades, mystère des cornalines, des opales
ou des obsidiennes. Une étonnante exposition de pierres dures,
de bijoux, d'objets en onyx, jade et ivoire...
Et des livres qui font rêver des pierres.



AUX TROIS QUARTIERS

17, Boulevard de la Madeleine, Paris

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

LES USA - POURQUOI PAS ?

- 1 - SÉJOURS EN FAMILLE - JEUNES DE 14 A 20 ANS.
ÉTÉ : région de Boston, Washington, Houston, Denver, Floride,
Los Angeles, San Francisco/Cours, activités, excursions, visites.
- 2 - VACANCES ET STAGES LINGUISTIQUES EN UNIVERSITÉS AMÉRICAINES.
Pour Adultes Boston, New York, Berkeley et Miami.
- 3 - BONS D'HÉBERGEMENT EN RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES OU HOTELS.

A découper et à retourner à FSL, 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : 544.62.20

FSL

Nom _____
Prénom _____ Age _____
Adresse _____

Souhaitez également recevoir notre brochure séjours linguistiques en Grande-Bretagne

DES ÉLECTIONS CANTONALES

de la revanche n'est pas venu pour l'opposition

BOUCHES-DU-RHÔNE : l'opposition exploite le thème de l'insécurité

VAR : Le va-tout du maire de Toulon

VAUCLUSE : triangulaire de l'opposition à Avignon

De notre correspondant

Marseille. — A la différence des scrutins de 1976 et de 1979, les cantonales de 1982 ne laissent planer aucun doute sur la consécration de la majorité par les socialistes. En 1976 et en 1979, le P.S. n'avait fait que maintenir de justesse sa position prédominante en obtenant, dans la dernière assemblée, vingt-deux sièges sur quarante-quatre, contre dix-sept aux communistes. Le prochain renouvellement du conseil général lui est, cette fois, beaucoup plus favorable, dans la mesure où ses dix sortants, ou leurs successeurs, ne sont pas menacés et où le nouveau découpage électoral lui donne certains espoirs de se renforcer. Aux vingt-deux sièges normalement renouvelables s'ajoutent, en effet, trois sièges à pourvoir dans des cantons nouvellement créés, dont deux à Marseille (XIV^e et XV^e cantons dédoublés) et un à Aix-en-Provence.

A l'analyse des plus récentes consultations, le P.S. peut, a priori, espérer l'emporter dans le canton de Marseille-XX-B, où l'opposition cependant ne part pas battue, et dans celui d'Aix-en-Provence-Centre, le « toilettage » électoral décidé par le ministre de l'Intérieur accorde, d'autre part, sensiblement les chances des candidats socialistes dans les deux cantons « restructurés » d'Istres et de Marseille-VIII, face aux communistes.

Dans le nouveau XIV^e canton, le P.C. devrait, logiquement, s'imposer.

Le scrutin a été l'occasion, pour le P.S., de renouveler ses candidats. Sur les dix conseillers sortants, quatre ne se représentent pas. L'âge et des problèmes de santé expliquent le renoncement de MM. Jean-François Guérin, dans le III^e canton, et Félix Collet, dans le IV^e canton, à Aix-en-Provence. Quant à M. Robert Vigoroux, élu en 1976 dans le XIII^e canton, il a accepté une mission auprès du ministre de l'Intérieur sur les problèmes des accidents de la route.

Pour l'opposition, qui ne dispose au conseil général que de quatre sièges, dont deux renouvelables, les Bouches-du-Rhône demeurent une « terre de mission » ingrate.

Mêlée confuse à Aix

Du moins, à Marseille, part-elle, la bataille, cette fois, en bon ordre, puisqu'elle présente un candidat unique dans douze des treize cantons renouvelables. Cette clarté fait défaut à Aix-en-Provence, où chaque tendance de la municipalité, dirigée par M. Alain Joissains, radical, a délégué ses représentants dans les deux cantons à pourvoir. Au total, cinq candidats issus de la mairie

s'affrontent, dans une mêlée confuse, au premier tour, dont deux toutefois sont officiellement soutenus par M. Joissains. Cette rivalité pourrait profiter, à Aix-Centre, à la candidature socialiste, Mme Germaine Pivasset. L'opposition est menacée par le P.C. à Arles-Est, mais elle devrait, sans difficulté, conserver le siège de Châteaurenard et celui du XII^e canton de Marseille, où le sortant ne se représente pas et où M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, devrait aisément triompher.

L'objectif de l'opposition est avant tout de compter ses voix dans l'ensemble des cantons de Marseille, avec des candidats « motifs », et de montrer sa cohésion à un électeur, auquel elle veut « redonner l'espoir ». Dans la ville du ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, elle tente aussi d'exploiter le thème de l'insécurité après l'assassinat récent de deux commerçants et de multiples agressions, qui ont soulevé l'émotion de la population. La plupart de ses candidats font campagne contre la violence dans les grands ensembles ou les quartiers du centre de Marseille, en s'appuyant sur certaines associations de défense plus ou moins spontanées et sur des groupements ouvertement « anti-Arabs ». Si elle est quelquefois constructive, comme le montrent les cinq propositions formulées par M. Gaudin pour rétablir la sécurité à Marseille, cette campagne a pris, aussi, un tour outrancier. Ainsi M. Manovelli, candidat R.P.R. sous l'étiquette Marseille Sécurité dans le IV^e canton, n'hésite-t-il pas à stimuler ses électeurs en leur demandant de « ne pas attendre d'avoir un couteau dans le dos pour réagir » !

Quant aux « fraudes électorales », autre thème développé par l'opposition, le scrutin dira si, comme le pense M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., leur révélation aura « un grand retentissement dans le département ».

G. P.

Toulon. — M. Maurice Arreckx, soixante-quatre ans, maire (P.R.) de Toulon, trébuchera-t-il sur l'obstacle que dresse devant lui le chef de file des socialistes de sa ville, un universitaire de quarante-cinq ans, M. Jean-Paul Ferrier ? L'élection qui oppose les deux hommes dans le 6^e canton de Toulon est, à coup sûr, celle qui suscite le plus d'intérêt dans le Var, où vingt-cinq sièges sont renouvelables et où la gauche, dirigée par le P.S., devrait rester majoritaire au conseil général. En 1976, ils s'étaient déjà trouvés face à face, et à la surprise générale, le maire de Toulon avait été talonné par son adversaire au second tour de scrutin.

Les circonstances, cette fois, sont assez différentes. M. Arreckx, il y a six ans, avait contre lui deux autres candidats de la tendance alors majoritaire, qui avaient contribué à sa mise en ballottage, mais il était, alors, dans une période ascendante, qui devait lui permettre l'année suivante d'écarter de sa route un jeune député R.P.R. ambitieux, M. Ayméric Simon-Lorière, et de se faire élire à l'Assemblée nationale en 1978. Trois ans plus tard, M. Arreckx a dû céder son siège de député à un socialiste, M. Guy Durbecq, dont M. Ferrier est le suppléant.

Maire de Toulon depuis vingt-trois ans, conseiller général depuis vingt-quatre ans, M. Arreckx est un routier de la politique, centriste d'origine, puis opportuniste séduisant, après 1974, par le giscardisme. Alerté, jovial, railleur pour ses « bourdes » par l'intelligentsia locale, mais habile à conquérir les classes moyennes et le troisième âge, qui forment ses auditoires de prédilection, c'est un notable, avec ses bonnes actions — il a adopté cinq enfants — et ses roueries.

Sans être un nouveau venu en politique (il a milité dans les rangs du C.E.R.E.S. dès 1969 et fut candidat aux législatives de 1973 dans la 3^e circonscription du Var), M. Ferrier est resté un idéaliste. Agrégé de l'Université depuis peu, ce géographe, intéressé par les problèmes de développement régional, se veut un

homme de dialogue, attentif et sérieux. Dans les textes « léchés », qu'il destine à ses électeurs et où il cite le sociologue Edgar Morin, M. Ferrier ne craint pas d'aborder des thèmes ardens, comme ceux du pouvoir ou de la responsabilité dans la société.

Sur leurs affiches respectives, les deux candidats ont échangé leur image : c'est le maire de Toulon, en pull-over et col ouvert sur fond de plage (« Le dimanche, dit-il, je suis comme ça »), qui a choisi le modernisme et la décontraction, tandis que l'intellectuel socialiste — « trahi » tout de même par les boucles indisciplinées de sa chevelure — a posé en cravate (« C'était la première fois ») et veston.

En juin 1981, M. Arreckx, bien que battu sur la circonscription, avait, néanmoins, devancé son adversaire socialiste de plus de mille voix, au second tour de scrutin, dans son canton. Son pari : éviter, malgré la présence d'un candidat du P.F.N., un ballottage et l'emporter dès le 14 mars. Sans nier une certaine usure du pouvoir, mais sans s'inquiéter des retombées d'une récente affaire judiciaire, dans laquelle il a été critiqué pour l'« imprudence » de ses relations, le maire de Toulon espère y parvenir.

Battu à deux reprises à neuf mois d'intervalle, M. Arreckx serait, très certainement, contesté par ses amis pour conduire une liste aux prochaines élections municipales. Sa défaite entraînerait une redistribution des cartes dans le camp de l'opposition et donnerait des ailes à la gauche. Au sein de celle-ci, le P.S. nourrit l'ambition d'arriver devant le P.C.F. pour la première fois dans les six cantons renouvelables de Toulon. Il serait, dans cette éventualité — qui suppose un tassement sérieux des voix communistes, — en mesure de disputer un ou deux sièges à l'opposition avec des chances de succès, d'autant que celle-ci n'a pu éviter des « primaires » dans les 3^e et 8^e cantons.

G. P.

Avignon. — Quarante-sept candidats sont en lice pour les douze sièges à pourvoir. L'extrême-gauche et les écologistes sont absents de la compétition, tandis que l'on note la présence de deux candidats d'extrême droite.

L'U.D.F. et le R.P.R. présentent officiellement un candidat unique dans six cantons (Avignon-Nord, Cavaillon, Pertuis, Saulx, Vaison-la-Romaine et Valréas). En outre, M. Maurice Chabert bénéficie dans le canton de Gordes, détenu par M. Richard (P.C.), du soutien effectif du R.P.R. et de l'U.D.F.

Il y aura des primaires pour l'opposition à Carpentras-Sud, Orange-ouest. Dans le canton d'Avignon-ouest, MM. Albert Mercury (F.R.), Michel Gontard (rad.) et Alain Dufaut (R.P.R.) ont fait acte de candidature. En raison d'une forte cote personnelle, M. Paul Travail (P.S.) l'avait emporté en 1976 dans ce canton traditionnellement modéré. Lors de l'élection présidentielle de 1981, le 10 mai, M. Giscard d'Estaing y

devançait M. Mitterrand de 513 voix. La vigueur de la bataille que se livrent les trois candidats de l'opposition pourrait permettre au sortant socialiste de conserver son siège dans ce canton « en or » pour les modérés.

A Pernes-les-Fontaines, M. Gilbert Espenon, sans étiquette, aura fort à faire pour conserver un mandat que lui conteste le maire socialiste du chef-lieu M. Claude Lapeyre, instituteur. A Valréas, l'opposition s'est unie autour de la candidature de M. Albert Adrien (R.P.R.) dans l'espoir d'inquiéter le conseiller socialiste sortant, M. Jean Duffard.

Un bouleversement de la composition du conseil général est à ce point improbable que l'actuel président du conseil, M. Jean Garçon, socialiste, non renouvelable, se dit prêt à assumer les fonctions qui seront les siennes une fois la décentralisation mise en place.

J. L.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : le désenchantement des éleveurs de moutons

De notre correspondant

Digne. — La prochaine consultation ne devrait pas modifier de façon importante la répartition des sièges au conseil général (1). On s'interroge, cependant, sur l'attitude qu'adopteront les électeurs des zones rurales et, plus particulièrement, les agriculteurs et les éleveurs, dans un département où les difficultés agricoles restent aiguës. C'est le cas, notamment, en matière d'élevage ovin.

A cet égard, l'élection à la présidence de la chambre d'agriculture, contre l'avis du président démission-

naire, M. Fernand Tardy (senateur socialiste et conseiller général du canton de Digne-Ouest), du secrétaire général de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, est significative de la grogne des paysans vis-à-vis du P.S. Ceux-ci lui accorderont-ils, comme par le passé, la majorité de leurs voix, ou marqueront-ils leur désaccord avec la politique gouvernementale en s'abstenant ou en votant pour l'opposition ?

Seize cantons, représentant quatre-vingt-quatre communes sur les cent quatre-vingt-dix-neuf que compte le département, sont soumis à renouvellement. Les deux députés socialistes, MM. Massot et Bellon, le sénateur, M. Tardy, et l'ancien député communiste, M. Girardot, sont sortants et se représentent. Trois autres sortants ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat : M. Jourdan (P.C.) dans le canton de Peyruis, M. Fauque (P.S.) dans celui de Sisteron et M. Gouiran (mod.) à Saint-Paul-sur-Ubaye.

Dans ce dernier canton, le P.S. a été pris de court, la défaillance, au dernier moment, du conseiller général sortant, M. Gouiran (modéré), qu'il aurait accepté de soutenir, ne lui ayant pas permis, faute de temps, de trouver un candidat de remplacement. Ce siège a toutes les chances de revenir à un R.P.R., M. Jean Jacques. En revanche, dans le canton de Senez, qui offre la particularité d'être le plus petit canton de France, le P.S. se contente de soutenir un candidat indépendant contre le conseiller général sortant, M. Charles Rolland (R.P.R.), très solidement implanté dans cette localité. L'accord de soutien réciproque entre la formation gaulliste et l'U.D.F. a joué dans quatorze des seize cantons, le plus souvent en faveur du R.P.R. (neuf cantons).

A Saint-Paul-d'Ubaye, le R.P.R. part favori, mais quatre cantons devraient connaître un scrutin très serré : Moustiers-Sainte-Marie, où le conseiller sortant, M. Roger Vial (socialiste indépendant), ne bénéficie plus du soutien du P.S., qui présente M. Gérard de Meester ; Colmars-les-Alpes, où une « primaire » rend difficile la réélection de M. André Guirand (R.P.R.) face au socialiste M. Bernard Florent ; Entrevaux, où le conseiller sortant, M. Ernest Don (P.S.), aura à souffrir de la présence d'un candidat divers gauche, M. Pierre Deshayes, M. Yvan Grac (R.P.R.) faisant alors figure de vainqueur possible ; Peyruis, où le sortant, M. Jourdan (P.C.), ne se représente pas et où le P.S. a délégué, à la demande de la section locale, M. André Bellon, député de la deuxième circonscription, la personnalité du maire de Peyruis, M. André Galizi (gaulliste de gauche soutenu par le R.P.R. et l'U.D.F.), pouvant jouer en faveur de l'opposition.

F. B.

(1) 6 P.C., 12 P.S., 1 M.R.G., 5 R.P.R., 2 U.D.F., 5 mod., 1 soc. ind.

ODOUL AGENT
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Ne manquez pas votre rendez-vous de l'Antiquité et de la Brocante
LA FOIRE A LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS
5 au 14 Mars 1982
à PARIS 100 Boulevard des Filles du Calvaire
Porte de Pantin à la sortie du Métro

EDITION SPECIALE
7950F*
LE CANAPÉ BUFFLE

ROCHE-BOBOIS
Etonnant

Doublement étonnant ce canapé en buffle noir satiné. Par son prix, d'abord, qui n'est vraiment pas cher puisque c'est une Edition Spéciale de Roche-Bobois. Ensuite par son cuir qui est vraiment sublime : ce buffle au grain épais, souple et très résistant ne vieillira pas, ou plutôt vieillira très bien.

*Des marchés programmés à l'avance nous permettent de vous faire bénéficier, pendant un temps limité, d'un prix très préférentiel sur ce modèle.

A Paris, 92-96, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 207, bd St-Germain
52, avenue de la Grande-Armée, En banlieue, Athis-Moris, 37, route de Fontainebleau
Bourg-la-Reine, 72, bd du Mal Joffre - Melun, 2, rue St-Etienne
Versailles, 6, rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

HAUTES-ALPES : Le P.S. conteste la présidence au M.R.G.

De notre correspondant

Gap. — Dans les Hautes-Alpes, où deux cantons de Gap ont été dédoublés, seize des trente sièges que compte désormais le conseil général sont soumis à élection. Au sein de la majorité, qui dispose de dix-huit sièges dans l'assemblée sortante, présidée par M. Emile Didier, sénateur (M.R.G.), la consultation pourrait permettre au P.S. (dix conseillers, contre cinq radicaux de gauche, deux divers gauche et un communiste) de renforcer sa position et de briguer la présidence.

M. Robert de Caumont, député socialiste de la circonscription de Briançon, affronte, à Briançon-Sud, M. Paul Blein, exclu du P.S. il y a trois ans, suppléant de M. Didier au Sénat. La victoire de M. de Caumont donnerait au P.S. un argument pour évincer M. Didier, lui-même soumis à réélection à Barcelonnette : celui-ci espère pouvoir compter, cependant, sur la sympathie de certains élus socialistes et sur l'appui de conseillers de l'opposition.

A droite, où M. René Serres, ancien député, impliqué dans une affaire de transfert de fongus légal en Suisse, ne se représente pas dans le canton de Gap-Campagne, M. Pierre Bernard-Reymond (U.D.F.), ancien secrétaire d'Etat, dont M. Serres était le suppléant à l'Assemblée nationale, tente sa chance à Gap-Nord-Est. On y mesurera l'impact des débâcles de M. Serres, tandis que l'autre ancien député, M. Paul Digne (U.D.F.), paraît assuré de sa réélection à Embrun.

M.S.

POLITIQUE

La préparation des élections cantonales

M. Jean Poperen : nous n'avons à redouter que la négligence ou l'indifférence d'une partie de la majorité.

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., invite les électeurs à voter socialiste dès le 14 mars afin de réaliser « le changement, raisonnable et méthodique, c'est-à-dire efficace ».

Dans un éditorial, que publie vendredi 5 mars l'hebdomadaire socialiste l'Unité, le numéro deux du P.S. demande aux électeurs

de « ne pas oublier la leçon de la déception présidentielle », à savoir que « c'est au premier tour que se jouent les élections ».

Il ajoute : « Certains qui l'avaient oublié ont regretté leur négligence au soir du 17 janvier, lors des législatives partielles. Nous n'avons rien à redouter que la négligence ou l'indifférence d'une partie de la majorité ».

● **Incidents électoraux.** — Deux jeunes militants du R.P.R. qui regagnaient la permanence de leur parti, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), jeudi 4 mars à 1 h 40 du matin, ont été menacés par quatre inconnus. Les deux militants, frappés à coups de manche de pioche et souffrant de divers lésions, ont reçu des soins à l'hôpital Beaujon.

Durant la même nuit, la permanence électorale de M. Michel Margues, candidat socialiste aux élections cantonales à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), a été saccagée par des inconnus qui, après avoir forcé la porte d'entrée, ont renversé des meu-

bles, détruit un téléviseur et une machine à écrire et dispersé des dossiers.

● **M. Gaston Defferre,** ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, confirme, dans une réponse à une question écrite de M. Raymond Fucaret, sénateur rattaché administrativement à la gauche démocratique du Lot-et-Garonne, que le renouvellement des conseils municipaux aura lieu en mars 1983.

M. Defferre précise que le gouvernement proposera que les élections des conseils régionaux au suffrage universel aient lieu en même temps que les prochaines municipales.

LES RELATIONS P.C.P.S.

M. Sarre : l'union ne peut pas en rester au stade de la solidarité gouvernementale

M. Georges Sarre, député de Paris, qui est, au sein du P.S., l'un des animateurs du CRRS, réaffirme, dans l'Unité, publié vendredi 5 mars, que la réussite du changement « repose sur le rassemblement, autour des forces de gauche, de tous ceux qui ont un intérêt direct ou indirect au succès de notre projet ».

M. Sarre précise : « Notre attitude politique a été en elle-même des conséquences sur les choix du P.C.F. Il serait contraire à nos objectifs de laisser penser que nous souhaitons le laminage du parti communiste. Son affaiblissement touche toute la gauche, ne nous y trompons pas ; il déplace le centre de gravité de l'alliance (...). La cohésion de la gauche est un impératif essentiel. Il est normal que chaque formation ou organisation s'attache à assurer son renforcement et à préserver son identité. Mais elle doit le faire dans un esprit d'émulation. Elle trahit sa mission, si elle ne place pas son action dans une perspective d'ensemble. Ces derniers temps nous

n'avons pas l'impression que les déclarations d'Edmond Maire et parfois celles d'Henri Kravitch ont dans ce sens-là, l'unité d'action entre les grands courants syndicaux est souhaitable. La prolongation des déchirements actuels ne manquera pas à terme d'affaiblir les chances de réussite du changement ».

« Pour notre part, au contraire, il nous appartient de proposer au P.C.F. une plus grande implication dans le processus du changement ; l'union de la gauche ne peut pas en rester à la seule solidarité gouvernementale ».

Une exposition

IL Y A VINGT ANS. FIN DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

A l'occasion du vingtième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) organise une exposition qui a été inaugurée, le 4 mars, par M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants.

Sur un ensemble de panneaux couvrant près de 30 m² sont classés, chronologiquement, des documents photographiques, des extraits de journaux et des documents divers, partant de la conquête de l'Algérie en 1830 — retraçant la genèse du conflit — jusqu'à la France entre 1954 et 1962, et dans laquelle fut impliquée une génération de jeunes Français. C'est un petit manuel d'histoire contemporaine dont les écoliers et étudiants de 1982 pourraient tirer profit.

L'exposition sera ouverte du 8 au 26 mars, cinq jours par semaine, entre 16 h 30 et 18 h 30, au siège de la FNACA, 37-39, rue des Galvins, Paris (Métro Gambetta).

(Publiette)

ECOLE DE NAVIGATION DE PLANSANCE
22, rue Vauvilliers, 75001 Paris, 22 boulevard
Tél. 747-61-35

Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examens — Marins professionnels
Tous Périmètres (A, B, C) ET RIVIÈRES

M. Marchais : la Pologne s'engage dans la voie que nous souhaitons

M. Marchais, qui était jeudi 4 mars à Paris au Havre, a pris la parole au cours d'un meeting rassemblant plusieurs milliers de personnes. Il a expliqué le sens du vote communiste aux élections cantonales, qui est de soutenir l'action du P.C.F. au gouvernement, pour « faire reculer le chômage, et reprendre une progression du pouvoir d'achat ».

Le secrétaire général est revenu assez longuement, à cette occasion, sur la situation en Pologne. Après avoir estimé que les décisions prises le 13 décembre avaient permis d'éviter le pire « on a pris d'un drame regrettable à tous égards et qui a porté préjudice à la cause du socialisme », il a apporté, à la lumière des dernières prises de position, les

éléments d'appréciation suivants : « En premier lieu, une volonté semble se dégager de ne recourir ni à la situation d'urgence 1980 — ce qui serait à nos yeux inacceptable — ni non plus à la paralysie économique et à la désorganisation sociale ; en second lieu, les premières mesures allant dans le sens des réformes indispensables sont amorcées ; enfin, il apparaît que des possibilités de dialogue entre les forces concernées s'ébauchent peu à peu ».

« Naturellement, tout cela est encore précaire, incertain. Mais, aussi fragiles soient-ils, nous pensons que ces développements nouveaux sont dans la voie que nous souhaitons, avec tous les obstacles amis de la Pologne ».

EN VISITE A LONDRES

M. Chirac annonce la création d'un « front des pays opposés à l'internationale socialiste »

De notre envoyé spécial

Londres. — L'Union démocratique européenne (U.D.E.) organisera les 2 et 3 juillet à Paris une manifestation internationale à laquelle sont conviés tous les partis, au pouvoir ou dans l'opposition, « opposés au socialisme et au communisme », a annoncé mercredi 3 mars à Londres M. Jacques Chirac, qui se trouvait dans la capitale britannique pour répondre à l'invitation du lord-maire de la ville, M. Christopher Leaver.

Au cours de sa brève visite, M. Chirac a notamment rencontré Mme Margaret Thatcher, premier ministre, avec laquelle il a déjeuné, et différents représentants du parti conservateur, pour préparer avec ces derniers la réunion de juillet. Devraient participer à cette manifestation, selon M. Chirac, non seulement les partis européens opposés « à la gauche », mais aussi des représentants des partis des pays du Pacifique (Japon, Nouvelle-Zélande et Australie notamment), ainsi que d'Amérique du Nord.

« Pour la première fois, une organisation attachée aux libertés se manifestera face à l'internationale socialiste », a déclaré le maire de Paris, qui veut bâtir « un front international des pays libres ».

Lors de sa rencontre avec Mme Thatcher, M. Chirac a aussi parlé des questions agricoles qui « espionnent les relations entre le monde commun et le monde libre ». M. Chirac a indiqué qu'il trouvait excessive et injustifiée la revendication britannique à propos des subventions agricoles de ses partenaires et qui est contraire à l'esprit et à la lettre du traité de Rome. Il a ajouté : « Un système d'aides nationales aux agriculteurs devrait être institué si l'accord n'intervient pas à Bruxelles ».

Enfin, à propos de la défense européenne, M. Chirac s'est montré moins confiant que le premier ministre britannique quant à « l'efficacité des perspectives américaines », et l'Europe doit assurer sa propre défense, dit-il. Pour organiser un tel système, des négociations doivent avoir lieu au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement.

JEAN PERRIN.

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

La production directe, André Bouvier, vous propose



Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMILION

6 bout.	12 bout.	25 bout.	Franco domicile
F 265	F 480	F 900	tous droits
			et taxes compris

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-54



8 Mars 82

Fête internationale des femmes

Grève générale !

Pour que le 8 Mars soit jour férié, chôme, payé pour toutes les femmes et pour exiger dix mesures d'urgence en réparation des dommages millénaires faits aux femmes.

Nous sommes des femmes.

Nous voulons que soit reconnue la différence sexuelle, donc économique, politique et symbolique, sans pénalisation discriminatoire.

Et nous voulons que soient réparés les dommages subis depuis des millénaires.

Nous sommes les premières productrices de richesses du monde.

Triplement travailleuses :

- nous faisons les enfants et nous les élevons : 800 000 enfants naissent chaque année en France, 3 enfants toutes les deux minutes.
- nous assurons, par le travail domestique, la vie et la force de travail des autres : hommes et enfants.
- Les femmes font 37 milliards d'heures de travail domestique par an, en France.
- nous travaillons dans les bureaux, les usines, les commerces, l'enseignement, l'agriculture, les hôpitaux, etc... 60 % des femmes en âge de travailler ont une activité professionnelle.

Mais seul notre travail professionnel déclaré est reconnu et payé. Tout autre travail est encore au noir, et gratuit.

Assez de cette escroquerie ! Assez de ce scandale !

Nous sommes fortes, adultes, responsables. Assez de la peur, de la haine que notre force leur inspire ! Assez de leur misogynie !

Ils ont fait de nous des sinistrées de l'Histoire. Exigeons la réparation des dommages millénaires qui nous ont été faits !

Imposons des mesures d'urgence pour toute les femmes, y compris les femmes immigrées, quel que soit leur pays d'origine.

1. Priorité aux femmes pour l'emploi, pour l'emploi à temps plein. A travail égal, salaire égal. A compétence égale, carrière égale !
2. Crèches gratuites, garderies gratuites, ouvertes partout et 24 heures sur 24 !
3. Libre disposition de notre corps !
4. Aux femmes, le choix du ou des noms, pour leurs enfants !
5. Reconnaissance du travail domestique pour toutes !
6. Prise en compte du temps réel de travail des femmes !
7. Création d'un statut professionnel pour les femmes qui travaillent avec leur conjoint, autant qu'eux, sinon plus !
8. 52 % du pouvoir décisionnel aux femmes ! Puisque nous sommes 52 % de citoyennes.
9. Création d'un Droit des femmes.
10. Création d'un Droit International des femmes.

La grève, ça n'est pas un rêve, c'est une réalité !

Nous sortirons de nos lieux de trimage, de nos lieux d'exploitation pour exiger que cessent les abus, pour imposer nos exigences légitimes et pour fêter notre existence.

Nous sommes un Peuple.

Dé tous les pays, de toutes les régions, de tous les quartiers, rassemblons-nous.

14 h, place de la République à Paris.

Vive le 8 Mars, fête internationale des femmes !

Le Monde

société

La Journée des femmes

Pour la première fois, le 8 mars, traditionnellement fêté par les mouvements féministes et organisations de gauche, devient officiellement la Journée des femmes. Le président de la République, le premier ministre et le ministre des droits de la femme, présideront, lundi, des cérémonies où chacun prévoit d'annoncer des mesures en faveur des femmes. Cette « institutionnalisation » de la Journée des femmes ne satisfait pas pleinement les féministes qui voulaient une journée fériée. Mais d'autres femmes saisissent l'occasion pour en faire un temps fort de leur lutte contre les discriminations.

Bien que toutes les femmes estiment que beaucoup reste à

faire pour obtenir l'égalité avec les hommes, il est intéressant de noter que 72 % d'entre elles se déclarent « plutôt plus heureuses qu'il y a une génération ». C'est ce que révèle un sondage de la Sofres réalisé pour « le Parisien libéré », du 18 au 25 février, auprès d'un échantillon de mille personnes. Elles estiment à 48 % que les enfants représentent le domaine le plus important de leur bonheur, avant le couple (45 %) et le métier (36 %).

A la question sur : « Ce qui a changé le plus la vie des femmes », elles répondent, à 69 % : « Le développement de la contraception ».

Une brassée d'initiatives

C'est un 8 mars à la carte qui est proposé aux femmes puisque chaque mouvement, chaque organisation, prévoit des activités propres. Mais tout d'abord que va-t-il se passer du côté de l'Élysée ? A 11 h 30, le président de la République recevra au palais de l'Élysée quatre cents représentantes d'associations de femmes et des travailleuses. Il annoncera à cette occasion l'ensemble des mesures prises pour corriger les inégalités entre hommes et femmes.

Du côté de Matignon : le premier ministre inaugurera à 15 heures, dans les nouveaux locaux du ministère des droits de la femme (53, avenue d'Iéna, 18^e), une exposition photographique sur les femmes au travail et précisera la politique de son gouvernement à l'égard des femmes et de l'emploi féminin.

Mme Yvette Roudy inaugurerà, dans la salle des pas-perdus de la gare Saint-Lazare, une galerie de portraits de solitaires femmes qui, par leur action ou leur réflexion, ont marqué l'histoire.

Le Journal officiel, sera publiée une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur destinée à des femmes travailleuses.

Le groupe des imprimeuses voit offrir et celui des 3 F. monvement de femmes s'occupent de formation aux activités traditionnelles masculines (électricité, plomberie, menuiserie, etc), organisent une fête au Bastien, 50, boulevard Voltaire (Paris 11^e), le vendredi 5 mars à 20 heures à l'« Aubie ».

De même les femmes qui se regroupent autour des revues d'En face, Elles voient rouge, Mignonnes et Sexisme ordinaire (groupe femmes des Temps modernes), ont choisi le dimanche 7 mars pour « ouvrir les portes » de la Maison des femmes, 8, allée Prost (Paris 11^e) de 15 heures à 19 heures sur le thème du « 8 mars ».

L'Union des femmes françaises (organisation proche du parti communiste se voulant « un mouvement de masse »), qui rassemblera ses militantes les 5 et 6 mars au Palais des congrès à Nanterre (Seine-Saint-Denis), pour son quarzième congrès national, a décidé d'appeler à une manifestation le dimanche 7 mars, à 10 heures, place de la République. Elle fêtera ensuite la Journée internationale des femmes (toujours le 7) de 12 heures à

20 heures au nouvel Hippodrome de Paris à Pantin. Au programme : de nombreux artistes, des débats.

Du côté des syndicats : les lieux de travail seront, bien sûr, privilégiés pour ce qui, dans l'esprit de la C.G.T. et de la C.F.D.T., doit rester une journée de lutte. La C.G.T., au niveau national, appelle les travailleuses à obtenir quatre heures sur leur temps de travail (et donc payées), le 8 mars, pour discuter de leurs problèmes dans l'entreprise et faire avancer leurs revendications. Des rassemblements et des manifestations auront lieu dans toute la France. A Paris, une manifestation partira à 13 h 30 du métro Trinité et se dirigera vers le Palais-Royal : un parcours où figurent de nombreux magasins, des entreprises à main-d'œuvre féminine.

La C.F.D.T. préfère favoriser

TOUTES LES ANCIENNES DÉLÉGUÉES RÉGIONALES A LA CONDITION FÉMININE ONT ÉTÉ « REMERCIÉES »

Réunies au sein d'une association créée en avril 1981, les vingt-deux déléguées régionales à la condition féminine qui étaient en poste quand Mme Monique Feller était ministre, protestent contre le fait qu'elles ont été « révoquées » par Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme.

Quatorze d'entre elles, fonctionnaires, ont réintégré leur corps d'origine dès le 1^{er} octobre 1981. Parmi les huit autres contractuelles, trois sont actuellement au chômage. « En tant que déléguées », explique la secrétaire générale de l'association, Mme Jacqueline Wolfson, nous travaillions pour

les initiatives locales ou fédérales pour cette journée placée sous le thème « droit à l'emploi, à tous les emplois ». Sur le plan national, la confédération a demandé une audience au ministère du travail pour réclamer notamment une loi d'orientation sur l'égalité de l'emploi entre hommes et femmes.

Le syndicat F.O., pour qui toute initiative particulière ne ferait que marginaliser les femmes, se contentera d'être présent à l'Élysée et aux réceptions organisées dans les préfectures.

Comme les syndicats, le parti socialiste et le parti communiste mettent l'accent sur les initiatives locales ou régionales. Le P.C.F. prévoit tout de même une réception avec des personnalités féminines au siège du comité central, à 11 heures, le samedi 6 mars, tandis que le parti socialiste organise une journée nationale le dimanche 7 mars, sur le thème « Femmes dans la cité ».

L'intérêt général de toutes les femmes. Nous n'avons pas une fonction politique... Au ministère, on explique que « les déléguées étaient des chargées de mission ayant un contrat à durée déterminée par la présence de leur ministre, Mme Feller. Une tentative de reclassement a été faite. Nous avons proposé aux huit contractuelles un emploi comparable en responsabilité et en salaire. Quelques-unes ont refusé ». On ajoute au ministère que, depuis le 1^{er} janvier, les nouvelles déléguées ont un statut précis aligné sur la fonction publique et ont le rang de conseiller technique du préfet.

La secte de Moon proteste contre l'enlèvement à Besançon d'une de ses adeptes

De notre correspondant

Besançon. — Une adepte de la secte de Moon a été enlevée, le 3 mars en plein jour, alors qu'elle se trouvait dans une rue de Besançon. Mme Claire Chateau, vingt et un ans, étudiante en Sorbonne et dont les parents demeurent dans les Yvelines, a eu le temps de crier : « Alerte la police, relevez le numéro ».

L'attente d'un complément d'enquête, le parquet de Besançon a saisi à ouvrir une enquête. — C. F.

A Paris, l'Eglise de l'ontification (la secte de Moon) a publié un communiqué pour dénoncer cette « séquestration », derrière laquelle elle voit « les apôtres d'un groupe organisé criminel qui pousse les parents à des actes désespérés en présentant des mouvements comme le nôtre sous un jour faux et très inquiétant. Le cas de Mme Claire Chateau n'est pas unique, ajoute le communiqué. Il a été précédé de nombreuses autres affaires, en France comme à l'étranger, où des personnes appartenant à des églises établies, comme l'Eglise catholique, ont été « déprogrammées » par la violence morale et physique après avoir été enlevées ».

La guérilla anti-sectes

Cet enlèvement d'une mooniste est le dernier rebondissement de la longue guérilla menée contre ce mouvement totalitaire et fanatique par des familles qui refusent de voir leurs enfants, même majeurs, happés par la dépersonnalisation pour servir une idéologie dont les objectifs politiques et financiers sont plus que douteux. Le problème de fond est celui de la liberté individuelle. A-t-on le droit de soustraire par la force quelqu'un qui s'adonne, en connaissance de cause, à une pratique dangereuse, voire mortelle (drogue, secte, suicide) ? S'il est faux, de prétendre, comme le fait le communiqué de Moon, que la « déprogrammation » (1) est utilisée en France sur des membres de l'Eglise catholique, il est vrai que les adeptes masqués de sectes dangereuses doivent, souvent, être soumis à un traitement de réhabilitation morale et psychologique pour échapper à un endoctrinement qui utilise des méthodes proches du lavage de cerveau. La violence appelle la violence, et

l'enfermement peut alors mener très loin. Est-ce à dire que les fins justifient les moyens ? En morale classique, on a toujours reconnu que les situations extrêmes requièrent des solutions extraordinaires. Le christianisme admet même la révolution violente dans des situations de tyrannie. Mais, avant d'en arriver là, il faut avoir épuisé toutes les autres armes. Il en va de même pour les sectes.

ALAIN WOODROW.

(1) La « déprogrammation » est une sorte de « lavage de cerveau » à l'envers par lequel l'ex-adepte d'une secte est débarrassé de ses idées.

Un colloque international consacré à la naissance sera organisé à la fin de l'année sur l'initiative de Mme Georgina Dufoir, secrétaire d'Etat chargé de la famille. Il s'agira d'une réflexion pluridisciplinaire permettant d'envisager la naissance sous tous ses aspects (médical, philosophique, culturel, social).

LA DRY.

33" EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

**DES RESTES HUMAINS DÉCOUVERTS DANS LE VAR
SERAIENT CEUX D'UN ANCIEN MEMBRE DU SAC MARSEILLAIS**

Marseille. — Des restes humains découverts le 18 février dernier à Signes (Var) auraient été identifiés comme étant ceux d'un membre du SAC mort dans un attentat, selon le SAC marseillais. M. Claude Castellano, disparu depuis deux ans. Âgé de trente et un ans, il avait quitté Marseille, son lieu de naissance, en 1968, pour rejoindre le centre de Marseilles. M. Claude Castellano avait quitté son domicile le 16 février 1980, après avoir dit qu'il allait travailler. On n'avait jamais réapparu. C'est un procureur qui avait signalé à la gendarmerie du Beaussac (Var) la disparition de M. Claude Castellano. L'état de squellette, dissimulé sous un tas de pierres en bordure de la D 3 conduisant de Signes à la D 10, a été découvert par la brigade de recherches de la gendarmerie de Toulon. Les vêtements retrouvés sur le corps du cadavre ont été analysés et ont permis d'identifier le mort comme étant M. Claude Castellano au moment de sa disparition. Mais les vérifications se poursuivent pour confirmer ces premiers éléments d'information. M. Claude Castellano n'avait, semble-t-il, pas encore pu déterminer la cause de la mort de l'homme, encore trace de celui-ci n'aurait été relevée sur les lieux de l'attentat.

Dans le cadre de l'information ouverte après la tuerie d'Aurville, au cours de laquelle l'inspecteur stagiaire Jacques GUYE a été tué, les membres de la famille avaient été sauvagement assassinés par un commando du SAC, les policiers avaient recueilli plusieurs indices, mais aucun mouvement n'avait été observé. Dans les Bouches-du-Rhône, mystérieusement disparus. Parmi eux, M. Claude Castellano, membre du SAC, qui avait rejoint le centre du SAC à Marseille, dont on avait perdu la trace depuis le 16 mai 1981.

GUY POUTE.

- **Le travail de grande instance** de La Rochelle a rendu son jugement, le 4 mars, dans l'affaire des vingt-deux syndicalistes des Ateliers et Chantiers navals de La Pallice, poursuivis pour dépression morale infligée aux salariés sous le prétexte de la liberté du travail. Les faits remontent aux mois d'août et septembre 1981. Sur les sept ouvriers cités pour entrave à la liberté du travail, un seul, aujourd'hui condamné, avait été condamné à la prison. Huit autres, dont C.G.T., furent-huit ans, délégué C.G.T., Guy Genty, treize-cinq ans, militant C.G.T., qui ont eu chacun une peine d'amende de 500 F. Une trentaine de syndicalistes se trouvaient dans la salle d'audience. Le jugement a provoqué du jugement et ont fait d'autre incident. — *Corresp.*
- **NOMINATIONS DE MAGISTRATS.** — Le Journal officiel du 5 mars publie une liste de promotions et de nominations de magistrats, notamment M. Jacques Brun, procureur de la République adjoint à Clermont-Ferrand, qui est nommé procureur de la République à Rennes.
- **La Cour internationale de justice** a, le 4 mars, le 5 février, M. Tsolin Olavare Elias, du Nigeria, comme président et M. José Sette Camara, juge brésilien, comme vice-président. Au cours de la même séance, la Cour de La Haye a installé les trois nouveaux juges élus en novembre dernier, M. José Sette Camara, du Nigeria, M. Lacharrière (voir *Le Monde* du 7 novembre 1981) (A.F.P., A.P.).

CARNET

— Jean-Baptiste BOUTIS, Eric et
Laurent ont la joie d'annoncer la
naissance de
Francis
le 24 février 1982, à Paris.
59, rue Saint-Blaise,
75020 Paris.

— Didier et Isabelle CHABROL,
Arthur, Romain, François-Xavier et
Edouard, sont heureux d'annoncer
la naissance de
Paul-Henri,
le 1^{er} mars 1982, à Toulouse.
12, rue Mondéan,
31400 Toulouse.

JEAN COURVOISIER

— Mme Jean Couvrouisier,
Mlle Marie Couvrouisier,
M. et Mme Alain Herrenschmidt
et leurs enfants,
Mlle Marjorie Couvrouisier,
M. et Mme Daniel Couvrouisier et
leurs enfants,
M. et Mme Robert Couvrouisier,
M. et les familles Couvrouisier,
Moutou et de Coulon,
et la tristesse de faire part du
décès de
M. JEAN COUVROISIER,
survenu le 2 mars 1982, dans sa
soixante-dix-huitième année.
Les obsèques se feront le dimanche
l'intimité familiale.

Cet avis étant lieu de faire-part
des cardinaux.
78197-2

— Le conseil d'administration,
la direction.
Et la banque de la banque
Oder — Stungner — Crovisolier,
le directeur de la banque.
Le délégué du président d'honneur,
M. JEAN CROVISOLIER.

DNA le 19 septembre 1904 à Paris, Jean
Crovisolier, ingénieur civil des mines, a
fait sa carrière à la banque Odi-
er-Stungner-Crovisolier, et est
président.

Il est très connu, il a écrit les lettres
et en théologie. Jean Crovisolier
premier laïc à presider la Fédération
internationale des travailleurs, il le
resta pendant sept ans et se fit remar-
quer par des pressés de position courroucées.
Il fut le premier à proposer la
d'entraîne de lutter « contre tout
tyrannie », celle « du capitalisme anonyme
et anonyme », celle « du capitalisme
laïc », celle « du capitalisme laïc ».
Il fut le premier à proposer la
sa présidence que la Fédération a pu
de fameux documents tels que « Entente
et Commerce des armées ».
Jean Crovisolier avait un sens aigu
de l'économie et a pris plusieurs ini-
tiatives. Il fut le premier à proposer
personnalités catholiques et orthodoxes
et laïcs. Il fut le premier à proposer
un homme affable. Il fut le premier
totalement désintéressé. Ce laïc avait une

— Cheikh Elias Abi-Saab,
Carmen, épouse Nabil El-Dandah,
Carlos Chahine.
ont le douleur de faire part du
décès de
Thérèse CHAHINE.
leur fille et mère.
La cérémonie religieuse aura lieu
en l'église Notre-Dame du Liban
(15, rue d'Orléans, Paris-5^e), le samedi
6 mars, à 10 h. 30.

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.08.39

DÉFENSE

[illegible]

Grâce à une alle volante composée de sept caissons formant volume à la manière d'un delta-plan commercial, le parachutiste, qui descend à une cadence de 10 mètres par seconde, indique des coordonnées de cap en fonction de l'altitude et de la vitesse du vent, peut ainsi se laisser dériver sans bruit sur 17 à 19 kilomètres en direction du point d'atterrissage, à une vitesse d'environ 4 000 mètres d'altitude. Des expériences à Pau ont permis de vérifier ces données de nuit ou en-dessus des nuages sous conduite d'un radar. A 17 heures, les parachutistes s'arrondent en un quart d'heure par un groupe autonome de parachutistes pouvant communiquer entre eux par interphones portatifs.

De nouvelles tentatives auront lieu prochainement avec des lar-

SPORTS

La tenaïsserie du ski alpin français, ancrée à Schladming avec la médaille d'or de Michel Vion dans le combiné, se confirme à Annon (Alpes-Maritimes) aux premiers championnats du monde juniors. Les jeunes Français se sont en effet imposés le 4 mars dans les courses de descente masculine et féminine.

Le premier, un skieur des Saïas (Savoie), âgé de dix-sept ans et leader de la Coupe d'Europe, a devancé les Autrichiens Harold Kronen de 09/100 et Guido Hutter de 10/100. Le second devait la piste de 3 645 mètres en 1 min. 36 sec. 12/100. Depuis 1972, un junior français n'avait pas remporté un tel succès.

C'est la première fois qu'un jeune français prend une coupe au ski.

APARTHEID : les jeux du commonwealth mis en question.

Londres. La tournée en Afrique du Sud de deux joueurs de cricket met dans l'embarras le gouvernement britannique. Pressée par l'opposition travailliste et libérale ainsi que par les médias, la Chambre des Communes vient d'adopter une motion. Mme Thatcher s'est refusée, le 2 mars, à condamner cette tournée. Devant la Chambre des Communes, elle se défendait en affirmant qu'il n'y avait pas de risque que le cricket avait fait tout son possible pour dissuader ces deux joueurs et que le gouvernement ne pouvait agir que par la persuasion. Elle ajoutait : « Je ne puis empêcher des sportifs de se rendre là où ils veulent, en Afrique du Sud ou ailleurs, sinon nous ne serions plus un pays libre ».

A déclaier la Chambre des Communes, vrai que les athlètes britanniques avaient participé aux Jeux olympiques de 1980 malgré l'avis des autorités de Londres. Les rapports avec la sud-africaine constituée sous le régime d'apartheid, le Commonwealth, Par Glemesias les Riales cette communauté a gagés en 1977 à « d'après ». Le régime de l'apartheid fédérations indienne naisse de cricket ponnoner à des tournées. Belagais alors qu'ils ont avoir lieu cet été à Birmenham par le boy certains pays africains tendent à prouver leur soutien au contrôle des joueurs sud-africains sélandaise — D. V.

FAITS ET PROPOS

● **RECTIFICATION.** — Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article sur la journée nationale de protestation des médecins contre la nouvelle politique de santé, nous aurions dû imprimer : « Aujourd'hui, ce sont les médecins salariés des hôpitaux publics qui, de concert avec les C.G.T., de F.O., montent sur la CGS », et non comme il avait été écrit par erreur « avec le soutien de la C.G.T. ».

● **La Réunion** L'extraordinaire des responsables jésuites du monde entier, près de Rome, au cours de laquelle ils ont été reçus par Jean-Paul II le 16 octobre, a été l'annonce, prise sous le sceau de la confidentialité, que le pape, dans un communiqué, le « gouverner » provisoire de l'ordre, le Père Paolo Deste, remercie le pape pour « son discours stimulant » et estime que cette allocution « a été une véritable réussite et encourageante ». Ce discours de six mille mots adressé par Jean-Paul II aux supérieurs des jésuites, samedi 14 février, a été, en effet, ferme, incisif, précis, « moté » que le chef de l'Ordre a répété vingt-trois fois

● **L'épave de l'Océan-Bug** L'océan-Bug, l'épave d'un sous-marin soviétique, l'épave de l'« Émir-Nerou », a été retrouvée, à 81 mètres d'eau, à une dizaine de mètres du puits de la plate-forme pétrolière. Vingt-quatre hommes ont péri à bord de la plate-forme pétrolière dans la catastrophe. Les causes sont toujours inconnues. Des plongeurs ont été envoyés à l'épave. Deux autres formes pétrolières, qui laient comme l'Océan-Bug, le groupe « Mobil » et le groupe « Elf », ont été remorquées dans le port de Marytown par

la fidélité de la Compagnie à l'Eglise aussi bien dans la doctrine que dans les pratiques. — (A.F.P.)

Sciences

● **La NASA va envoyer des avions U-2 faire des prélèvements dans un énorme nuage de poussières et de particules diverses qui tourne autour de la Terre dans l'hémisphère nord depuis plusieurs mois, à une altitude de 17 à 18 kilomètres. L'origine de ce nuage est inconnue : des volcans, notamment au Zaïre et en Nouvelle-Guinée, ont bien émis de la poussière au début de cette année, mais ces éruptions n'ont, semble-t-il, pas expliqué l'importance pour laquelle l'existence**

fjords d'islande

**avec
votre voiture**
Car Ferry « SMYRIL »
départs d'Ecosse
Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages
ou
Agent général.
Voyages AGREPA
42, rue Etienne-Marcel
75002 PARIS, tél. 508.81.50

Le 17/76

Bucarest

Départ 16 h 40 - Arrivée Paris/Orly Sud 20 h 05 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines Orly-Sud. Réservations: 266.34.66.

ROBLOT S.A.

522-27-22
ORGANISATION D'ORSEQUE

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Se perfectionner, on apprend
la langue est possible
en suivant
LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
cours avec explications
en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BRON

100



AIR MALTA

l'insolite, le soleil



**RAPPORT QUALITE/PRIX
DEFIANT TOUTE CONCURRENCE**

à votre porte et à votre portée

Air Malta vous propose une évasion inhabituelle vers le soleil sans grever votre budget. Malte: de merveilleux et très nombreux vestiges de 6.000 ans, et une histoire où se sont succédés Phéniciens, Romains, Arabes, Normands, Chevaliers de Malte et Bonaparte.

Des attractions étonnantes: des lagunes turquoises, des grottes phosphorescentes, des plages de sable ou de rochers plats, des petits ports animés, des fêtes de village uniques au monde, bien entendu tous les sports nautiques, tennis, équitation, etc.

Par son choix illimité d'hôtels toutes catégories, et sa cuisine variée, par son hospitalité sans pareille, Malte sera pour vous l'île des découvertes au cœur de la Méditerranée.

Malte, à deux heures et demie de Paris, à deux heures de Lyon.



MALTE

le soleil... et le cœur sur la main.

Consultez votre Agence de Voyages.
L'Office de Tourisme de Malte ou Air Malta.
Tél Paris: 01/563 17 53 - Lyon: 7/837 20 85
Veuillez m'envoyer une documentation sur Malte

NOM

ADRESSE

AIR MALTA COMPANY LIMITED
92 Champs Elysées - 75008 PARIS

INDE PROFONDE

Jaisalmer, la cité mirage

ILLUSION, mirage ou réalité?
Quand on la voit soudain se profiler arborée sur l'horizon, dans l'air vibrant de chaleur, perchée sur un roc perdu dans l'immensité désertique, est-ce enfin la ville, celle du bout des saules, ou un rêve qui se matérialise? Bizarre et monochrome, la route continue de se précipiter au ras d'un sol sablonneux, de loin en loin surgissent des points d'eau entourés de muresaux con-

neur de terre.
Des enfants et des femmes enveloppées de voiles multiples aux tons violents sortent de recueils invisibles, au-delà des haies de broussaille on distingue du bétail, des moutons surtout, et des chameaux. L'une après l'autre, ces haltes fugaces s'évanouissent comme les hardes de gazelles à peine entrevues et se fondent dans le paysage d'arabesques et d'herbes maigres, qui donnent au désert du Thar sa tonalité particulière.

A mesure que l'on se rapproche du but, l'évidence s'impose: Jaisalmer est bien cette cité du désert, telle qu'on se l'imagine pour servir de décor aux *Mille et Une Nuits*. Elle est née d'ailleurs de la volonté de l'un des anciens rois du Rajasthan, dont de complexes miniatures d'une merveilleuse délicatesse gardent la mémoire.

En 1156, Rawal Jaisal délaissa sa capitale, Lodhrana, pour s'installer avec ses courtisans à une quinzaine de kilomètres à l'est, sur la colline de Trikuta, qui do-

mine les alentours du haut d'une petite centaine de mètres. Escalade privilégiée sur la longue route des caravanes qui relient, au pas balancé de centaines de chameaux, le Jokaïna Gobi aux dunes d'Arabie, Jaisalmer garde de par son mystère d'aventures révolues et de songes devenus pierre.

Même si les dangers sont aujourd'hui écartés, et si les hindous ne menacent plus la cité dressée sur son rocher, le fort aux quatre-vingt-dix-neuf bastions en forme de tour tronquée demeure impressionnant. Les lourdes portes ne se referment plus guère pour barrer la route aux assaillants, mais l'épaisseur des murailles et la hauteur des portes voûtées aux dimensions

d'un éléphant donnent encore la mesure des combats qui pouvaient s'y livrer.

Dans le fort, les ruelles tortueuses s'entrecroisent et se perdent dans un dédale de cours, des escaliers ouvrent des trébuches dans la pénombre des demeures, à plusieurs étages, des gosses échoués s'amuse sur les pavés inégaux, des odeurs d'épices et d'encens flottent dans la trachée des cuisines ouvertes sur la rue, hâles et bougades piquent des taches flamboyantes sur l'ocre des murs. A Jaisalmer, les vieilles familles continuent d'habiter dans des maisons bâties au douzième siècle, et la plupart de ces demeures sont de véritables joyaux d'architecture élégamment ouvragés.

d'une chaîne de dunes qui dessinent un Sahara blond en miniature. Il est un petit village, de nom de Sana, entouré dans le désert d'un point d'eau. Vêtu de blanc, entouré de rouge ou de vert, d'orange ou de rose, des hommes aux yeux clairs s'affaillent entre les chameaux et les ânes.

Des agneaux et des chèvres se chamaillent dans les ruelles étroites d'encens rieurs, les femmes accroupies laissent enrouler sous les voiles qui les protègent du soleil leurs bijoux scintillant à leur cou ou au poignet. Inlassablement, les sexes montent et descendent dans le puits, et sont habilement vidés dans des récipients que des filets s'empressent de faire prestement disparaître dans les maisonnettes autour de la place sablonneuse.

Tirant un chameau par le bout, suivi de deux autres et d'un serviteur, un nouveau venu surgit tout à coup du désert. Sa haute silhouette se découpe avec précision sur l'air qui flamboie. Très grand, coiffé d'un turban aussi imposant que sa longue chemise flottante, une écharpe écarlate sur l'épaule, la barbe soigneusement passée au henné et le regard perçant habitué à sonder l'immensité, il s'installe à croquerons au bord du puits, tandis que son serviteur déchaîne une outre de la selle d'un chameau et entreprend de la remplir. L'outré soufflée, s'entend en rythme des seaux qui s'y déversent et, quand au bout d'un très long moment elle est enfin pleine, l'homme se lève, se redresse, saisi d'un signe de tête adieu, et repart avec son serviteur et ses bêtes. Vers quels mirages?

CLAUDE R. LEVISON

Retraite pour les marchands de Calcutta

L'opulence d'hier n'existe plus dans cette cité érigée autrefois pour être un point de rencontre et de repos. Pourtant, Jaisalmer, qui ne compte guère plus de vingt mille habitants aujourd'hui, conserve une véritable fascination sur le voyageur. Parmi les Marwar, qui constituent l'aristocratie locale et s'enorgueillissent d'être les descendants des fondateurs de la ville, il est de riches marchands dont la fortune s'est faite de père en fils dans des villes lointaines comme Calcutta, et qui reviennent — à l'heure où la vie

mondaine perd de son importance — ouler des jours paisibles dans leur univers familial.

Avec ses chameaux, ses artisans, ses orfèvres, ses tissandiers, ses marchands, ses cuisiniers ambulants, ses hommes aux imposants turbans, poignard à la ceinture, et ses femmes en retrait dans l'ombre profonde des hauts murs, le fort de Jaisalmer constitue une toile de fond immobile où s'inscrit le baléodisque perpétuellement mouvant d'une Inde épousant le temps.

Cité-mirage enfouie au cœur du Thar, citadelle avancée en direction de la plaine de l'Indus, petite-fille des civilisations de Mohenjo-Daro et de Harappa, Jaisalmer est aussi un témoin privilégié du jainisme, cette autre grande religion issue du tronc commun de l'hindouisme, à peu près à l'époque où le Bouddha chemina sur la voie de l'Éveil. Echo lointain des temples brisés sculptés des temples du Mont-Abu et de Ranakpur, les sanctuaires jains de Jaisalmer témoignent dans le reculement de la soif d'une quête spirituelle éternellement recommencée.

A une quarantaine de kilomètres de Jaisalmer, au-delà

CORRESPONDANCE

Quelle hôtellerie pour le thermalisme

Après la parution d'un article consacré au « tourisme autour des thermes » dans les Pyrénées (le Monde du 20 février), le président-directeur général de la chaîne thermique du soleil nous écrit pour émettre toute mauvaise interprétation des activités immobilières et médicales de celle-ci :

Il serait aisé de conclure de votre article que le seul souci de la chaîne thermique du soleil a été de jouer le rôle de promoteur immobilier — avec la tonalité péjorative qui s'attache parfois à ces termes — sans se préoccuper des problèmes de thérapeutique thermique.

Nous entendons en premier lieu confirmer que notre groupe s'est en effet préoccupé de fournir aux curistes l'hébergement nécessaire à proximité du lieu de cure, et cela au prix de sacrifices financiers importants.

Il a pu offrir à ses curistes toute une gamme d'hôtels et de résidences accessibles à toutes les bourses, et non pas seulement à quelques privilégiés comme indiqué dans votre article. Il a été le premier à lancer la formule « résidence », qui permet de joindre les avantages de prix modérés à la liberté que recherchent les curistes hors de l'hôtel et de ses diverses sujétions.

En agissant ainsi, la chaîne thermique du soleil a largement anticipé sur les recommandations du rapport de la mission

sur le thermalisme, où l'on peut lire : « La crise de l'hôtellerie thermique est grave. Il est urgent qu'il soit encore temps d'y porter remède. »

Nous nous y sommes attachés, mais sans les arrière-pensées sous-jacentes qu'on devine dans l'article, insinuant que nous avons en même temps négligé le thermalisme médical.

Pour contester de façon formelle cette affirmation gravement préjudiciable à notre groupe, nous nous contenterons d'énumérer les arguments suivants :

— Cinq des stations de la chaîne thermique du soleil étaient pratiquement rayées de la carte du thermalisme avant d'être intégrées au groupe; aujourd'hui, certaines d'entre elles ont acquis une réputation qui dépasse largement nos frontières;

— Dans chacune de ces stations rénovées, le nombre de soins autorisés et agréés par la Sécurité sociale a plus que doublé depuis leur acquisition;

— Grâce aux études, recherches et contrôles du corps médical des stations du groupe, les techniques de soins les plus modernes sont mises à la disposition des curistes, et cela grâce à des investissements particulièrement importants, et sans cesse renouvelés;

— Enfin, alors que la moyenne de fréquentation thermique française s'est accrue de moins de 1 % en 1981, celle du groupe de la chaîne thermique du soleil a augmenté de plus de 11 % pendant la même période, soit dix fois plus! Cela démontre sans conteste que les curistes, à l'inverse de ce qui est affirmé dans votre article, ont su apprécier le thermalisme médical du groupe, mieux sans doute qu'ailleurs.

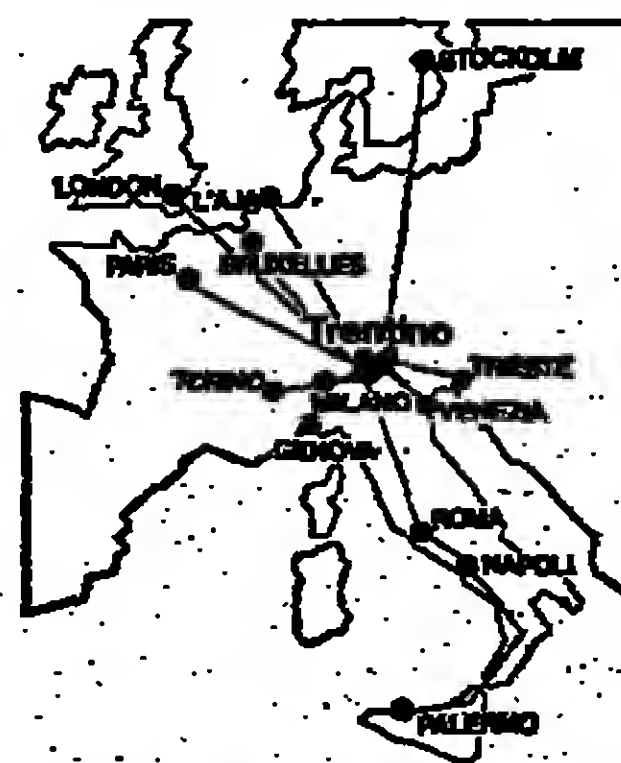
Des vacances dans LE TRENTINO

DOLOMITES LAC DE GARDE
c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur.
Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville.
Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme.
Accueil et équipements spécialisés.

Pour renseignements:
OFFICE NATIONAL ITALIEN
DES TOURISMES (E.M.I.T.)
Paris 75002 - 23, Rue de la Paix
Tél. 266-66-68
06048 Nice Cedex
14, avenue de Verdun, M. 87-75-81.

PROVINCIA AUTONOMA
DI TRENTO
Assessorato al Turismo
C.so III Novembre 132
38100 TRENTO - Tel. 980000



Pour tout renseignement, programmes et réservations adressez-vous à votre agence de voyage.

Visitez L'AMERIQUE en version française

En Amérique, le problème d'est l'accent. Soyez rassurés, votre accompagnateur CAMINO le possède parfaitement. Grâce à ses compétences, vous comprendrez les États-Unis. CAMINO est le spécialiste des voyages accompagnés aux États-Unis. En 20 ans CAMINO a fait découvrir l'Amérique à plus de 100 000 personnes.

OPTION PRIX GARANTIS
Si le jour de votre inscription, vous réglez votre voyage, son prix sera ferme et définitif, quelles que soient les hausses ou baisses du dollar ou des carburants. Vous pourrez aussi ne verser qu'un acompte et régler les hausses éventuelles.

DÉPARTS GARANTIS
Sans minimum de participants - Pour 1982, nous vous proposons 6 circuits et plus de 1400 départs. Il y a toujours de la place!

ACCOMPAGNEMENT GARANTI
nos spécialistes expérimentés vous accompagneront pendant tout le voyage et vous vivrez l'Amérique.



L'AMERIQUE EN CLASSE Camino

L'AMERIQUE EN CLASSE AMÉCO
A partir de 6500 F. Une nouvelle formule qui réduit de 1/3 le prix de nos circuits sans rien toucher au programme traditionnel, par un choix d'hôtels modernes et la suppression des repas.

Circuits à réserver à CAMINO - 21, rue A. Camille - 75017 PARIS
Tél.: 572.18.11
Vive CAMINO, envoyez-nous gratuitement votre catalogue 1982 des voyages aux USA.

NOM

ADRESSE

Le Spécialiste des U.S.A

GEOTOURS AMERICA

CALIFORNIE
FLORIDE
LOUISIANE
TEXAS
NEW-YORK
HAWAII

CIRCUITS - SÉJOURS
RANCH - MOTOR-HOME

Demandez notre brochure à votre Agence de voyages ou téléphoner au : 533-71-78

Nous vous indiquerons l'Agence la plus proche de votre domicile agréée par notre organisme.

LIC. A 1339

ANTILLES 3930 F

SEJOURS - 9 JOURS PARIS/PARIS à partir de :

GUADELOUPE 3930 F
MARTINIQUE 4190 F
LES SAINTES 4430 F

**SAINT-BARTHELEMY 5470 F
HAÏTI 5990 F
ÎLE MOUSTIQUE 8760 F**

Vous trouverez d'autres merveilleux programmes de voyages dans le catalogue RIVANTILLES, que vous pourrez obtenir dans les agences de voyages ou en envoyant le coupon ci-dessous à :

SUPERMARCHÉ VACANCES :
52, rue de Bagny - 75008 Paris - Tél. 720.22.65 | 14, rue de la République - 75002 Paris - Tél. 295.85.84

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

Rêve Vacances

IN TOURISME

BONAGUIL

Canonis de

PONEY

JA

la pl

En ROUMANIE, les vraies cures de GÉRIATRIE

En toute saison, combinez vos vacances avec un séjour "repos-sant" au bord de la mer Noire ou à Bucarest.

Les cures de gérontologie et de physiothérapie, de 14 à 21 jours, sont administrées dans des hôtels de cure modernes et des cliniques réputées, sur la base du traitement de renommée mondiale du professeur Ana ASLAN.

Prix tout compris pour 14 jours, à partir de 3.690 F.

Reservations auprès de votre agence de voyages habituelle.

Renseignements : OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN 35, avenue de l'Opéra 75002 PARIS Tél. 742.27.14 et 742.25.42

DOCUMENTATION
Je vous envoie gratuitement des brochures sur les cures de gérontologie de l'Institut ASLAN.

NOM _____
ADRESSE _____

LA SARDAIGNE

WEEK-ENDS de printemps

TARIF PASSAGE : 1 passage A.R. 400 F + voiture gratuite. FORFAIT : passage avec sa voiture + hôtel à partir de 750 F.

En collaboration avec E.S.L.T. 95, via Mameli - 09100 CAGLIARI (Italie). Renseignements votre agence de voyages.

VACANCES avec votre automobile

ligne régulière Avril-Septembre avec les car-ferries Toulon-Porto-Torres

Circuit routier, séjours en hôtels sélectionnés, pension complète ou demi-pension.

C.M.T./S. 44, av. de l'Indépendance de la Marine - 93200 TROUVILLE (Seine-Maritime) Tél. (04) 41.23.72

U.S.A.

1790 F. Prix ou 1^{er} 01.52

DEMANDEZ NOTRE GUIDE DE VOYAGE (il est GRATUIT)

Il comprend :

- Tous les VOIS A PRIX REDUITS
- Des VOYAGES INDIVIDUELS (à la carte)
- Des CIRCUITS EN GROUPE
- Des EXPEDITIONS
- Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

PACIFIC HOLIDAYS

163, av du Moine. 75014 PARIS Tél: 539.37.36 Métro Mouton-Duvernet

Envoyez moi votre guide USA. Frais de port 5 F en timbre.

N° _____

PLAISANCIERS LOUEZ EN MEDITERRANEE

un GIB'SEA 126

13 mètres, 8 couchettes en 4 cabines.

Location week-end, semaine ou mois.

Renseignements : PLAISANCE 2000 532, av. de la République, 93000 TROUVILLE. Tél. : (04) 45-51-58 / 44-22-00

Jardinage

Entrée du camellia

FRAGILES comme les pommiers de Marguerite Gaudier étaient les corolles des camellias (ou camélias) selon l'orthographe très personnelle d'Alexandre Dumas fils d'autrefois. Fleurs de luxe destinées alors à parer boutonnières ou corsages élégants du grand et du demi-monde, les camellias sont maintenant entrés dans les plus modestes jardins.

C'est la seconde guerre mondiale qui a sonné définitivement chez nous le glas du camellia en fleur tropicale. Les derniers producteurs ont délaissé une culture trop onéreuse en main-d'œuvre, compte tenu des soins extrêmes qu'il fallait apporter à l'entretien de fleurs que le moindre choc venait léser et compte tenu de débordements de plus en plus dévastateurs. Mais ce que le camellia a perdu en tant qu'arbre de prestige, il l'a très largement regagné en tant qu'arbre de compagnie. Une très mauvaise habitude consistait à entourer les camellias d'un film plastique transparent lié par quelques ficelles. Cet emballage peu esthétique destiné à protéger du froid est non seulement inutile mais aussi préjudiciable à la plante. Le moindre rayon risque d'occasionner des brûlures sur le feuillage.

En plus de ces précautions, il sera bon pour les régions à climat un peu rude de choisir des variétés à fleurs simples ou semi-doubles en évitant les fleurs dites imbricées (celles du vrai camellia pour boutonnières) dont les boutons souffrent beaucoup plus du gel.

Le mois de mars est excellent pour envisager la plantation d'un camellia. Un impératif : lui offrir une terre acide, car le calcaire est son pire ennemi. Le mieux est de prévoir un trou de plantation de 40 cm environ de profondeur que l'on remplira de terre de bruyère. Redoutant le séchage, il faudra maintenir le sol régulièrement humide autour de la motte, sans la transformer en marécage, le camellia n'aimant guère l'eau stagnante.

Si la gamme des variétés et de leurs coloris est aujourd'hui fort large, les jardiniers français conservent une prédilection pour le rouge. C'est un peu dommage, car les nuances de rose sont

particulièrement étonnantes et raffinées chez cette fleur, et, malgré une fragilité corollaire, due à l'épanouissement hivernal, des variétés au blanc immaculé méritent aussi de trouver place au jardin.

Un des châteaux des camellias est d'échelonner leur floraison de septembre à avril, permettant, si l'on choisit bien les variétés, de voir des corolles s'épanouir en une période où le jardin est bien peu fourni. Et si l'on n'est pas rare d'obtenir des fleurs pendant près de deux mois sur un même pied.

On peut remarquer le Père Kessel, ce jeune morave dont le nom latinisé en Camellia fut choisi par l'année pour baptiser la rose du Japon, d'avoir fait découvrir à l'Europe cet arbuste exceptionnel.

En dehors de quelques grands classiques comme *Adolphe Audouin*, *Chandrier*, *Elegant* ou *Gloire de Nantes*, on peut recommander pour leurs qualités des camellias roses à fleurs semi-doubles comme *Berthe*, *Boudy* et *Doré* *Thalys* qui s'épanouissent en février, ou à fleurs simples fort originales tel *Père Kessel*, rose tendre avec sa couronne d'épines salicées, ou encore *Mogul* particulièrement florissant.

On peut aussi souhaiter que

des hybrides comme *Saint Eusebe* ou *Camellia*, France 2, à grandes fleurs semi-doubles, rose, et surtout l'extraordinaire *Donation*, qui porte une profusion de grandes fleurs roses semi-doubles ferait une percée commerciale, uniquement freinée jusqu'ici par le poids des habitudes, le manque d'imagination et d'enthousiasme pour les nouveautés de nombreux revendeurs. Un train analogue semble exister pour le camellia saumon, *Melanie*, à la fleur simple rappelant la clématite, un des rares à pouvoir s'adapter en plein soleil, se conduisant en hale et fleurissant tout l'automne.

En attendant le camellia parfumé qui viendra dans quelques années, les généticiens rêvent d'un fabuleux camellia à fleurs jaunes. Mais, contrairement à la rose bleue ou à l'iris rouge, des possibilités existent de le voir naître un jour très prochain.

MICHEL LAMONTAGNE.

« L'AVENTURE DES PLANTES »

En une période où la télévision subit force critiques, on se doit de saluer particulièrement une émission de grande qualité sur le monde végétal : « L'Avventure des Plantes » est une série proposée par Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Cury et qui, en treize films de vingt-cinq minutes, raconte l'histoire de l'évolution des plantes depuis l'invention de la photosynthèse par une algue bleue jusqu'à nos plus ultra de la sophistication végétale : l'orchidée.

Usant d'un langage familier, d'images et de comparaisons souvent audacieuses, les deux auteurs ont montré que le savoir des scientifiques peut être offert à tous, quand on a le goût et le talent de la vulgarisation. Tous les mardis, à 22 h. 30, sur TF1, jusqu'à fin avril.

Les titres acrobates et pleins d'humour des différents épisodes de ces émissions se retrouvent dans le dernier livre de Jean-Marie Pelt, la Prodigeuse Avventure des plantes. Il y a bien longtemps que la botanique n'avait pas été abordée avec ce mélange de sérieux dans les données scientifiques et de fantaisie dans l'expression.

Depuis l'Amour végétal ou les Noces des plantes, de Bonnet (en 1969), rares ont été les botanistes à consentir à descendre de leur piédestal et à faire preuve de tact et de simplicité pour décrire les phénomènes les plus complexes. Le résultat : un ouvrage qui se lit avec passion, comme un roman d'aventures. (Editions Arthème Fayard, 80 francs.)

Philatélie

N° 1729

CANADA : Exposition de la jeunesse.

Au Queen Elizabeth Hall à Toronto, du 20 au 24 mai 1982 se tiendra la septième Exposition philatélique mondiale de la Jeunesse intitulée « Canada 82 ».

Les deux premiers timbres du programme 1982 sont consacrés à cette exposition (le 11 mars).

38 cents, reproduit le Castor de 3 pence de 1851.

35 cents, représente le timbre de la Gendarmerie royale du Canada, le 10 cents, émis en 1935.

Les deux premiers timbres de la série « Canada 82 ».

Le Castor fut le premier animal à être représenté sur un timbre et le timbre de la Gendarmerie fut le premier avec millésime de l'émission (1935).

« JERSEY » : Série « Europe 82 » pour le 20 avril, comprend : 2 x 11 pence et 2 x 13 1/2 pence, représentant la situation géographique de l'île, entre 4 000 et 18 000 ans, sa séparation du continent.

EN FLEUR

Du 13 au 21 mars, au Parc Floral de Vincennes, le service des Jardins de la Ville de Paris et la section « Camellia » de la Société nationale d'horticulture de France organisent une exposition. Deux conférences destinées à conseiller les amateurs auront lieu les samedis 13 et 20 mars, à 16 h. 30. Les plantes exposées seront vendues sur place le lundi 22 mars.

Avec un catalogue riche de huit cents variétés (y compris de Camellia théa, le thé!), Claude Théry est la spécialiste incontestée des camellias. Ses pépinières sont en grande partie consacrées à cette plante depuis plus d'un siècle.

CLAUDE THERY - R.F. n° 3 - 44479 Carquefou - Téléphone : (40) 56-22-45.

VIVRE EN FORME AVEC SUPERTRIM

Contre poids chargeables coussant à l'intérieur des montants.

Pousses à 3 niveaux différents.

Banc avec siège à roulettes.

Compact épaisseur 15 cm.

Fixation facile : 4 vis.

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION MS.

M.L.C. LOISIRS - 25, av. des Frères Lumière 78190 TRAPPES - ZI - Tél. (01) 0621684

les soldes Tunmer

Collections Ski 82

Vêtements Matériel Chaussures

Tunmer

La mode pour le sport

5, place Saint-Augustin - Paris 8^e

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA LA BONNE TABLE , 42, rue Friant, 539-74-61. Spécialités poisson. AUTEUIL AUBERGE MOUTON BLANC , 40, d'Auteuil, 288-02-31. Cadre agréable. Spéc. pois., truffes et coquillages. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche. BATIGNOLLES - ROME EL PICADOR , 60, bd Batignolles, 397-26-57. P./dim., mardi. Jusqu'à 100 couverts. Paella, zarzuela. CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELIMAN , 37, r. François 1 ^{er} , 753-54-52. Jusqu'à 25 h. Cadre élégant. 10, r. Gd-St-Jacques. P./dim. 359-48-40. Spécialité indienne. Avenue des Champs-Élysées N° 142 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, sur son agréable jardin. ELX. 20-61.	ÉTOILE LE RUDE , 11, st. Gde-Armée, 500-13-21. P./dim. soir. Jusqu'à 90 couv. FAUBOURG-MONTMARTRE Rue du Faubourg-Montmartre N° 12 AUBERGE DE RIQUERIE , 77-62-39. BON BANG D'OUTRÉS. GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE , 24, r. Traversière, 345-14-54. Spéc. P./dim. CRÉSUS , 28 bis, av. Daumesnil, 397-57-01. Cuv. jusqu'à 1 h. max. P./dim. Fête de bon vin 240 grammes. GRANDS BOULEVARDS LE LOUIS XIV , 4, bd Saint-Denis, 200-19-90 et 209-09-36. P./dim. mar. Dim. soup. Fr. de mer. Robles. GIBERS. Salon. Parking. Ouvert après minuit. INVALIDES CHEZ FRANÇOISE , Aéroport des Invalides 75, 551-57-20 et 755-49-43. Menu 35 F et grande crêpe de bon deux en carafe 44 F. Ouvert le dimanche. Fermé le lundi.	LES HALLES CAVEAU F-VILLON , 64, r. Artois-Soc. 236-10-02. Sous caves du XV ^e . Rue Étienne-Mercier. N° 18, CHEZ FIERSON , Cuisine bourgeoise, 508-05-03 - 508-17-44. MABILLON LA FOUX , 2, rue Clémence (9 ^e). P./dim. 335-77-86. Alex. aux fourneaux. MARAIS GABRIELLE D'ESTREES , 374-57-61. 60, r. Gravilliers. Spéc. gasconnes. MAUBERT-MUTUALITÉ MAHARADJAH , 72, bd St-Germain. Fermé lundi. 354-76-07. Indo-Pakist. NOUVEAU , Cuisine indienne d'un 2 ^e MAHARADJAH à Montparnasse. SARFATIN ET HONORINE , 14, bd Saint-Germain, 354-52-51. P./dim. lundi midi. MONTAGNE-STE-GENEVIÈVE LE VILLAGE PALACE , M. TAILLOIS propose ses spés. : POISSONS, COQUILLAGES, bœuf d'hiver, 3 salées. Plaisance. T.L.S. Éléphant. P./dim. dim. 5, r. Descartes. Rés. 326-39-08 et 75-30.	OPÉRA FIERRE , place Gallien, 255-97-04. Cuv. grande brad. Salon 45 pers. Menu 98 F s.c. Parking. P./dim. VISHNOU , 21, r. Danton, 397-56-54. P./dim. Spécialités indiennes. PICPUS LA PALETTE , 397-44-27, 38, rd. de Picpus - Spécialités poisson. PLACE CLICHY WEYLER , 14, pl. Clichy, 522-52-30. Son bano d'antres, ses poissons. PLACE PÉREIRE N° 9, DESHERIER , Maître d'hôtel. Cuv. 2 x 11 pence et 2 x 13 1/2 pence. T.L.S. Poissons, grillades, ses spés. PORTE D'ORLÉANS LE FRIANT , 40, r. Friant, 539-59-08. Fermé dim. Spéc. pâtis. Poissons.	PORTE-DE-SAINT-CLOUD LE COSSAIRE , 1, bond. Esplanade, 525-03-23. P./dim. Cuv. s.c. Carte et spécial. Menu 70 F s.c. 4 Une journée de l'homme et les autres cuisines. REPUBLIQUE - BASTILLE LE RÉPAREUR DE CARTOUCHE , 700-55-56, 4, bd Filles-du-Calvaire, 11 ^e , P. le dim. RICHELIEU-DROUOT AU PETIT RICHE , 25, r. Le Pelletier, 770-56-50. BANG D'OUTRÉS. Décor authentique 1880. Jusqu'à 6 h. 15. SAINT-AUGUSTIN LE SARRADAIS , 2, rue de Vienne, 320-33-62. Cassoulet 55 couverts 55. SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LE PETIT ZING , 23, r. de Sord, 354-09-34. Huitres. Poiss. Vin pays. ÉCHARTRE , 21, rue de l'Échard, 354-03-02. 19 h. à 2 h. ouvert 24 h. Déj. dîner même le dim. Fois gras. PETITE CHAISE , 36, rue Granelle, 222-12-33. Menu 57 F. Cuv. 2 j. ir.	ST-GERMAIN - ST-MICHEL ALSACE À PARIS , 5, pl. St-André-des-Arts, 332-55-55. 5 pers. Dim. Din. Soup. Grill. Choucroute. Dégustation truffes, coquillages. SAINT-GEROISES TY COZ , 35, rue Saint-Georges, 575-42-55. Tous les poissons. P./dim. SAINT-MICHEL LAFRÉROUSE , 51, r. Gde-Angustine, 335-55-04. Bon dîner. 220 F s.c. Att. 100 F s.c. Gde carte. Environs de Paris BOIS DE BOULOGNE VIRUX GALLON , 4, st. LON. 26-10. Une table raffinée à bord d'un navire du XIX ^e siècle. Réceptions. Cocktails. Séminaires. Présentations. Parking. NEUILLY (métro Sèvres) MONMARTON J. GEORNE , 75, av. C. de Gaulle, 747-43-84. Poiss. Crust.
--	---	--	--	--	---

THÉÂTRE

Une autre Phèdre

(Suite de la première page.)

Forêt de gestes. Campagne d'âmes mortes ou vives, vision fossilisée : enlèvement d'une Gécé adolescente dans une arène millénaire.

C'est la fin de la nuit. Un jeune homme, couché à même le sable, se retourne en dormant. C'est Hippolyte, il est revenu de la chasse. Son grand-père, Egée, le père de Thésée, se penche sur lui. Egée est remuant d'outre-tombe, pour quelques heures : il voit poindre des horreurs, des fins anéanties. Sanctions inévitables : Thésée a commis trop de crimes. Mais le soleil de vie va dépasser les herbes : l'ombre du grand-père plonge au fond de la terre.

L'apparition du grand-père est l'œuvre de Robert Garnier : Egée rend ici son fils, Thésée, responsable des épreuves que vont subir Phèdre et Hippolyte. Egée ne figure pas dans la Phèdre de Sénèque dont Garnier s'est inspiré.

Mais l'idée, fort belle, de montrer Hippolyte dormant caressé par son grand-père est une idée de Vitez, qui a pensé à réunir là, dans cette clairière de dieux au bois dormant, toutes les personnes de la famille, y compris une petite fille et un petit garçon, les deux enfants de Phèdre, qu'Hippolyte, le grand demi-frère, fera sauter sur ses épaules.

Hippolyte se réveille, il a fait un rêve affreux, il implore les dieux de le garder en vie, puis il repart dans la forêt.

L'intelligence particulière de Robert Garnier va tout de suite apparaître dans les paroles de Phèdre et de la nourrice.

Phèdre, folle amoureuse du fils de son mari, ne voit pas ce que cela a de condamnable. Il lui est naturel de se sentir libre de vivre, libre d'aimer. Ce qui est contre-nature, c'est la tyrannie des hommes, qui empêchent les femmes de vivre.

Phèdre revendique une indépendance personnelle, une liberté propre d'action.

Plus fouillé, plus affiné, que chez Racine, sont les débats, entre Phèdre et la nourrice, sur la liberté humaine, la responsabilité respective des dieux et des hommes, le hasard et la nécessité.

L'inévitable comparaison

Bien plus fort et chamelet que chez Racine est, dans la pièce de Garnier, l'amour de la nourrice pour Phèdre, amour tout à fait viscéral : c'est l'amour maternel, et qui sait un peu passionnel, qui conduit la nourrice, d'abord réticente, à changer de cap, à tenter d'aider l'adultère, à tenter de convaincre Hippolyte de se faire aimer.

Bien plus violente que chez Racine est, chez Garnier, la haine effrayante qu'Hippolyte voue aux femmes, à toutes les femmes, il en hurle et en bave, de réputation, « toutes je les déteste », « sexe odieux ». De même qu'au cinquième acte, bien plus bouleversant que chez Racine, est, chez Garnier, la démente amoureuse de Phèdre serrant le cadavre d'Hippolyte, l'embrassant sur la bouche, voulant l'avoir à elle après la mort puisqu'il n'a pas voulu l'aimer dans la vie.

Ces comparaisons entre l'Hippolyte de Garnier et la Phèdre de Racine sont inévitables, on les fait presque malgré soi en écoutant Hippolyte. Ce n'est pas que la pièce de Garnier soit plus « psychologique », plus « humaine » : sa dimension de poésie et de métaphysique est au moins aussi forte que chez Racine, mais disons que Garnier est moins stylisé, moins cérémonieux : sa pièce, prodigieusement éclairée et réanimée par la mise en scène de Vitez, est un ahurissant tournoi d'instincts, de méditations, d'éclairs fortuits, de nécessités

monstrueuses, de volontés qui se débattent, de choses très simples familiales, familiales, de misère, d'éclats merveilleux de la fable — tout cela aussi bien dans la suite des faits et des actes que dans la substance des vers, dans la parole de poésie, serrée, mouvante, oppressée, transparente, brillante, avec des trouvées de sauvagerie et des brillances de diamants.

Nous avons dit la beauté du décor rêvé, minéral architectural, de Mme Claude Lemaire. Ses costumes sont très beaux aussi, non datés, costumes de contes et de passions, d'ombre et de résurrection. La mise en scène de Vitez efface mystérieusement les présences et les absences, comme si les douleurs les plus vives, les plus vraies, et les songeries les plus profondes, et ces comédiens si présents, étaient investis de l'esprit, participant de l'immatérialité et de l'éternité de l'esprit, et se trouvaient reliés à nous par des fibres d'être plutôt que par l'œil et l'ouïe.

Admirable travail de tous les acteurs, Béatrice Bonvoisin (Phèdre), Pierre Dabache (Thésée), Jean-Yves Dubois (Hippolyte), Georges Goubert (l'ombre d'Egée), Madeleine Martin (la nourrice), Jean-Marie Winiński (le messager qui, chez Racine, deviendra Théménos). Raresment avons-nous vu, sur un théâtre, une telle perfection d'ensemble et la compréhension. Et n'oublions pas les enfants de Phèdre : Camille Grimaud, Pascal Fromont et William Mesquich en alternance.

Cette admirable présentation de l'Hippolyte de Garnier marque une date dans l'histoire de la tragédie en France, et se trouve au cœur de la mise en scène d'aujourd'hui.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de Chaillot, salle Gémier, 20 h 30, jusqu'au 22 avril en alternance avec l'Orfeo de Monteverdi.

CINÉMA

« IL ÉTAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX : LES PLOUFFE »

Chers cousins du Québec

Un roman de Roger Lemelin, paru en 1949 (1), popularisé, au Canada, l'histoire d'une famille québécoise de 1938 à 1945. Dans les années 50, la Famille Plouffe devint une série télévisée extrêmement calée, diffusée en français et en anglais. Tout cela pour préciser que la nouvelle version réalisée par Gilles Carle (un film d'environ trois heures pour le cinéma, sept heures pour la télévision) n'a rien à voir avec les œuvres précédentes de la série. Elle se rattache à une tradition romanesque de la « saga » familiale qu'on retrouve dans tous les pays, en divers milieux sociaux.

Les Plouffe (dont le titre, un peu bizarre, s'est agrandi d'une précision nécessaire) fut présenté avec succès à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes 1981. Ce succès — qui devrait se confirmer dans les salles — tient à deux choses essentielles : le prestige d'une production à gros moyens financiers qui ont permis la reconstruction en studio d'un quartier de la Basse-Ville de Québec et d'une réalité historique bien précisée (costumes, accessoires, etc.) ; la découverte d'une cellule familiale et d'une nation sentimentalement proche de la France dont, d'ailleurs, elle est issue. C'est comme si nous recevions des nouvelles de cousins éloignés, perdus de vue, qui nous racontaient comment ils ont vécu la fin des années 30, les débuts de la seconde guerre mondiale et le retour à la paix.

Gens heureux, les Plouffe ? Sans doute oui, dans la mesure où ils sont unis, semblent se contenter de leur sort et nous amusent avec beaucoup d'anecdotes. Mais ils nous apparaissent à un tournant de l'histoire des hommes et du monde. Le père, Théophile, ouvrier typographe au journal

l'Action chrétienne, est un brave homme paisible. Sa femme, Joséphine, est une ménagère qui tient bien son intérieur, une mère-poule étendant ses ailes protectrices sur sa nichée. En fait, celle-ci est le personnage-clé de l'évolution de la famille. Catholique, elle prend conseil du curé de la paroisse, elle incarne un ordre moral qui va tout doucement s'effriter. Joséphine n'est pas antipathique : c'est la figure emblématique du matriarcat en milieu ouvrier.

Les principes d'une mère

Elle a élevé ses quatre enfants dans les bons principes, elle les surveille, chasteusement et fermement. Et, pourtant, ils vont lui échapper parce que c'est dans l'ordre des choses. Cécile, restée « vieille fille » malgré elle, fréquente un homme marié, conducteur de tramway ; Ovide, voué à la prêtrise par sa mère, s'éprend de la jolie Rita Toulouse, entre au monastère puis jette son froc aux orties ; Napoléon finit par épouser Jeanne, qui est phisique ; Guillaume s'enfuit pour aller se battre en Europe. Le bref épilogue, en 1945, révèle, on verra comment, à Joséphine Plouffe, qu'un profond changement s'est opéré dans l'univers qu'elle avait bâti et qu'elle avait pu croire immuable. Un jeune homme, Denis Boucher, fils d'une veuve venue de France, sert, plus ou moins, par ses interventions personnelles et ses activités politiques, de révélateur de nouvelles valeurs, de nouvelles attitudes.

Comédie de mœurs semée de quelques drames, le film de Gilles Carle n'est pas seulement l'évocation

attendue d'un petit monde d'autrefois. On y voit, on y sent, l'affirmation d'une identité linguistique face à l'influence anglaise et à la civilisation américaine, la remise en question du pouvoir de l'Eglise catholique et le passage d'un « provincialisme » endormi au nationalisme. Tout cela venant au fil du récit par des scènes de la vie quotidienne. La famille Plouffe se trouve au centre d'un bouillonnement social dont les effets ne sont pas soulignés à gros traits mais portés par une évolution historique inévitable. La visite à Québec, au printemps 1939, des souverains anglais tourne à la mascarade à cause d'une balle de base-ball, lancée par Guillaume : les esprits s'échauffent et, en mai 1940, la grande procession du Sacré-Cœur (un des moments les plus spectaculaires du film) tourne en manifestation pour ou contre la conscription.

Sans user de ruptures de ton trop tranchées, Gilles Carle, qui sait passer du rire à l'émotion, réussit un grand film populaire. La mise en scène est souple, efficace, dans son réalisme social et psychologique. Beau travail de narration classique soutenu par des comédiens épatants : Emile Genest, Juliette Huot, Denise Filiatrault, Gabriel Arcand, Pierre Curzi, Serge Dupré, Stéphane Audran, Daniel Ceccaldi, Paul Berval, Louise Lapere, Rémi Laurent, Anne Letourneau, Gérard Poirier, et bien d'autres encore qui attirent l'intérêt, l'affection, l'admiration.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

(1) Ce roman est publié aux éditions Flammarion. 396 pages. 65 F.

Le Taller d'Amsterdam à Nanterre

La pièce s'appelle Le Désert. Il y a des dames sur la scène, mais ce n'est pas vraiment du sable, plutôt une schière épaisse, des gravillons qui doivent calquer les acteurs quand ils redressent leurs chaussures à la fin du spectacle. Il y a aussi des formes vagues, affalées dans les dunes et couvertes de bûches blanches, genre canyons, cela servirait certainement à quelque chose, mais il s'agit de professionnels et on se croirait dans une représentation de « nouveau théâtre », dans les années 60, ou dans l'animation son et lumière d'un musée de cirque.

HERVÉ GUIBERT.

Le Taller d'Amsterdam propose un cauchemar original, une suite de visions dont il n'est guère difficile de décoder la pauvreté d'inspiration : un dispositif spectaculaire ne suffit pas, il s'agit de contrôler la qualité des inventions. Si les acteurs étaient les insectes, les émeutes d'une maison de repos qui auraient tricoté leur divertissement de fin d'après-midi, cela serait certainement gai, mais il s'agit de professionnels et on se croirait dans une représentation de « nouveau théâtre », dans les années 60, ou dans l'animation son et lumière d'un musée de cirque.

HERVÉ GUIBERT.

* Théâtre des Amateurs de Nanterre, 20 h 30.

En v.a. : GEORGE Y. PARAMOUNT ODEON En v.a. : PARAMOUNT ODEON

BEN GAZZARA ORNELLA MUTI

UN FILM DE MARCO FERRERI

LA RENAISSANCE DE L'AMOUR

Jacques SICLIER LE MONDE

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE

ACTUELLEMENT

DELIRANT

MEL BROOKS

LA FOLIE HISTOIRE DU MONDE

Garment

A partir du 10 Mars

CHARLES BRONSON

Revient

UN JUSTICIER DANS LA VILLE N° 2

Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT DENIS

4/28 mars

Centre Dramatique National des Alpes

ACTEURS

3 acteurs/3 spectacles

A. Garcia-Vallès/S. Rodanski

J.C. Wino/R. Roussel

P. Morier-Genoud/George

59 boulevard Jules Guesde

loc.243.00.59 (in) agences copar

MUSIQUE

FIDELIO A L'OPERA

Le silence et le respect

La représentation de Fidelio donnée par le Théâtre de Chaillot de Paris, était la cent-troisième depuis 1937, date à laquelle l'ouvrage de Beethoven a quitté la salle Favart pour entrer en répertoire du palais Garnier. Il ne devrait donc pas y avoir lieu de revenir sur ce qui est pour un fait acquis et réversible. N'est-ce pas ? Et n'oublions pas les enfants de Phèdre : Camille Grimaud, Pascal Fromont et William Mesquich en alternance.

Perdons-le donc joyeusement, mais saluons l'occasion de réaffirmer que le caractère dominant de Fidelio est l'intimité, comme en témoignent les détails de la partition orchestrale ainsi que l'absence entre des dialogues parlés et des morceaux chantés.

Sans doute certains passages, par leur puissance, laissent-ils entrevoir le jeune Wagner mais on a tendance de nos jours à confondre ce singulier opéra-conquête avec un drame lyrique selon la conception wagnérienne et à le présenter comme tel. Or que se produit-il ? Au lieu d'un ouvrage de proportions modestes, mais riche d'une sève qui fait par moments éclater le monde, le public découvre une grande œuvre curieusement mesquine par endroits, composite et assez décevante au fond. Personne n'ose le dire, naturellement, mais la réclame des applaudissements est un signe qui ne trompe pas.

Cette nouvelle production de Fidelio n'est-elle pas à la hauteur de ce qu'on attendait ? Sans doute les défaillances de l'orchestre dans l'ouverture n'incitent-elles pas à applaudir : elle s'est donc achevée

en silence qu'on aurait aimé moins respectueux. Silence encore après le premier duo, puis après l'air de Marceline si finement détaillé par Elizabeth Gale. Par la suite, silence toujours et partout, sauf après le grand air de Léonore, dans lequel Hildegard Behrens n'a pas réalisé de prouesses exceptionnelles cependant. Bousserai-je un jour le respect jusqu'à admettre que dans l'opéra classique les applaudissements sont parfois des transitions aussi nécessaires que des interludes et qu'ils rythment l'action en la faisant rebondir ?

Le public, donc sa part de responsabilité : il fallait applaudir Marceline, applaudir Rocco le bon géolier (Siegfried Vogel) quand il chante gaiement la puissance de l'air, applaudir les exultations de l'infâme Pizarro (Sigmund Nimsgern) sauveur d'avance sa vengeance : ils le méritaient bien. Le silence recueilli après l'air de Florestan, magnifiquement incarné par Jon Vickers, n'en aurait été que plus étonnant. C'est cela aussi, l'opéra, ce n'est même que cela. Mais à force de répéter que Fidelio est une œuvre politique, humaniste et engagée, on oublie que c'est un opéra, et on n'en jouit pas.

La conception assez intimiste de Seiji Ozawa accentuait encore l'impression de malaise, car, au lieu de gonfler les effets pour les adapter à la salle ou de dramatiser la partition, il l'a presque traitée comme une œuvre de musique pure. On notera d'ailleurs que l'orchestre a fait oublier, par la suite, la mauvaise impression du début.

Des décors de Reinhardt Zimmermann et de la mise en scène de David Walsh, enfin, il n'y a rien à dire puisqu'ils n'ont d'autre prétention que de se conformer à ce qu'ont voulu les auteurs. Sans doute peut-on le faire avec plus d'imagination, mais cela vaut mieux qu'une pseudo-exagération manquée.

GERARD CONDE

* Opéra, les 6 et 9 mars à 19 h 30.

LE CLAVECIN

D'ELISABETH CHOJNACKA

Pour convertir à la musique moderne, personne n'égale Elisabeth Chojnacka. Ce lutin rose monté précautionneusement sur des costumes, mais les deux yeux perçants comme des épis de froment entourés d'une couronne de lion, fait danser les pierres avec son clavecin tout le monde s'effrite par mille trons de souris, insaisissable comme l'eau ou le feu, et soudain comme une fantaisie cathédrale. Elisabeth Chojnacka personnelles inefficacement toute musique, comme Michel Portal ou les sœurs Labèque. On comprend que les compositeurs d'aujourd'hui lui dédient tant d'ouvrages.

Elle en avait réuni six, le 1^{er} mars à Radio-France, presque tous de fier caractère. Soule, peut-être, l'alliance avec un trio à cordes dans Toner de Tomas Marco, n'était guère convaincante. Mais, commençant, une pièce toute récente du Polonais Zygmunt Krause, érigait un porche impressionnant : des appels impétueux dans l'aigu, des trilles dans un motif bref et suspendu, descendant insensiblement à la manière des répétitions andalouses de la suite, la mauvaise impression du début.

Des draperies fiévreuses, tressaillantes.

révélaient quelque chose des grands durs du dix-septième siècle, des Couperin.

Wamba de Maurice Ohnes, transcription d'une pièce pour carillon, enregistrait à plaisir mille sonorités aux harmonies pures, aux feux éblouissants, avec parfois comme un rappel de la légende et immuable marche du temps. Dans le défilé d'œuvres de Xanakis, les petites mains partent à la fois semblaient pianoter mille touches d'ordinateurs avec la même insouciance que le chat de Scarlati, pour délivrer de formidables messages tous azimuts.

Et avec son compère Sylvio Guada, Platini de la percussion, Elisabeth Chojnacka gambade dans une longue pièce de Martini Soler, un peu bavard et décousu, mais pleine de fantaisie, d'idées originales, de sémaphores piquants, avant de conclure par les Anaphores, de François-Bernard Mache, jeu de lignes qui dialoguent, se décalent, se poursuivent, s'échangent, se poursuivent en un enchevêtrement très lumineux, d'une belle poésie sonore, où font de percussions mystérieuses ressemblant encore les mille joyeux du clavecin.

JACQUES LONCHAMPT.

ROCK

EMMYLOU HARRIS A L'HIPPODROME DE PANTIN

La fidélité

Après un début d'année d'une rare pauvreté en concerts, en éclats musicaux, en rencontres un peu lyriques ou folles, une timide reprise s'amorce puisque, après Emmylou Harris qui se produit ce vendredi à l'Hippodrome de Pantin, d'autres prestations sont annoncées : Rory Gallagher lundi 8 à l'Olympia, et tout le mois de mars dans les régions, Human League le samedi 13 au Pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne, Iron Maiden dans le même lieu le 24 mars puis en tournée dans l'Hexagone, et, plus tard, dans le courant du mois d'avril, Carol King, Meat Loaf, Zethro Tull et sans doute Frank Zappa.

Un concert d'Emmylou Harris est assurément sans grande surprise, mais on y trouve aussi à chaque fois tant de charme, de plaisir musical et de vibrations émotionnelles que le rendez-vous est toujours heureux.

L'aventure d'Emmylou Harris est d'une constance inébranlable : il transcende à volonté et dans un style éblouissant les limites de la musique pop-country et rock. Aussi à l'aise

dans des titres de Hank Williams, de Robbie Robertson, de Dolly Parton, de James Taylor que dans ceux de John Fogerty, de Bruce Springsteen ou encore de Paul Siebel, dans du folk-country, du country-rock et dans des classiques du swing (How High the Moon). Emmylou Harris est d'abord un interprète incomparable qui, année après année, album après album, développe la variété de ses interprétations avec une voix limpide et chaleureuse, une voix pleine de « beat » qui sait prendre des accents « bluesy » (Harris a beaucoup travaillé sur le blues) pour chanter certaines ballades folk-country. Il y a une fidélité évolutive dans la démarche musicale d'Emmylou Harris. Il y a, dans la manière de mener sa barque dans les eaux pas toujours tranquilles de l'interprétation, une intelligence très fine et un instinct sûr.

CLAUDE FLÉORIÈRE.

* Hippodrome de Pantin ce vendredi 5 mars à 20 h 30. Albums distribués par W.E.A. Filipacchi Music.

AMITIÉS GO URMANDES

LA REYNIÈRE

**OMAR
SHARIF**

**Ma vie
au bridge**

*Le pont du bridge
le plus célèbre du monde
vous fait partager
ses hauts, ses creux,
sur une aventure
qui raconte ses douze
ans plus mémorables.*

Favard

TEL : 16 (59) 75-22-47

THÉÂTRE

Une autre Phèdre

(Suite de la première page.)

Forêt de gestes. Campagne d'âmes mortes ou vives, vision fossilisée : enlèvement d'une Gêce adolescente dans une arène millénaire.

C'est la fin de la nuit. Un jeune homme, couché à même le sable, se retourne en dormant. C'est Hippolyte, il est revenu de la chasse. Son grand-père, Egée, le père de Thésée, se penche sur lui. Egée est remuant d'outre-tombe, pour quelques heures : il voit poindre des horreurs, des fins anéanties. Sanctions inévitables : Thésée a commis trop de crimes. Mais le soleil de vie va dépasser les herbes : l'ombre du grand-père plonge au fond de la terre.

L'apparition du grand-père est l'œuvre de Robert Garnier : Egée rend ici son fils, Thésée, responsable des épreuves que vont subir Phèdre et Hippolyte. Egée ne figure pas dans la Phèdre de Sénèque dont Garnier s'est inspiré.

Mais l'idée, fort belle, de montrer Hippolyte dormant caressé par son grand-père est une idée de Vitez, qui a pensé à réunir là, dans cette clairière de dieux au bois dormant, toutes les personnes de la famille, y compris une petite fille et un petit garçon, les deux enfants de Phèdre, qu'Hippolyte, le grand demi-frère, fera sauter sur ses épaules.

Hippolyte se réveille, il a fait un rêve affreux, il implore les dieux de le garder en vie, puis il repart dans la forêt.

L'intelligence particulière de Robert Garnier va tout de suite apparaître dans les paroles de Phèdre et de la nourrice.

Phèdre, folle amoureuse du fils de son mari, ne voit pas ce que cela a de condamnable. Il lui est naturel de se sentir libre de vivre, libre d'aimer. Ce qui est contre-nature, c'est la tyrannie des hommes, qui empêchent les femmes de vivre.

Phèdre revendique une indépendance personnelle, une liberté propre d'action.

Plus fouillé, plus affiné, que chez Racine, sont les débats, entre Phèdre et la nourrice, sur la liberté humaine, la responsabilité respective des dieux et des hommes, le hasard et la nécessité.

L'inévitable comparaison

Bien plus fort et chamelet que chez Racine est, dans la pièce de Garnier, l'amour de la nourrice pour Phèdre, amour tout à fait viscéral : c'est l'amour maternel, et qui sait un peu passionnel, qui conduit la nourrice, d'abord réticente, à changer de cap, à tenter d'aider l'adultère, à tenter de convaincre Hippolyte de se faire aimer.

Bien plus violente que chez Racine est, chez Garnier, la haine effrayante qu'Hippolyte voue aux femmes, à toutes les femmes, il en hurle et en bave, de réputation, « toutes je les déteste », « sexe odieux ». De même qu'au cinquième acte, bien plus bouleversant que chez Racine, est, chez Garnier, la démente amoureuse de Phèdre serrant le cadavre d'Hippolyte, l'embrassant sur la bouche, voulant l'avoir à elle après la mort puisqu'il n'a pas voulu l'aimer dans la vie.

Ces comparaisons entre l'Hippolyte de Garnier et la Phèdre de Racine sont inévitables, on les fait presque malgré soi en écoutant Hippolyte. Ce n'est pas que la pièce de Garnier soit plus « psychologique », plus « humaine » : sa dimension de poésie et de métaphysique est au moins aussi forte que chez Racine, mais disons que Garnier est moins stylisé, moins cérémonieux : sa pièce, prodigieusement éclairée et réanimée par la mise en scène de Vitez, est un ahurissant tournoi d'instincts, de méditations, d'éclairs fortuits, de nécessités

monstrueuses, de volontés qui se débattent, de choses très simples familiales, familiales, de misère, d'éclats merveilleux de la fable — tout cela aussi bien dans la suite des faits et des actes que dans la substance des vers, dans la parole de poésie, serrée, mouvante, oppressée, transparente, brillante, avec des trouvées de sauvagerie et des brillances de diamants.

Nous avons dit la beauté du décor rêvé, minéral architectural, de Mme Claude Lemaire. Ses costumes sont très beaux aussi, non datés, costumes de contes et de passions, d'ombre et de résurrection. La mise en scène de Vitez efface mystérieusement les présences et les absences, comme si les douleurs les plus vives, les plus vraies, et les songeries les plus profondes, et ces comédiens si présents, étaient inventés de l'esprit, participant de l'immatérialité et de l'éternité de l'esprit, et se trouvaient reliés à nous par des fibres d'être plutôt que par l'œil et l'ouïe.

Admirable travail de tous les acteurs, Béatrice Bonvoisin (Phèdre), Pierre Dabache (Thésée), Jean-Yves Dubois (Hippolyte), Georges Goubert (l'ombre d'Egée), Madeleine Martin (la nourrice), Jean-Marie Winiński (le messager qui, chez Racine, deviendra Théménos). Rarément avons-nous vu, sur un théâtre, une telle perfection d'ensemble et de l'interprétation. Et n'oublions pas les enfants de Phèdre : Camille Grimaud, Pascal Fromont et William Mesquich en alternance.

Cette admirable présentation de l'Hippolyte de Garnier marque une date dans l'histoire de la tragédie en France, et se trouve au cœur de la mise en scène d'aujourd'hui.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de Chaillot, salle Gémier, 20 h 30, jusqu'au 22 avril en alternance avec l'Orfeo de Monteverdi.

CINÉMA

« IL ÉTAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX : LES PLOUFFE »

Chers cousins du Québec

Un roman de Roger Lemelin, paru en 1949 (1), popularisé, au Canada, l'histoire d'une famille québécoise de 1938 à 1945. Dans les années 50, la Famille Plouffe devint une série télévisée extrêmement calée, diffusée en français et en anglais. Tout cela pour préciser que la nouvelle version réalisée par Gilles Carle (un film d'environ trois heures pour le cinéma, sept heures pour la télévision) n'a rien à voir avec les œuvres précédentes de la série. Elle se rattache à une tradition romanesque de la « saga » familiale qu'on retrouve dans tous les pays, en divers milieux sociaux.

Les Plouffe (dont le titre, un peu bizarre, s'est agrandi d'une précision nécessaire) fut présenté avec succès à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes 1981. Ce succès — qui devrait se confirmer dans les salles — tient à deux choses essentielles : le prestige d'une production à gros moyens financiers qui ont permis la reconstitution en studio d'un quartier de la Basse-Ville de Québec et d'une réalité historique bien précisée (costumes, accessoires, etc.) ; la découverte d'une cellule familiale et d'une nation sentimentalement proche de la France dont, d'ailleurs, elle est issue. C'est comme si nous recevions des nouvelles de cousins éloignés, perdus de vue, qui nous racontaient comment ils ont vécu la fin des années 30, les débuts de la seconde guerre mondiale et le retour à la paix.

Gens heureux, les Plouffe ? Sans doute oui, dans la mesure où ils sont unis, semblent se contenter de leur sort et nous amusent avec beaucoup d'anecdotes. Mais ils nous apparaissent à un tournant de l'histoire des hommes et du monde. Le père, Théophile, ouvrier typographe au journal

l'Action chrétienne, est un brave homme paisible. Sa femme, Joséphine, est une ménagère qui tient bien son intérieur, une mère-poule étendant ses ailes protectrices sur sa nichée. En fait, celle-ci est le personnage-clé de l'évolution de la famille. Catholique, elle prend conseil du curé de la paroisse, elle incarne un ordre moral qui va tout doucement s'effriter. Joséphine n'est pas antipathique : c'est la figure emblématique du matriarcat en milieu ouvrier.

Les principes d'une mère

Elle a élevé ses quatre enfants dans les bons principes, elle les surveille, chasteusement et fermement. Et, pourtant, ils vont lui échapper parce que c'est dans l'ordre des choses. Cécile, restée « vieille fille » malgré elle, fréquente un homme marié, conducteur de tramway ; Ovide, voué à la prêtrise par sa mère, s'éprend de la jolie Rita Toulouse, entre au monastère puis jette son froc aux orties ; Napoléon finit par épouser Jeanne, qui est phisique ; Guillaume s'enfuit pour aller se battre en Europe. Le bref épilogue, en 1945, révèle, on verra comment, à Joséphine Plouffe, qu'un profond changement s'est opéré dans l'univers qu'elle avait bâti et qu'elle avait pu croire immuable. Un jeune homme, Denis Boucher, fils d'une veuve venue de France, sert, plus ou moins, par ses interventions personnelles et ses activités politiques, de révélateur de nouvelles valeurs, de nouvelles attitudes.

Comédie de mœurs semée de quelques drames, le film de Gilles Carle n'est pas seulement l'évocation

attendue d'un petit monde d'autrefois. On y voit, on y sent, l'affirmation d'une identité linguistique face à l'influence anglaise et à la civilisation américaine, la remise en question du pouvoir de l'Eglise catholique et le passage d'un « provincialisme » endormi au nationalisme. Tout cela venant au fil du récit par des scènes de la vie quotidienne. La famille Plouffe se trouve au centre d'un bouillonnement social dont les effets ne sont pas soulignés à gros traits mais portés par une évolution historique inévitable. La visite à Québec, au printemps 1939, des souverains anglais tourne à la mascarade à cause d'une balle de base-ball, lancée par Guillaume : les esprits s'échauffent et, en mai 1940, la grande procession du Sacré-Cœur (un des moments les plus spectaculaires du film) tourne en manifestation pour ou contre la conscription.

Sans user de ruptures de ton trop tranchées, Gilles Carle, qui sait passer du rire à l'émotion, réussit un grand film populaire. La mise en scène est souple, efficace, dans son réalisme social et psychologique. Beau travail de narration classique soutenu par des comédiens épatants : Emile Genest, Juliette Huot, Denise Filiatrault, Gabriel Arcand, Pierre Curzi, Serge Dupré, Stéphane Audran, Daniel Ceccaldi, Paul Berval, Louise Lapere, Rémi Laurent, Anne Letourneau, Gérard Poirier, et bien d'autres encore qui attirent l'intérêt, l'affection, l'admiration.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

(1) Ce roman est publié aux éditions Flammarion. 396 pages. 65 F.

Le Taller d'Amsterdam à Nanterre

La pièce s'appelle Le Désert. Il y a des danses sur la scène, mais ce n'est pas vraiment du sable, plutôt une schière épaisse, des gravillons qui doivent claquer les acteurs quand ils retirent leurs chaussures, à la fin du spectacle. Il y a aussi des formes vagues, affalées dans les dunes et couvertes de bûches blanches, genre canyons, cela serait certain, mais il s'agit de professionnels et on se croirait dans une représentation de « nouveau théâtre », dans les années 60, ou dans l'animation son et lumière d'un musée de cire.

HERVÉ GUIBERT.

Le Taller d'Amsterdam propose un cauchemar original, une suite de visions dont il n'est guère difficile de décoder la pauvreté d'inspiration : un dispositif spectaculaire ne suffit pas, il faut en contraindre malgré tout les inventions. Si les acteurs étaient les images, les énoncés d'une maison de repos qui auraient tricoté leur divertissement de fil d'araignée, cela serait certain, mais il s'agit de professionnels et on se croirait dans une représentation de « nouveau théâtre », dans les années 60, ou dans l'animation son et lumière d'un musée de cire.

HERVÉ GUIBERT.

* Théâtre des Amateurs de Nanterre, 20 h 30.

En v.a. : GEORGE Y - PARAMOUNT ODEON
En v.a. : PARAMOUNT ODEON

BEN GAZZARA ORNELLA MUTI
UN FILM DE MARCO FERRERI

LA RENAISSANCE DE L'AMOUR

Jacques SICLIER
LE MONDE

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE

ACTUELLEMENT



A partir du 10 Mars

CHARLES BRONSON

Revient



UN JUSTICIER DANS LA VILLE N°2

Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT DENIS

4/28 mars

Centre Dramatique National des Alpes

ACTEURS

3 acteurs/3 spectacles

A. Garcia-Vallés/S. Rodanski
J.C. Wino/R. Roussel
P. Morier-Genoud/George

59 boulevard Jules Guesde
loc.243.00.59 (n° agences copar)

MUSIQUE

FIDELIO A L'OPERA

Le silence et le respect

La représentation de Fidelio donnée par le Théâtre de Chaillot de Paris était la cent-troisième depuis 1937, date à laquelle l'ouvrage de Beethoven a quitté la salle Favart pour entrer en répertoire du palais Garnier. Il ne devrait donc pas y avoir lieu de revenir sur ce qui est pour un fait acquis et réversible. N'est-ce pas représenté, depuis, Fidelio dans des lieux plus vastes, à l'Opéra, par exemple ? Le public s'en est-il plaint ? Pas le moins du monde. N'est-ce pas applaudi, à l'Opéra, l'Enlèvement au sérail, la Flûte enchantée ou le Freischütz, pour prendre les œuvres lyriques similaires et qui s'accommoderaient mieux d'une salle plus petite ? Sans doute. Alors qu'il est question de construire à la Bastille un nouvel Opéra de trois mille ou quatre mille places, c'est là, dire-t-on, un combat d'arrière-garde, perdu d'avance.

Perdons-le donc joyeusement, mais saisissons l'occasion de réaffirmer que le caractère dominant de Fidelio est l'intimité, comme en témoignent les détails de la partition orchestrale ainsi que l'absence entre des dialogues parlés et des morceaux chantés.

Sans doute certains passages, par leur puissance, laissent-ils entrevoir le jeune Wagner mais on a tendance de nos jours à confondre ce singulier (opéra-conquête) avec un drame lyrique selon la conception wagnérienne et à le présenter comme tel. Or que se produit-il ? Au lieu d'un ouvrage de proportions modestes, mais riche d'une sève qui fait par moments éclater le monde, le public découvre une grande œuvre curieusement mesquine par endroits, composite et assez décevante au fond. Personne n'ose le dire, naturellement, mais la réclame des applaudissements est un signe qui ne trompe pas.

Cette nouvelle production de Fidelio n'est-elle pas à la hauteur de ce qu'on attendait ? Sans doute les défaillances de l'orchestre dans l'ouverture n'incitent-elles pas à applaudir : elle s'est donc achevée

en silence qu'on aurait aimé moins respectueux. Silence encore après le premier duo, puis après l'air de Marceline si finement détaillé par Elizabeth Gale. Par la suite, silence toujours et partout, sauf après le grand air de Léonore, dans lequel Hildegard Behrens n'a pas réalisé de prouesses exceptionnelles cependant. Bousculons-on un jour le respect jusqu'à admettre que dans l'opéra classique les applaudissements sont parfois des transitions aussi nécessaires que des interludes et qu'ils rythment l'action en la faisant rebondir ?

Le public, donc sa part de responsabilité : il fallait applaudir Marceline, applaudir Rocco le bon géolier (Siegfried Vogel) quand il chante gaiement la puissance de l'air, applaudir les exultations de l'infâme Pizarro (Sigmund Nimsgern) sauvegardant d'avance sa vengeance : ils le méritaient bien. Le silence recueilli après l'air de Florestan, magnifiquement incarné par Jon Vickers, n'en aurait été que plus étonnant. C'est cela aussi, l'opéra, ce n'est même que cela. Mais à force de répéter que Fidelio est une œuvre politique, humaniste et engagée, on oublie que c'est un opéra, et on n'en jouit pas.

La conception assez intimiste de Seiji Ozawa accentuait encore l'impression de malaise, car, au lieu de gonfler les effets pour les adapter à la salle ou de dramatiser la partition, il l'a presque traitée comme une œuvre de musique pure. On notera d'ailleurs que l'orchestre a fait oublier, par la suite, la mauvaise impression du début.

Des décors de Reinhardt Zimmermann et de la mise en scène de David Walsh, enfin, il n'y a rien à dire puisqu'ils n'ont d'autre prétention que de se conformer à ce qu'ont voulu les auteurs. Sans doute peut-on le faire avec plus d'imagination, mais cela vaut mieux qu'une pseudo-exagération manquée.

GERARD CONDE
* Opéra, les 6 et 9 mars à 19 h 30.

LE CLAVECIN

D'ELISABETH CHOJNACKA

Pour convertir à la musique moderne, personne n'égale Elisabeth Chojnacka. Ce lutin rose monté précautionneusement sur des costumes, mais les deux yeux perçants comme des épis de froment entourés d'une couronne de lion, fait danser les pierres avec son clavecin tout le monde s'effrite par mille trons de souris, insaisissable comme l'eau ou le feu, et soudain comme une fantasmagorie cathédrale. Elisabeth Chojnacka personnelles inefficacement toute musique, comme Michel Portal ou les sœurs Labèque. On comprend que les compositeurs d'aujourd'hui lui dédient tant d'ouvrages.

Elle en avait réuni six, le 1^{er} mars à Radio-France, presque tous de fier caractère. Soule, peut-être, l'alliance avec un trio à cordes dans l'œuvre de Tomas Marco, n'était guère convaincante. Mais, commençant, une pièce toute récente du Polonais Zygmunt Krause, érigait un porche impressionnant : des appels impatients dans l'aigu, des trilles dans un motif bref et suspendu, descendant insensiblement à la manière des répétitions andalaises, d'idées originales, de timbres piquants, avant de conclure par les Anaphores, de François-Bernard Mache, jeu de lignes qui dialoguent, se décalent, se poursuivent, s'échangent, se poursuivent en un enchevêtrement très lumineux, d'une belle poésie sonore, où font de percussions mystérieuses resonnant encore les mille joyeux du clavecin.

JACQUES LONCHAMPT.

ROCK

EMMYLOU HARRIS A L'HIPPODROME DE PANTIN

La fidélité

Après un début d'année d'une rare pauvreté en concerts, en éclats musicaux, en rencontres un peu lyriques ou folles, une timide reprise s'amorce puisque, après Emmylou Harris qui se produit ce vendredi à l'Hippodrome de Pantin, d'autres prestations sont annoncées : Rory Gallagher lundi 8 à l'Olympia, et tout le mois de mars dans les régions, Human League le samedi 13 au Pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne, Iron Maiden dans le même lieu le 24 mars puis en tournée dans l'Hexagone, et, plus tard, dans le courant du mois d'avril, Carol King, Meat Loaf, Zethro Tull et sans doute Frank Zappa.

Un concert d'Emmylou Harris est assurément sans grande surprise, mais on y trouve aussi à chaque fois tant de charme, de plaisir musical et de vibrations émotionnelles que le rendez-vous est toujours heureux.

L'aventure d'Emmylou Harris est d'une constance inébranlable : il transcende à volonté et dans un style éblouissant les limites de la musique pop-country et rock. Aussi à l'aise

dans des titres de Hank Williams, de Robbie Robertson, de Dolly Parton, de James Taylor que dans ceux de John Fogerty, de Bruce Springsteen ou encore de Paul Siebel, dans du folk-country, du country-rock et dans des classiques du swing (How High the Moon). Emmylou Harris est d'abord un interprète incomparable qui, année après année, album après album, développe la variété de ses interprétations avec une voix limpide et chaleureuse, une voix pleine de « beat » qui sait prendre des accents « bluesy » (Harris a beaucoup travaillé sur le blues) pour chanter certaines ballades folk-country. Il y a une fidélité évolutive dans la démarche musicale d'Emmylou Harris. Il y a, dans la manière de mener sa barque dans les eaux pas toujours tranquilles de l'interprétation, une intelligence très fine et un instinct sûr.

CLAUDE FLÉORIÈRE.

* Hippodrome de Pantin ce vendredi 5 mars à 20 h 30. Albums distribués par W.E.A. Filipacchi Music.

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 5 mars

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

HIPPOLYTE, Chaillot, Génier (727-81-15), 20 h 30.
AVEZ-VOUS DES NOUVELLES DU DOCTEUR ? Grand Hall Montparnasse (233-80-78), 20 h 30.
POURQUOI C'EST COMME ÇA, La Source pavillonnaire (278-27-54), 21 h 30.
MR XYDZ, TAI Théâtre d'essai (278-10-79), 20 h 30.
LA FAMILLE LEBOVITCH, Tristan-Bernard (522-08-40), 20 h 30.
ACTEURS, Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), 20 h 15.
LES CAMPANIAQUES, Studio Bernard (783-64-66), 20 h 30.
L'ÉVEIL DU PRINTEMPS, Théâtre J.-Vilar, Soranex (772-38-80), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 20 h 30 : Bubbling brown sugar (Harlem années 30).
 Chaillot (727-81-15), 20 h 30 : Brian Wilson : Poyer, 18 h 15 : Les Mille et Une Nuits.

Odéon (325-70-32), 20 h 30 : Hedda Gabler.
 TEF (797-96-06), 20 h 30 : Gervoy-Chambord.
 Petite TEF (797-96-06), 20 h 30 : Teatro Porcupino.
 Centre Pompidou (277-12-33), Départs : 16 h : Le marché de l'Image ; 18 h 30 : Inu ilimani, Cinq ; 19 h : Cinema in the age of Pollock.
 Carré Silvia Mouton (531-28-94), 20 h 30 : Zaratoustra.
 Théâtre Musical de Paris (261-19-83), 18 h 30 : Orchestre de chambre de Pologne.
 Théâtre de la Ville (274-22-77) (voir Théâtre municipal de Paris).

Les autres salles

American Church (372-92-42) 20 h 30 : A Midsummer Night's Dream.
 Antenne (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.
 Antenne-Théâtre (202-34-31), 20 h 30 : Les Bonnes.
 Arts-Hébertot (387-23-23), 21 h : L'Etrangleur s'excite.
 Atelier (606-49-34), 21 h : Le Nœud.
 Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : La Tragedie de Carmen.
 Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 heures : Diable d'homme.
 Carmouche, Espe de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Écrits contre la Commune ; Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Elias Azoulay du Chaudron (328-97-04), 20 h 30 : Seli ; Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : De mémoire d'oiseau ; Théâtre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : Richard II.
 Comédie d'Art, Caillette (258-97-62), 20 h 45 : Paris à rebours.
 Châteaux de Vincennes (365-70-13), 21 h : Gerbe de blé.

CSP-Théâtre Paris-12 (343-19-01), 20 h 45 : Récitations de cloques.
 Côté international (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : La Religieuse ; Grand Théâtre, 20 h 30 : La Divine Comédie ; Repertoire, 20 h 30 : Pierre Abélard 1079-1142.
 Comédie Camardin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
 Comédie Indienne (321-22-22), 20 h 30 : La Servante amoureuse.
 Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 : Joël.
 Danton (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
 Edouard VII (742-57-49), 20 h 30 : La Danse du diable.
 Espace Cardin (266-17-30), 20 h 30 : Oratorio pour une vie.
 Espace Galté (327-95-94), 22 h : Stratégie pour deux jumeaux.
 Émission (278-46-43), 1. 20 h 45 : Le Marquis des maléfices, 22 h 15 : l'Alpage - II, 18 h 30 : Ballades, 20 h 15 : La pièce Shakespeare, la Comédie d'iver, 21 h : Protée.
 Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : Koude chapo.
 Galilé Montparnasse (322-16-18), 22 h : l'Os de cour.
 Galerie 55 (366-55-51), 20 h 30 : The Glass Menagerie.
 Hochette (326-38-99), 20 h 30 : La Comtesse ébahie ; 21 h 15 : La Leçon ; 22 h 30 : l'Augmentation.
 Jardin d'Émer (255-74-40), 21 h : Leçon de bonheur.
 La Brétière (874-76-99), 21 h : Le Divan.
 Lierre Théâtre (586-55-83), 20 h 30 : la Grande Peur dans le postage.
 Lacourière (544-57-34), Théâtre Noir : 18 h 30 : Une saison en enfer, 20 h 30 : Un amour de théâtre ; 22 h 15 : S. Joly ; Théâtre Ronger : 18 h 30 : Douc Quichotte ; 20 h 30 : Douc ; 22 h 15 : Pour une infante tendresse ; Petite salle, 18 h 30 : Pardon français.
 Madeleine (265-07-99), 20 h 45 : Du vent dans les branches du sautoir.
 Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 : la Confession d'Igor.
 Marigny (256-04-43), salle Gabriel (225-20-74), 21 h : Le Garçon d'appartement.
 Mathurien (265-35-02), 21 h 15 : Jacques et son maître.
 Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
 Michodière (742-95-22), 20 h 30 : la Pantomime.
 Moderne (280-09-30), 20 h 30 : Trio.
 Montparnasse (320-89-90), 21 heures : Trahisons ; Petite salle, 21 h : Un cri.
 Nouveautés (770-52-76), 21 h : Folle Amanda.

CENTRE CULTUREL CANADIEN
 5, rue de Constantine (74)
 551-35-73. M. Invalides
 MARDI 9 MARS, à 20 h 30
MARKHAM & BROADWAY
 plantées - duettistes
 Œuvres de MOZART, PAUK,
 STRAVINSKY,
 DEBUSSY et LISZT.
 Entrée libre

28/2-14/3
 Tél : 968 00 22
FESTIVAL INTERNATIONAL DE THEATRE GESTUEL AUTRE THEATRE
 Maison de la Culture 83
 Aulnay-sous-Bois et
 Clichy-sous-Bois
FESTIVAL
 PROGRAMME FESTIVAL CAYAT
 A AULNAY ET AULNAY-BOIS

LE GROUPE
tse
 JOUE
trio

ARIAS exerce à jongler du réel et du fantastique.
L'HUMANITÉ DIMANCHE
 Un spectacle entêtant jusqu'à l'envoûtement...
TELERAMA
 Un humour aigu, une tendresse poignante...
LE NOUVEAU OBSERVATEUR
 Il faut sauver le jeu des comédiens...
LE MATIN
 Une nouvelle leçon de théâtre !
LIBÉRATION
 Avec le Groupe TSE le plaisir est assuré...
RÉVOLUTION
 Si vous ne faites pas encore partie des fidèles du Groupe TSE, joignez-vous à eux !
LE PARISIEN

THEATRE MODERNE
 15, rue Blanche 75008, 20-09-30 et 55-04-03

5 MARS
 GAYEAU 21 H.

SANTOS

THEATRE des ARTS
 JACQUES HEBERTOT

Jean-Pierre MARIELLE

L'Etrangleur s'excite
 de Erik NAGGAR
 Mise en Scène :
Jean ROCHEFORT

M. CHRISTINE DESCOUARD
ANCONINA
 et
LE COQ
 LOC. 387.23.23

THÉÂTRE 71

CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE
 3, place du 11 novembre, 92240 MALAKOFF
 Métro : Malakoff - Plateau de Vélizy
 (à 200 m. du Théâtre 71)
 La Compagnie
CHARBONNIER-KAYAT
 présente :

Félix MARTEN, Christian MERY, Armand MESTRAL, MOULOUDJI, Lucie DOLENE, Liliane PATRICK, Jean-Pierre VAGUER
 et
 Patrice BOURRET, Robert DULLIER, Evelyne GELLER, Gillian GILL, Christian FRODEVAUX
 dans

PARIS BY NIGHT ou le Bal des Ombres

Spectacle musical de MOULOUDJI
 Mise en scène : Guy KAYAT
 Décors et costumes : Pierre-Noël Drain et Philippe GRATTSON
 Arrangements et direction musicale : Jean BERNARD

Du 27 février au 27 mars à 21 h
 dimanche 17 h, relâche le lundi
 Prix des places : 80 F et 40 F
 Renseignements-location : 656-43-45 et 3 FNAC

CARLA BLEY

Tournée Française du 16 au 23 Mars
 en concert à Paris le 16 Mars
 Maison de la Radio

DISCOGRAPHIE : WATT 001 TROPIC APPETITES
 WATT 002 WITH MICHAEL MANTLER
 WATT 003 DINNER MUSIC
 WATT 004 EUROPEAN TOUR 1977
 WATT 005 SOCIAL STUDIES
 WATT 006 MUSIQUE MÉCANIQUE
 WATT 007 HYPNOCATOR OVER THE HILL
 ECM

maria bethânia

le 8 mars
 à la Mutualité à 18 h
 concert pour la fête des femmes

NANTERRE AMANDIERS LOCATION 721.18.81
 du 3 au 7 Mars: Le TALLER d'AMSTERDAM présente "LE DESERT"
 Spectacle multimédia Création mondiale
 du 3 au 12 mars: Exposition du TALLER d'Amsterdam. Œuvres individuelles
 3^{ème} BIENNALE VOIX, THEATRES ET MUSIQUES D'AUJOURD'HUI

cabaret satirique
tout ça c'est destiné normale
 de Karl VALENTIN et Liesl KARLSTADT
 mise en scène Jean-Louis HOURDIN
 THEATRE FIRMIN GEMER, au 10, rue François Arago ANTONY
 REP. M. Antony, nouvelle départ théâtre Firmin Gemer
 renseignements et location place Firmin Gemer 666.02.74 - 3 FNAC

Cathy Berberian

mUSICA

un concert unique
 Samedi 6 Mars 1982 à 21 h.

Maison de la Chimie
 28, rue Saint-Dominique 75007 Paris

Réservations :
 Librairie Des femmes, 74 rue de Seine 75006 Paris
 et sur place le jour même à partir de 19 h.
 Prix des places : 80 F.

Panorama mondial Haute Fidélité et Vidéo.
 voir... entendre... comparer



FESTIVAL INTERNATIONAL SON & IMAGE VIDEO

Exposition Haute-Fidélité et Vidéo
 300 constructeurs français et étrangers

Journées d'Études
 Vidéo - Son et Image - Acoustique

Programme Artistique et Animations
 Chaque jour à partir de 10 h

10/14 mars 1982 - Palais des Congrès - Paris - Porte Maillot

De 10 h à 20 h - samedi 13 jusqu'à 22 h. entrée 20 F - étudiant 12 F - Journées professionnelles 7-8-9 mars

Organisation S.D.S.A. 20, rue Hamelin, F-75116 Paris - Téléphone 505 13 17 - Téléc 630 400

JUSQU'AU 14 MARS
les oubliettes
JÉRÔME DESCHAMPS
MICHEL GUIGON
Comique fabuleux. Un grand numéro d'acrobate.
Gratuitement inépuisable.
C'est le théâtre, sa jeunesse, sa vigueur de confrontations.
THEATRE GERARD PHILIPPE
LOC. 242-53-54 FNAC - AGENCES - ODFAR

MAISON DES ARTS CRETEIL
du 3 au 21 mars
Racine ANDROMAQUE
Stuart Seide
créée au Festival d'Avignon 81
Place Salvador Allende, tél. 899 94 50
M. Creteil Prefecture

de mémoire d'oiseau...
théâtre de l'aquarium CARTOUCHERIE 374.99.61

DERNIÈRE LE 27 MARS 1982
T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 603 60 44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER
Sherlock Holmes
de SIR ARTHUR CONAN DOYLE
et WILLIAM GILLETTE
Adaptation française de GUY DUMUR
Mise en scène de MICHEL FAGADAU
Musique de ISABELLE HUGHES
Décors de MARIO FRANCESCHI
Costumes de ROGER JOUAN
AVEC
PAUL GUERS
FRANÇOIS MAISTRE
VIVIANE ELBAZ
FRANÇOISE CAILLAUD
YVES PIGNOT
PHILIPPE BRIGAUD
JACQUES TESSIER
ET
PHILIPPE LAUDENBACH
GEORGES AUDOUBERT
SOPHIE DESCHAMPS
FERNAND BERSET
JEAN SAUDRAY
GASTON VACCHIA
BORIS AZAÏS
DANIELE CHUTAUX
Réalisation sonore de FRED KIRLOFF
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat) - Parking à 100 m
LOCATION THEATRE (603 60 44) FNAC et AGENCES

SPECTACLES

théâtres

Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : *Pan-vre France*.
Porte (548-52-97), 21 h : *Berou baroque*.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : *Le Charpentier*.
Seals (261-64-00), 20 h 30 : *Les Caprices de Marianne*.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : *Le Cœur sur la main*.
Studio Fortuna, 21 h : *Paroles d'infâmes*.
Studio-théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 : *Quelle belle vie, quelle belle mort*.
T.A.L. - Théâtre d'Essai (276-10-79), 20 h 30 : *La Maison de Bernarda*; 22 h : *Théâtre des jours*.
Théâtre d'Édipe (322-11-02), 20 h 30 : *Vampire au pensionnat*; 22 heures : *Nous on fait où on nous dit de faire*.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : *Le Président*; 22 h 30 : *Ruisselle Juliette*.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h 30 : *Henri IV*.
Théâtre de la Mer (520-74-15), 20 h 30 : *Vous ne pouvez pas jouer avec moi ?*.
Théâtre de la Plaine (250-15-65), 20 h 30 : *Le Dernier des métiers*; *L'Équarrissage pour tous*.
Théâtre Préfaut (203-02-55), 20 h 30 : *Pentagone*.
Théâtre des Quatre-Cents Coups (632-01-21), 20 h 30 : *Nairobi University Players*; 22 h 30 : *La folie*.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : *L'Amant anglais*; *Petite salle*, 20 h 30 : *Virginia*.
Théâtre 13 (389-05-99), 20 h 30 : *Le Can-can*.
Théâtre 18 (226-47-47), 22 h : *Lettre au père*.
Variétés (233-09-92), 20 h 30 : *Chéri*.

Les cafés-théâtres

Am Béc fin (296-29-35), 19 h : *Théâtre chez Laurent*; 20 h 15 : *Toto-Bahut*; 21 h 30 : *Le Président*; 22 h 45 : *Patrick et Philomène*.
Blanc-Manteaux (887-15-44), 21 h 30 : *Les Démones Loulou*; 22 h 30 : *Des boules dans l'œuf*; 23 h 30 : *Qui a tué Betty Grand ?*; 22 h 30 : *Papote*.
Café d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : *Tiens, voilà deux boudins*; 21 h 45 : *Marguerite d'Anjou*; 22 h 15 : *L'Amant du bon vieux fils*; 23 h 30 : *Le Vengeur de son père*; 21 h 45 : *C'est ça ou le chômage*.
Comète (277-41-40), 20 h 30 : *Un jéré et deux boules*; 22 h 30 : *Djane*; 21 h 15 : *F. Blanche*.
La Gaspésie (367-62-45), 22 h : *Les Méfaits du tabac*; *La Fleur à la bouche*.
Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : *Doubly... le good*; 22 h 15 : *L'as pas vu mes bananes ?*.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : *Ca alors*; 21 h 30 : *Du roman sur les bûches*; 22 h 30 : *Les Chocottes*.
La Soupe (278-27-54), 21 h 30 : *Pourquoi c'est comme ça*.

Splendid Saint-Martin (208-21-93), 20 h 30 et 22 h : *Papy fait de la résistance*.
Le Tartamare (887-33-82), 18 h 30 : *Lime, C. Epinal*; 20 h 30 : *Phédon*.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 15 : *Connaissez-vous cet arbre ?*; 21 h 30 : *Il en est... de la police*; 22 h 30 : *Teleny*.
Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30 : *Cat-pourteurs d'images*; 22 h 30 : *Ensemble de musique acoustique*.
Vingt-cinquième heure (439-36-99), 21 h : *Théophile*; 22 h : *Rimailles*.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : *Achetez français*.
Demo-Artes (606-10-26), 21 h : *C'est pas tout rose*.

Comédies musicales

Renaissance (208-18-50), 20 h 30 : *Soleil d'Espagne*.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h 45 : *L. Rochet*.
Casino de Paris (874-26-22), 20 h 30 : *Amis Girardin*.
Espace Gaîté (327-55-94), 20 h 15 : *J. Berth*.
Espace Marais (271-10-19), 22 h 30 : *Fastidius*.
Ensemble (278-46-42), 18 h 30 : *Sara Alexand*.
Fonaine (874-74-40), 22 h : *Lacombé Asselin*.
Gyron (246-79-79), 21 h : *Le Grand Orchestre du Splendid*.
Huchette (326-33-99), 18 h 30 : *Nicole Vassel*.
Lauréate (544-57-34), 22 h 30 : *Jean-Luc Salmon*.
Olympie (742-25-49), 21 h : *Y. Dussel*.
Palais des Sports (828-40-90), 21 h : *Holiday on ice*.
Pollinaire (261-42-53), 20 h 45 : *Alex Métyer*.
La Tautière (566-94-23), 20 h 45 : *J. Treese, D. Levallet*.
Troisième de Buenos-Aires (260-44-41), 21 h : *Duo H. Solign, U. de Lia*.

La danse

American Center (321-42-20), 21 h : *S. Hayman-Chaffey Plus Two*.
Palais des Congrès (758-27-78), 20 h 30 : *La Belle au bois dormant*.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : *Les danseurs du Tanga*.
Théâtre des Champs-Élysées (723-47-77), 20 h 30 : *Ensemble national de Pologne Slesk (Dern.)*.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : *Ballet Antonio Gades*.

Les concerts

Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : *O. Billieux, P. Bivon (Lecier, Bach, Couperin...)*.
Grand Auditorium, 20 h 30 : *Orchestre national de la Radio-Télévision polonaise, dir. : J. Kasprzyk, sol. : P. Paleczny (Szymanovsky, Schumann)*.
Salle Gaveaux, 21 h : *T. Santos (Bach, Albiniz, Barrios, Tárrega, Scarlatti)*.
St-Jules-le-Pauvre, 21 h : *G. Bessina, B. Charbonnier, P. Bismuth, Cl. Gardelli, J.-Cl. Veillon (Mozart)*.
Hôtel Hérouet, 20 h 30 : *S. Escure (Bach, Sorbenna, Amphithéâtre Richelieu)*.
**12 h 30 : D. Erli (Bach, Paganini, Jolivet).
Salle Pleyel, 20 h 30 : *R. Serkin (Beethoven)*.
Eglise St-Denis, au Marais, 20 h 30 : *C. Wells, N. Allcott (Byrd, Purcell, Couperin, Bach)*.
Lacourrière, 19 h 45 : *M. Winthrop, P. Panet (Tchikowski, Bach, Kreisler)*, 21 h : *P. Agertzer (Beethoven)*.
Centre culturel 17, 20 h 30 : *F. Moriconi, P. Antoine (Dowland, Bach, Petit, Villeneuve)*.
Eglise Interdenarienne St-Jean de Grands, 20 h 30 : *O. Schneebeli, M. Friedel (Blow, Purcell, Byrd)*.
Jazz, pop, rock, folk
Bollinger (272-87-82), 22 h : *Ph. Petit, Zool Fitcher*.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : *D. Doris*.
Capelle des Lombards (357-24-24), 22 h : *Algo Nuevo*.
Cloître des Lombards (233-54-09), 22 h 30 : *Night People*.
Club Sain-Germain (222-51-09), 22 h 30 : *Rhoda Scott*.
Départ-Vente (637-31-87), 22 h : *Jezabel Rock*.
Duo (584-72-00), 20 h 30 : *F. Frith, P. Martin*.
Feeling (271-33-41), 22 h 30 : *J.-Y. Colson, J.-J. Avenel, J. Sicard*.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : *Golden Gate Group*.
Givro (700-78-88), 22 h : *Night Club*.
Hippodrome (205-25-68), 20 h : *Emmy Lou Harris*.
New Morning (523-51-41), 21 h : *Sugar Blue*.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 30 : *N. Simone, Petite salle*; 20 h 45 : *J. Barrense Dias*.
Petit Opéra (236-01-36), 22 h : *S. Stitt, R. Utterger, P. Michel, E. Desvies*.
Porte Saint-Martin (607-37-53), 20 h 45 : *Carole Laure, Lewis Furey*.
Rex (236-53-98), 22 h : *Nuit jungle*.
Slow Club (233-84-30), 21 h 30 : *M. Sanry*.
Théâtre Noir (797-45-15), 20 h 30 : *Marin St-Pierre*.
Vieille Église (321-33-01), 20 h : *Y. Lantou*.**

En région parisienne

Antony, Th. F-Génier (666-02-74), 21 h : *Tout ça c'est une destinée normale n° 2*.
Argenteuil, C.C.M. (961-25-29), 20 h 45 : *Vendredi ou les limbes du Pacifique, soir*.

Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 19 h 30 : *Propos de petit déjeuner à Miami*; 20 h 30 : *Marina Fieda*.
Amilly-sous-Bois, Maison de la Culture (568-00-22), 20 h 30 : *Carlos Truffel*.
Centre P. Souchy (869-96-96), 21 h : *La Nuit du Blanc*.
Bagnex, Théâtre Victor Hugo, 21 h : *J. P. Farris*.
Boulogne, Théâtre Paul Eluard (982-20-88), 21 h : *Haute tension, rock*.
Boulogne, MC (831-11-43), 20 h 30 : *La Vierge Histoire de...*.
Boulogne, T.R.B. (603-60-44), 20 h 30 : *Sherlock Holmes*.
Châtillon, C.C.C. (697-22-11), 21 h : *La Nœc chez les petits-bourgeois*.
Chelles, Théâtre (421-20-36), 20 h 30 : *Fin de siècle*.
Clichy-la-Garenne, Théâtre Rutebeuf (731-11-53), 18 h 30 : *Dien aboie-e-ai ?*.
Colonne, M.L.C. (782-42-70), 20 h 30 : *Sextet (film rencontre)*.
Corbeil-Essonnes, C.C. P-Neruda (089-00-72), 20 h 45 : *Solaris*.
Évry, Salle des Fêtes (494-80-90), 21 h : *Aristide Padigra*.
Évry, Agora (077-93-30), 21 h : *J. Hally-day*.
Fontainebleau, Forum (422-33-62), 21 h : *C'est pas moi, c'est l'autre*.
Gagny, Théâtre (793-26-30), 20 h 45 : *Perspectives ultérieures*.
Ivry, Studio (672-37-43), 20 h 30 : *L'Inconnu et le Fou*.
Jouarre, Cinéma Le Royal (883-22-26), 21 h : *L. Mayereau*.
Malakoff, Théâtre 71 (655-43-45), 21 h : *Paris by night ou le bal des ombres*.
Mantes, C.C.M. (626-41-20), 20 h 30 : *Marcelo Tamayo*.
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : *Le Dément*.
Nemilly, Athlétique (624-03-83), 21 h : *Nemilly*.
Noisy-le-Sec, salle G. Philippe (549-01-73), 20 h 30 : *Règles sur le mont Gellert*.
Saint-Cyr-l'École, C.C. E-Trois (058-45-75), 21 h : *Le Prix Martin*.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), 20 h 30 : *Les Oubliettes*.
Saint-Maur, Rond-Point Liberté (889-22-11), 21 h : *F. Amant militaire*.

le Saperleau
PROLONGATION
JUSQU'AU 13 MARS
salle Roger Delange - Grand place à Lille
la salamandre
(80) 54.52.30

CCF. LA BANQUE DES REUSSITES.



MAJORETTE, 3^{ème} CONSTRUCTEUR MONDIAL DE VOITURES MINIATURES.

En 1961, la Société Majorette démarrait dans un atelier de 250 m² avec un petit capital. Le CCF était son banquier. Majorette est maintenant le 3^e producteur mondial de voitures miniatures, avec un chiffre d'affaires 1980 de 175 millions de francs, dont 56 % à l'exportation, et dispose de filiales à l'étranger. C'est une réussite.

Aujourd'hui, Majorette travaille toujours avec les hommes du CCF. Que vous soyez entrepreneur

ou particulier, le CCF vous fait profiter de toutes ses compétences et de toutes les informations qu'il reçoit du monde entier. Et il sait tout le prix qu'attachent ses clients aux réactions rapides.

Pour vous aider à réussir, vous ne pouvez trouver de partenaires plus responsables que les hommes du CCF.

Crédit Commercial de France.



SPECTACLES

théâtre de gennevilliers 793.26.30

"PERSPECTIVES ULTÉRIEURES!"
F.X. KROETZ
avec Denise Peron, mise en scène Gilles Atlan
texte français: F. Rey

GAUMONT AMBASSADE - FRANCAIS PATHE - GAUMONT RICHELIEU
WEPLER PATHE - MONTPARNASSE PATHE - GAUMONT SUD - GAUMONT LES HALLES
NATION - PLIN ST JACQUES - SAINT MICHEL - STUDIO ST GERMAIN



EMILE GENEST - JULIETTE HUOT - DENISE RUAULT
CARMEL ARCAUD - PIERRE CLUZEL - SERGE DUBRE - ANNE LITVINCHUK - DANIEL CECILIAN - STEPHANE AUDRAN - NINA LAURENT
Distributeur: Les Films de France

EVRY Gaumont - CHAMPIGNY Multiciné Pathé - ASNIERES Triplex - PARY 2
LE BOURGET Avicor - ORSAY Ulys 2 - RUEIL Ariel - DEFENSE 4 Temps

OLYMPIQUE BALZAC ÉLYSÉES - OLYMPIC ENTREPOT
OLYMPIC LUXEMBOURG - ACTION RÉPUBLIQUE

ILS NE SONT PAS TOUS MORTS...

PHILIPPE LEOTARD - NATHALIE BAYE - BULLE OGIER



Un film de EDUARDO DE GREGORIO

MARIGNAN PATHE - PAGODE - VANTAGEON - ATHENA
CINE BEAUBOURG - GAUMONT OUEST Boulogne
CZL SAINT-GERMAIN - 4 TEMPS La Défense - ARGENTEUIL



UN FILM DE JEAN JACQUES BEINEIX

4 CÉSARS LE FILM QU'IL FAUT VOIR

Cette semaine dans Le Monde

Les femmes en politique

La politique est encore une chasse gardée des hommes. Mais les femmes y sont maintenant bien présentes et aspirent aux pleins pouvoirs.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans.
(**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
La Belle que voilà, de J.-P. Le Chanois; 19 h. Hommage à George Cukor, Tinseltown Lady, de G. Cukor; 21 h. Jacques Prévert et le cinéma: Un oiseau rare, de R. Portier, scénario et dialogue de J. Prévert.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h. Gardiens de phare, de J. Gremillon; 17 h. dix ans du forum de Berlin 1971-1980: Films expérimentaux: Zorro, Lemma, de H. Frampont; 19 h. Les Évadés de la nuit, de R. Rosellini.

Les exclusivités

ALLEMAGNE MERE ELAFARDE (A.L. v.o.): Marnia, 4 (278-47-86).

L'AMOUR DES FEMMES (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-45-48).

LES ANGES DE FER (A.L. v.o.): 14 Juillet-Parnasse, 6 (326-58-00); Racine, 6 (633-43-71); 14 Juillet-Bastille, 11 (357-50-41).

AKHIRE (A.L. v.o.): U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A.L. v.o.): Saint-Michel, 9 (326-79-17); George-V, 8 (562-41-46); V.I.: 3 Hansmann, 9 (770-47-55); Parnasse, 14 (329-83-11); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

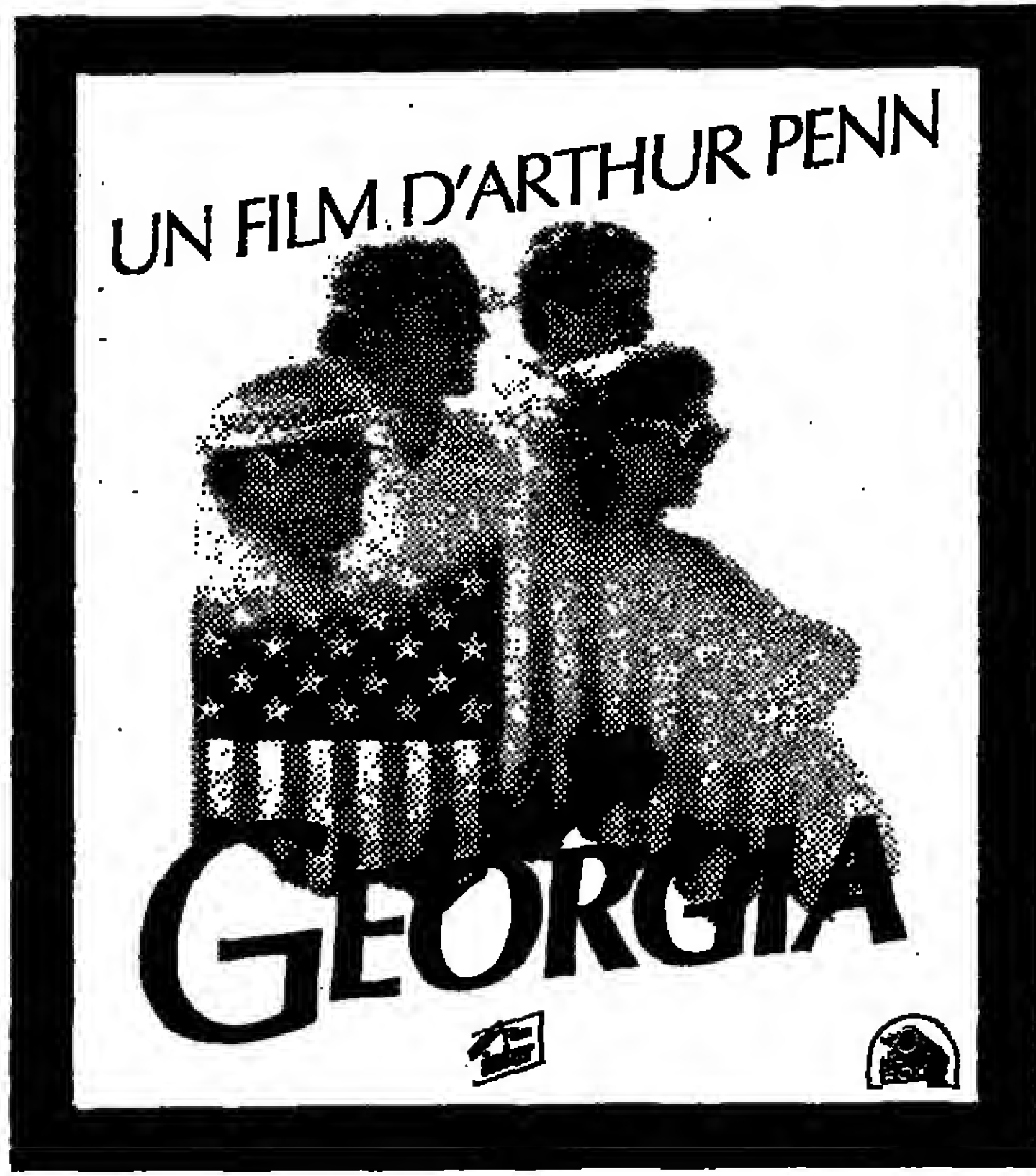
LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

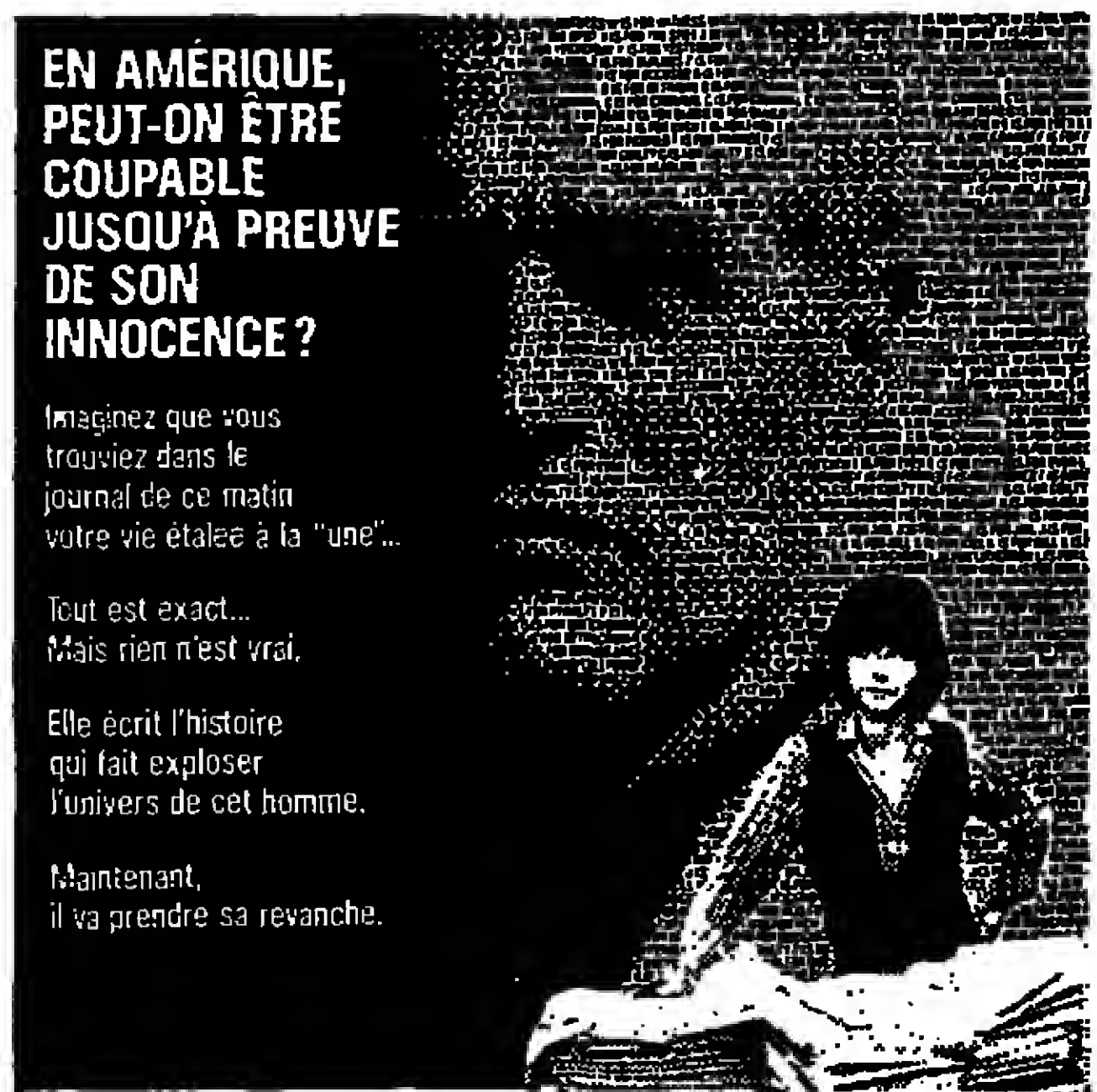
LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Odeon, 2 (261-50-32); Bruguier, 9 (222-57-97); U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrail, 14 (359-52-45).

LE BATEAU (A.L. v.o.): U.G.C. Danton, 6 (322-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (35



En V.O. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ODÉON - STUDIO MÉDICIS. En V.F. : PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLÉANS - VILLAGE NEUILLY - PARAMOUNT La Varenne - CLUB Colombes - BUXY Valdière.



PAUL NEWMAN SALLY FIELD
ABSENCE DE MALICE

PARAMOUNT CITY TRIUMPH (v.o., Dolby) - PARAMOUNT ODÉON (v.o., Dolby) - PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) - PARAMOUNT OPÉRA (v.f.) - MAX-LINDER (v.f.) - PARAMOUNT BASTILLE (v.f.) - PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - PARAMOUNT MONT-PARNASSE (v.f.) - ST-CHARLES CONVENTION (v.f.) - PARAMOUNT ORLÉANS (v.f.) - PARAMOUNT Gobelins (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.) - 3 SECRETAN (v.f.) - PARAMOUNT La Varenne - CLUB Colombes - ARTEL Villeneuve - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - MÉLIES Montreuil - STUDIO Parly 2 - U.G.C. Poissy - ULIS Orsay - 4 TEMPS La Défense - ALPHA Argenteuil - U.G.C. Conflans - CLUB Les Mureaux - PARINOR Aulnay.



LE DROIT DE TUER

SPECTACLES

cinémas

LITAN (Fr.) (*) : Impérial, 8 (742-72-52) ; Ciné-Beaubourg, 4 (271-52-36) ; Odéon, 5 (533-79-38) ; Ambassade, 3 (339-14-08) ; Parassius, 14 (529-83-11) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).
MAD MAX (Austr. v.o.) (***) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; V.F. Bouquet, 6 (223-57-97) ; Maxville, 9 (770-72-86).
MA FEMME S'APPELLE REVIENS (Fr.) : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Marignan, 8 (359-52-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (322-19-23).
MÉPHISTO (Hong. v.o.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

ABSENCE DE MALICE, film américain de Sydney Pollack, v.o. : Studio Médicis, 5 (533-79-38) ; Paramount Odéon, 5 (533-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; V.I. : Paramount-Bastille, 12 (345-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14 (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14 (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; Paramount-Maillet, 17 (758-24-24).
LE BOURGEOIS GENTILHOMME, film français de Roger Coggio : Gaumont-Vallée, 1 (297-45-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Quartier Latin, 3 (326-84-65) ; Montparnasse 83, 6 (544-14-27) ; George-V, 9 (562-41-46) ; Aldéa, 12 (343-00-65) ; Pavane, 13 (331-60-74) ; Broadway, 16 (527-41-16).
IL ÉTAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX : LES FLOURETTE, film américain de Les Ploofe, film : Halls, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (235-56-70) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Saint-Germain Studio, 5 (635-63-20) ; Ambassade, 8 (339-14-08) ; Francis, 9 (770-72-86) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Patbé, 14 (322-19-23) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-48-42) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Wepler, 18 (522-46-01).
LA MÉMOIRE COURTE, film français d'Edoardo de Gregorio : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Action République, 11 (805-51-23) ; Olympia-Entrée, 14 (542-67-42) ; Olympia Balzac, 8 (561-10-07).
NAPOLEON, LE PETIT BERNARD BLEU, film soviétique d'Edouard Botscharov, v.f. : Cosmos, 6 (544-28-80) ; H.sp.
PABLO PICASSO, film français de Frédéric Rossif : Moris, 1 (260-43-99) ; 43-99) ; Paramount-Marivaux, 2 (296-80-40) ; Studio Alpha, 5 (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6 (325-83-93) ; Monte-Carlo, 8 (225-09-45) ; Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; Paramount-Maillet, 17 (758-24-24).
REGLES, RITES, film français d'Alain Resnais : La Pagode, 7 (705-12-15).
WOLFEN (**), film américain de Michael Waldegrave, v.o. : U.G.C. Odéon, 5 (533-79-38) ; Ermitage, 8 (339-14-08) ; Magic Convention, 15 (828-42-27) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse, 14 (322-19-23) ; U.G.C. Gobelins, 12 (336-23-44) ; Muret, 16 (651-99-75).

MILLE MILLIARDS DE DOLLARS (Fr.) : Capri, 2 (508-11-69) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6 (322-42-52) ; U.G.C. Romaine, 6 (631-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 9 (723-69-23) ; U.G.C. Caméo, 9 (246-64-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Favette, 13 (331-60-74) ; Mésange, 14 (320-89-52) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16 (727-49-75) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (536-10-96).
MUR MURS ET DOCUMENTAIRE (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (326-58-00).
NOCES DE SANG (Esp. v.o.) : Studio de la Harpe-Huchez, 5 (633-08-40).
LE PETIT LORD FAUNTILEROY (A., v.f.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).
POPEYE (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).
LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.) : Paramount Odéon, 5 (325-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; V.I. : Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14 (322-19-23).
LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Ambassade, 8 (339-14-08) ; Colisée, 8 (339-25-46).
PRUNE DES BOIS (Belg.) : Rivoli, 4 (272-63-32) ; Banque de l'Image, 5 (329-41-19).
QUI CHANTIE LA-BAS ? (Yong. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (329-48-18) ; Luccas, 6 (544-57-34).
RAGTIME (A., v.o.) : Forum, 1 (297-55-74) ; Chry Palace, 5 (354-07-76) ; Saint-André-des-Arts, 6 (329-48-18) ; Montparnasse, 14 (322-19-23) ; V.I. : Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14 (322-19-23) ; Passy, 16 (288-62-34) ; Paramount Studio, 17 (758-24-24).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : La Royale, 8 (265-82-66) ; Napoléon, 17 (380-41-46).
SAVAT NOVA (Sov. v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80).
LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Richelieu, 2 (235-56-70).
STRESS ES TRES TRES (Esp. v.o.) : Studio Alpha, 5 (354-39-47).
TETE A CLAQUES (Fr.) : Gaumont-la-Halle, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (235-56-70) ; Marignan, 8 (359-52-52) ; Saint-Léon-Paquet, 8 (337-35-43) ; Francis, 9 (770-72-86) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Favette, 13 (331-60-74) ; Montparnasse Patbé, 14 (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Clichy Patbé, 18 (522-46-01).
TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) : Marignan, 8 (359-52-52) ; Marignan, 8 (359-52-52) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse Patbé, 14 (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00).
TRANSES (Mar. v.o.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).
TROP TROP TROP TARD (Fr.) : Forum, 1 (297-55-74) ; Action République, 11 (805-51-23).
UNE ÉTRANGE AFFAIRE (Fr.) : Studio Jean-Cortese, 5 (354-47-62) ; Elysees Petit Show, 9 (225-47-29) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (322-19-23).
LES JINS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Marignan, 8 (359-52-52).
VERS LE SUD (v.o.) : Forum (297-55-74).

RADIO-TÉLÉVISION

LE PROJET DE LOI

Arbitrage et autonomie

(Suite de la première page.)

Mais pendant dix mois la télévision aura été sur la sellette, qu'il s'agisse de l'information qu'elle dispense ou des programmes qu'elle propose : une « crise » réelle mais exploitée avec succès, un « divorce » entre les téléspectateurs et leurs écrans familiaux. Une crise dont le curieux mérite est de rendre plus indispensable encore la nouvelle loi et l'inconvénient de rendre suspecte toute intervention du gouvernement en matière d'audiovisuel, et en premier lieu la loi qu'il élabore.

Ne serait-ce que pour cette raison, le principe d'une haute autorité, indépendante, inamovible et seule habilitée à arbitrer les conflits de tous ordres qui agitent l'univers de l'image et du son, apparaît salutaire. C'est pourtant ce principe qu'étranglant les syndicats contestent aujourd'hui — les journalistes n'ont-ils vraiment plus besoin d'être protégés des pressions ou ces mêmes syndicats estiment-ils que ce rôle d'arbitre leur revient ? — comme ils se montrent peu satisfaits des autres propositions du gouvernement : mais n'est-ce pas leur fonction d'être méfiant ? Leur fonction en tout cas, on le rappelle avec force à Montignon, n'est pas de décider de ce que doit être ou ne pas être la loi, le rôle restant au Parlement. Ils auraient du mal d'ailleurs à intervenir puisque le projet de loi est maintenant entré dans sa « dernière ligne droite » : un comité interministériel se réunira le 9 mars pour lever les incertitudes qui subsistent encore, en tenant compte, bien sûr, des réflexions que les syndicats auront pu leur faire dans les quatre jours qui restent ; le projet sera présenté au conseil des ministres du 24 mars pour être soumis à l'Assemblée nationale dès le début de la session d'avril.

Indépendance et gestion

Trop d'aspects restent en suspens pour qu'une philosophie générale puisse être tirée des confidences de MM. Mauroy et Fillioud. Il semble cependant, entre ce qui a été précisé et les bruits qui circulent déjà abondamment, que quelques grands traits caractéristiques puissent être dégagés.

L'indépendance à l'égard du pouvoir sera assurée grâce à la Haute Autorité, qui garde le rôle d'arbitre

assigné par la commission Moynet, mais non celui de gestionnaire, car les grands choix de politique industrielle ou les décisions engageant largement les fonds publics ne peuvent relever que d'un gouvernement ou d'un Parlement. C'est notamment le cas pour la décision concernant les satellites ou la télédiffusion.

Dans la ligne de la loi de 1974, d'autre part, les différents organismes garderont leur autonomie les uns par rapport aux autres. Cet aspect, qui avait gêné les syndicats et fortement heurté le corporatisme puissant des gens de radio et de télévision, se trouve d'ailleurs renforcé puisque de nouvelles sociétés vont être créées à partir des anciennes, confirmant ainsi le démantèlement du système unitaire. La « diversification » des structures audiovisuelles peut cependant préserver leur ouverture et favoriser l'évolution ; préalable ou imprévisible, des techniques et des mentalités en matière d'audiovisuel.

Si l'Etat gardera bien un monopole de la diffusion, encore qu'on ne sache toujours pas de qui dépendra T.D.F., il semble qu'on s'achemine vers un abandon progressif du monopole de programmation, là encore cette politique correspond aux évolutions inévitables du système audiovisuel.

La régionalisation progressive, et largement laissée à l'inspiration des régions elles-mêmes — et non pas soudaine et définitive, comme le prévoyait la commission Moynet — est encore un des points essentiels de la prochaine réforme.

Dans l'ombre restent quelques éléments cruciaux : le statut des radios périphériques, même si l'on croit savoir qu'elles pourraient se voir dotées d'un cahier des charges ; les nouvelles techniques, et notamment les satellites de télécommunication, mais elles ne dépendent pas de la loi, si la loi peut favoriser leur développement ; les rapports avec le secteur privé. Dans l'ombre surtout, le coût de la réforme. Quant à ce nouveau caractère révolutionnaire du texte qui sera voté, a avoué M. Fillioud, il n'est que de jeter un œil sur les systèmes audiovisuels de quelques autres grands pays occidentaux : on ne fait que ce qui existe, on ne le fait que mieux.

FREDERIC EDELMANN.

La lettre et l'esprit

Le gouvernement a retenu, comment ne pas s'en féliciter, le principe d'une haute autorité, principe avancé par la commission Moynet. Une haute autorité, dont les membres nommés pour six ans, renouvelables par moitié tous les trois ans, sont inamovibles. Première garantie d'indépendance. L'indépendance se mesure aussi au mode de désignation de ceux qui en feront partie. C'est là que le bât risque de blesser. Faites les comptes : avec deux membres choisis par l'Assemblée nationale, si l'on considère que les représentants du Sénat, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat ne relèveront pas forcément de la sensibilité dominante depuis le 10 mai, on peut craindre en effet que la voix prépondérante donnée au président de la haute autorité en cas de partage des voix ne se fasse très souvent entendre. Trop souvent dans le sens de la majorité.

Les jeux ne sont pas faits. Le conseil interministériel, qui doit se réunir mardi prochain, après avoir entendu les suggestions des syndicats, peut encore améliorer ce projet. Pourquoi ne pas suivre le rapport Moynet qui autorisait, en effet, ces six mem-

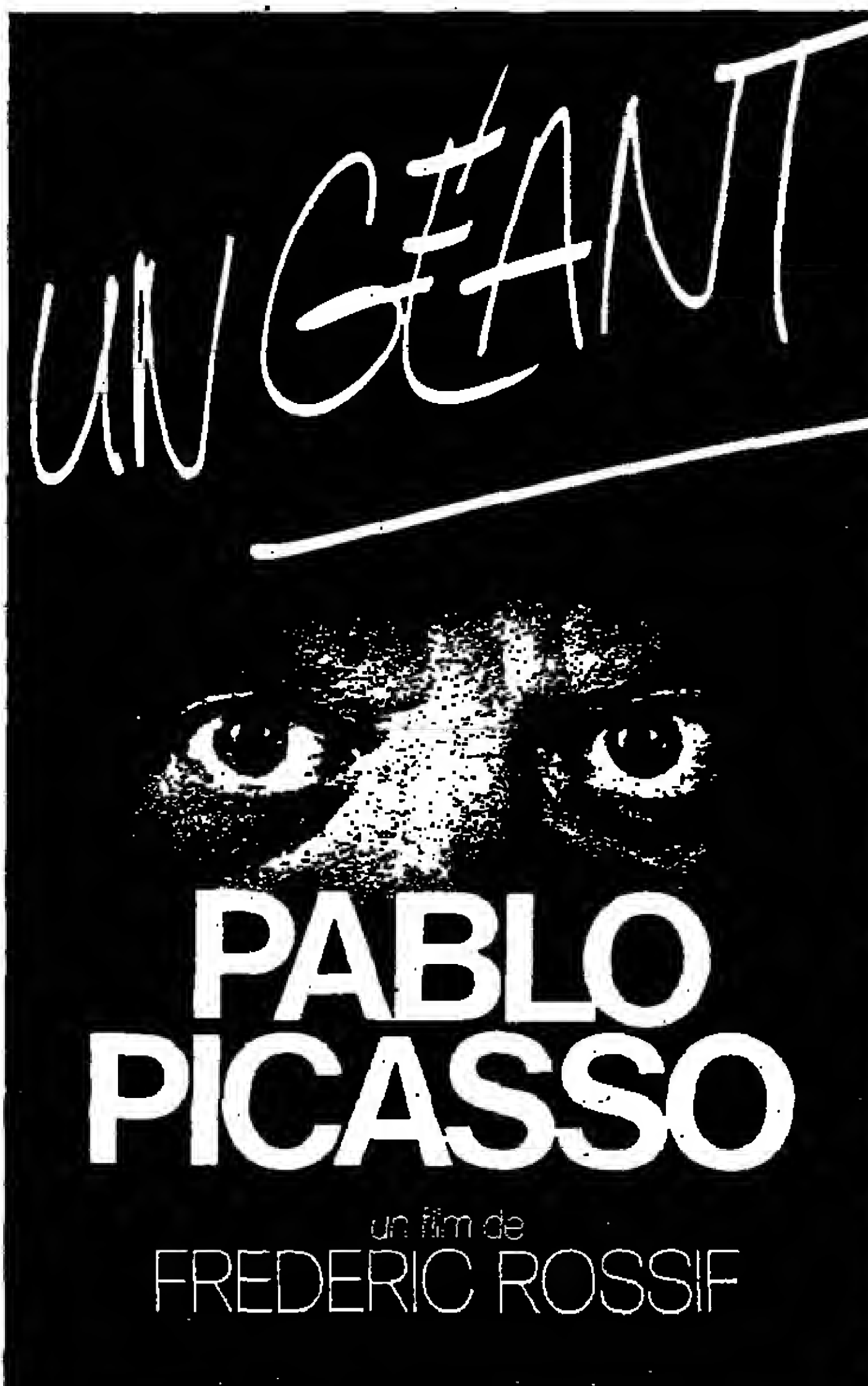
bres à coopter trois personnalités proposées par le Conseil national de la communication audiovisuelle. Ce qui, comme en Autriche, ouvrirait les portes de la haute autorité à des représentants des personnels et des usagers. Ce qui aurait aussi le mérite de fixer à neuf, chiffre impair, le nombre des gardiens de l'indépendance des médias.

Cela dit, quelle que soit la solution à laquelle on s'arrête, cette indépendance résultera bien davantage de l'esprit que de la lettre de la loi. Le mot *fair*, mot-clé de la totale liberté de la B.B.C., dont les douze gouvernements sont désignés par le reine sur proposition du premier ministre, ce mot-là n'a pas d'équivalent en français ou en allemand.

Même s'ils appartiennent pour la plupart au « tout-Etat », les arbitres entre les présidents de chaînes qu'ils auront désignés et les groupes de pression de tous genres qui ne manqueront pas de se manifester devront se faire un devoir de n'écouter que leur conscience et de n'obéir qu'à une « certaine idée de la démocratie ».

CLAUDE SARRAUTE.

MONTICARLO/PARAMOUNT MARIVAUX/PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MONT-PARNASSE/PARAMOUNT ODÉON/PARAMOUNT MAILLOT - STUDIO ALPHA/MOVIES LES HALLES



PABLO PICASSO
 un film de
FREDERIC ROSSIF

l'entrepôt
franck beral
 13. RUE DIEU 75010 PARIS TEL. 209.03.00
 MÉTRO REPUBLIQUE
VENTE DIRECTE EN ENTREPOT
DE VETEMENTS GRIFFES
 Pour accéder à notre entrepôt, une carte personnalisée vous sera attribuée gratuitement par une hôtesse sur simple demande par téléphone ou par écrit

SUR L'AUDIOVISUEL

Les structures proposées

Avant de présenter l'organisation structurelle du secteur audiovisuel, le ministre a précisé la philosophie générale qui oriente l'ensemble du projet et l'option délibérément choisie : restaurer, améliorer, renforcer le service public et, par là-même, écarter toute hypothèse de privatisation.

1. Deux organismes nationaux de décision et d'arbitrage

● La Haute Autorité. — C'est elle qui doit garantir l'indépendance du service public. Elle devra veiller à la libre expression des diverses familles de croyance et de pensée, des formations politiques et syndicales dans les programmes du service public. Elle contrôlera l'harmonisation des programmes des sociétés de télévision.

Elle disposera, dans le domaine de la communication audiovisuelle, d'un pouvoir réglementaire dans les cas suivants : objectifs et équilibre dans les programmes ; déontologie des programmes (violence, sexualité, ordre public, atteintes aux droits des personnes, respect des usages diplomatiques) ; droit de réponse et droit de réplique ; campagnes électorales ; modalités de la libre expression (tribunes libres) ; déontologie des messages publicitaires et insertion de la publicité dans les programmes.

La Haute Autorité comprend six membres nommés pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans (le premier ministre partiel, lui, d'une composition de cinq à sept membres) : deux personnalités, nommées par le président de la République ; deux personnalités, nommées par le président du Sénat et par le président de l'Assemblée nationale ; un membre du Conseil d'Etat ; un membre de la Cour des comptes ; un membre du premier président de la Cour des comptes.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les membres de la Haute Autorité ne peuvent être révoqués ; leur mandat n'est renouvelable qu'une fois. Les compétences de la Haute Autorité ne sont pas limitées au service public, mais s'étendent à l'ensemble de la communication audiovisuelle.

Si le ministre a déclaré ne pas avoir encore arrêté la nomination des présidents de chaînes par la Haute Autorité, celle-ci a pourtant été présentée comme acquiesçant par le premier ministre. Il lui reviendra aussi d'autoriser les fréquences, la commission de M. Hollaux jouant auprès d'elle un rôle consultatif.

● Le Conseil national de la communication audiovisuelle. — Ce doit être un organe de consultation, de réflexion, de proposition, qui participera également à la désignation des membres des conseils d'administration. Sa composition n'est pas encore arrêtée. Il doit assurer, à la fois, la représentation des usagers de la communication audiovisuelle (syndicats et mouvements associatifs) et celle des corps professionnels qui contribuent à la communication audiovisuelle.

2. Les organismes de programme.

● Une société nationale de radio. — Ses compétences concernent l'ensemble des actions de radiodiffusion en France métropolitaine. Deux sociétés filiales seront créées. L'une d'elles assurera le développement et la gestion des radios décentralisées de service public. Cette société pourra susciter la création de sociétés régionales de radiodiffusion, dont le capital sera partagé entre elles et des collectivités territoriales. L'autre, Radio-France internationale, sera constituée en société autonome, dont le capital sera détenu à la fois par la société nationale de radio et par l'Etat.

● Deux sociétés nationales de programmes de télévision. — Les sociétés de programmes seront dirigées par des conseils d'administration comprenant : des administrateurs nommés par la Haute Autorité, des administrateurs nommés par le Conseil national de l'audiovisuel, des administrateurs représentant le personnel, des parlementaires.

● Une société nationale des régions. — Elle assurera la création de sociétés régionales de télévision qui seront chargées de la conception et de la production d'émissions qui seront programmées dans leur ressort territorial, qui seront d'autre part diffusées par d'autres sociétés régionales et par la société nationale des régions. Celle-ci pourra elle-même concevoir et produire des émissions susceptibles d'être diffusées sur le plan national ou régional.

● Une société nationale de gestion des stations d'outre-mer. — L'issue de l'actuelle direction des DOM-TOM de FR3, elle profitera de son autonomie pour mieux assurer la prise en compte des aspirations

culturelles propres aux collectivités françaises d'outre-mer.

La Société française de production

Transformée en société nationale, la S.F.P. (jusqu'à présent société de droit privé) verra son capital réparti entre l'Etat et les sociétés nationales de programmes selon des proportions encore indéterminées, mais traduites par la composition de son conseil d'administration. Il s'agit, selon le ministre, d'établir les solidarités nécessaires entre cette société et les sociétés nationales afin d'assurer le volume et la planification des commandes qu'elle a à exécuter.

4. Un institut national de la communication audiovisuelle.

Chargé de la formation initiale et continue aux métiers de l'audiovisuel, il s'occupera de la recherche relative à la production et à la communication audiovisuelles. Il exercera également les missions de conservation et d'exploitation des archives audiovisuelles. Loin d'être démantelé, l'INA doit donc recevoir des missions élargies dans les domaines de la recherche et de la formation.

5. Un établissement public de diffusion.

Il exercera — sans changement — les missions dévolues à T.D.F. Cependant, le problème de sa tutelle n'est pas encore réglé. Les syndicats souhaitent son rattachement au ministère de la communication. Selon M. Fillioud, une des solutions possibles pourrait être une tutelle de la communication et des P.T.T.

6. Création d'une société nationale chargée de l'action extérieure.

Elle s'occupera de la diffusion internationale des œuvres audiovisuelles du service public. Cette société pourra commercialiser des productions de toutes origines, mais les sociétés nationales et régionales de programmes, et la société nationale de production, seront tenues de

lui déléguer la vente de leurs productions. Cette société pourra également investir dans les productions ou les coproductions du secteur public qui lui paraîtront appelées à une large diffusion internationale.

Quant au financement de ce secteur public, ses règles et principes ne devraient pas être sensiblement modifiés, qu'il s'agisse de la redevance ou des recettes publicitaires. Si M. Fillioud n'a donné aucune précision sur la composition de son conseil d'administration, il a annoncé la création d'une nouvelle redevance dont les modalités restent à préciser. Le premier ministre a notamment parlé d'une taxe de réimpression sur les magnétoscopes et les programmes enregistrés, qui pourrait aussi s'étendre aux bandes vierges. Il s'agit de protéger les droits de la création, a-t-il déclaré.

Le projet de loi comprendra effectivement des dispositions relatives au régime juridique de l'œuvre audiovisuelle. Ces dispositions auront pour but de préciser et d'unifier les règles applicables à la rémunération des différents catégories d'auteurs droits, avec un double souci : favoriser la diffusion des œuvres sans tarifier la création, c'est-à-dire en assurant aux auteurs, aux artistes interprètes et aux producteurs les rémunérations justifiées par l'étendue de cette diffusion.

M. Fillioud a évoqué — séparément — un sujet important de cette loi, lié aux événements d'actualité : l'exercice du droit de grève.

La loi réformera les dispositions aujourd'hui en vigueur. Le gouvernement considère comme contraires les principes généraux du droit de travail. Dans le même temps, les obligations de continuité du service public ne peuvent pas être ignorées. Il faudra donc fixer dans la loi les conditions de leur mise en œuvre sous la forme d'un service réduit ou d'un programme minimum dont le sus prêt à discuter avec les représentants syndicaux.

En attendant, il n'est pas possible de rester dans le vide juridique, le flou, l'improvisation ou les décisions prises au hasard par quelques-uns. Cela signifie qu'en cas de cessation de travail concertée, ce sont les dispositions antérieures sur le programme minimum qui doivent s'appliquer.

Enfin, le ministre a rappelé l'urgence du dépôt d'un projet avant tout arrêt de travail, manifestant ainsi son mécontentement devant la grève qui a affecté, mercredi 3 mars, les programmes d'Antenne 2 (le Monde du 5 mars).

LES PREMIÈRES RÉACTIONS DES SYNDICATS

« Six Fillioud vont juger de ce qu'on doit faire et dire ! »

Très fraîchement accueilli. C'est le moins qu'on puisse dire. Ça grognait déjà dans les couloirs juste après l'exposé fait par le ministre de la communication devant les syndicats. La certaine de délégués qui se réunissent en petits groupes pour relire les notes qu'ils avaient prises à toute vitesse (on ne leur avait pas remis de texte) afin de rédiger un communiqué ne trouvant pas assez de mots pour exprimer leur déception, leur inquiétude ou leur rancœur.

Il semble que la haute autorité ait tout particulièrement catalysé le futur des journalistes. « Pour nous, c'est très grave, nous ne sommes pas journalistes », le sentiment dominant est « l'insatisfaction ». « Les choses qui nous ont été dites ne vont pas dans le sens que nous espérons, constate-t-il. La haute autorité ? Nous ne l'avons pas demandée. Nous contestons sa composition : six membres et le fait qu'elle n'a aucun pouvoir de gestion. La S.F.P. ? Nous ne sommes pas satisfaits non plus. La S.F.P. est réintégré dans l'audiovisuel, ce qui est une bonne chose, mais quelles seront les conditions de son financement ? Nous n'avons pas eu de réponse. Nous voulons un regroupement TF 1, A 2, S.F.P., afin d'avoir une structure solide pour répondre aux besoins sur le plan national et international. T.D.F. aussi nous inquiète. Une cotutelle ? On ne sait pas encore. Enfin on ne va pas dans le sens d'une réunification. »

Cela aussi, tous les syndicats interrogés l'ont fait remarquer. Ils craignent cette multiplication d'organismes. « Sans demander vraiment un organisme réunifié, nous dit un délégué syndical, on espère du moins qu'on répare les dommages causés par la loi de 1974. Mais non, on arrive au contraire — surtout avec les radios — à une espèce d'atomisation des structures, à une organisation très compliquée. »

Les organisations syndicales, qui devaient se rencontrer ce vendredi 5 mars pour discuter du projet de réforme, ont jusqu'au mardi 9 mars pour faire des propositions au gouvernement ; leur a dit le ministre de la communication. « Quatre jours, avec le week-end, pour faire une analyse et des contre-propositions, c'est vraiment fou ! »

Même analyse de la Fédération S.N.J. de l'audiovisuel, qui dénonce le risque d'introduire « un ordre moral audiovisuel ».

Les autres « propositions » faites par le ministre n'ont guère déclenché

CATHERINE HUMBLLOT.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 5 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Comédie : « Deburau ». De Sacha Guitry, mise en scène J. Rassy, avec R. Hirsch, L. Amiel, J.-C. Aubert.
L'histoire du célèbre mime Jean-Gaspard Deburau, qui, en pleine gloire, brise sa carrière et passe le flambeau à son fils.
h 45 Les grandes expositions : La peinture française du XVII^e siècle dans les collections américaines.
Georges de La Tour, Poussin, Le Brun, Mignard, etc.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Echappement neuf en 30 minutes ?
Appelez POT 32.32 (708.32.32)

MIDAS

20 Centres en région parisienne.

20 h 35 Feuilletton : Le chef de famille. De N. Compagnon, Avec F. Ardant, E. Feuillère, F. Muret...
Antoine rejoint Katie dans le Lot-et-Garonne. Ambiance lyrique.
21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. On aurait bien aimé les comités.
Avec S. Chénal (Brumaire), L. Frolin (Le Nabab), B. Franquin (Une fin de loup), H. Gougaud (Belles), B. de Fromville (pour « Marthe »).
22 h 55 Journal.
23 h 6 Ciné-club (cycle l'U.R.S.S. insolite) : « Aoutis ».
Film soviétique de Iakov A. Protazanov (1924), avec I. Mikail, L. Solovtsova, N. Tsvetkov, N. Balasov (mort, sûr).
Un ingénieur de Moscou tue sa femme par jalousie. Grâce à

un engin qu'il a inventé, il s'enfuit sur la planète Mars, en compagnie d'un détective qui veut l'arrêter et d'un soldat révolutionnaire.
Comédie satirique qui doit sa célébrité à ses épisodes de science-fiction, ses étranges décors « constructivistes » et sa vision de la société marxiste dirigée par la reine Aelia. En fait, dans cette production à gros budget, Protazanov, un ancien du « cinéma soviétique », invente le « rire soviétique ».

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Le nouveau vendredi : Une vie sans importance. Carte blanche à Anne Gaillard.
Réal. J.-P. Macquerie.
Sept mille personnes en France meurent entre 1 m et 1 m 40. Des témoignages saisissants.
21 h 30 Téléfilm : L'autre maison. Scénario : S. Marrel et P. Dupriez ; Réal. : D. Georget, avec F. Vian, J.-M. Dupuis.
Hélène et Roger, nouveaux locataires d'une maison hantée, sont aux prises avec un personnage foudroyé.
22 h 25 Journal.
23 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : La Poésie à voix haute, par R. Vigny.
21 h 30. Black and Blue : Vient de paraître.
22 h 30. Notes : Récits de turbulence ; Les mineurs de fond.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 20. Concert : « Symphonie n° 73 », de Haydn. « Concerto pour harpe et orchestre », de Albrechtsberger. « Sonates pour violoncelle, harpe et orchestre », de Baird. « Sinfonietta », de Janáček, par l'Orchestre symphonique de Sarrebruck ; Solistes : H. Storch, harpe, K. Storch, violoncelle ; dir. : H. Ivaldi.
22 h 15. La nuit sur France-Musique : Comp d'œil sur les concertos de Beethoven ; 23 h 5, Ecrans : P. Piccoli ; 0 h 5, Musiques traditionnelles : Rencontre avec F. Grillo.

Samedi 6 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 40 Accordéon, accordéons.
11 h La séquence du spectateur.
11 h 30 La maison de TF 1.
13 h Journal.
13 h 35 Pour changer. Séle : Remy ; 14 h 25 Variétés ; 15 h 45 : Étoiles et toiles ; 17 h 35 : Chapeaux de roses et bottes de cuir.
18 h 25 Archibald le magicien. Un verre de trop pour Humphrey Godot.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 5 Tout va très bien.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polak.
21 h 50 Éditorial : Dailies. Les puits d'Asie.
Jack décide de regarder les parts de pétrole asiatique. J. R. l'en dissuade.
22 h 15 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Émissions de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F. Boulay.
23 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h Journal des sourds et des malentendants.
12 h La vérité est au fond de la marmite.
12 h 30 Domus. (Et à 13 h 35).
12 h 45 Journal.
14 h 5 Série : Terres brûlées. Le républicain.
14 h 55 Les carnets de l'aventure. Siphon 1455 - Record du monde. L'expédition du gouffre Jean-Bernard.
15 h 25 Les jeux du stade. Rugby : France-Ecosse.
18 h 20 Récré A 2. La revue française.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Druker et F. Coquet. Avec N. Moukouri, L. Chedid, F. Muret...
21 h 50 Téléfilm : Le village sur la colline. Chavigny 1906 11506.
Chronique d'une famille en Bourgogne, le vie quotidien en plaines-chaumes.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h 30 Les pieds sur terre. Magazine jeunesse de la Mutualité sociale agricole.
18 h 30 Pour les jeunes. Ulysse 31 : La cité de Cortez ; à 18 h 55 : En direct du passé : l'année 1517.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Ulysse rencontre Ulysse.
20 h Les jeux.
20 h 30 On sort ce soir : « Le Nouvel Appartement ». Réal. : Y.-A. Hubert.
Pièce de C. Goldoni, en direct du Grecier de Toulouse, mise en scène Jean Favard, avec R. Rayne, M. Sapia, F. Bertin.
Boris en 1760 à Venise, « le Nouvel Appartement » de Goldoni met en scène Anzoletti, jeune bourgeois ruiné par la

capricieuse Cécilia. Tous seront sauvés par Cristoforo, un riche bourgeois mystère.
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mathématiques : Voir vendredi.
8 h. Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : La gauche pour faire quoi ?
9 h 7. Mathématiques de monde contemporain.
10 h 45. Dismarches avec... Severo Sarduy : « Double ». 11 h 2. La musique prend la parole : Le récit opératique : « le Chevalier à la rose », de R. Strauss.
12 h 5. Le pont des Arts.
14 h. Sons : Au Brésil.
14 h 5. A la rencontre de Gaston Leroux.
16 h 20. Le livre d'or : M. de La Palu, pianiste, interprète Brahms au Festival d'été de Paris 1981.
17 h 30. Informatique et handicap, par J. Yanozaki.
18 h 30. Extraits de théâtre : La croix aujourd'hui (la croix et l'humanité), par le pasteur E. Fuchs.
19 h 25. Jazz à l'ancienne.
19 h 30. La radio suisse romande présente : Bernard Noël, sa vie, son œuvre, par L. Lichtenstein (quatrième partie).
20 h. Les thèmes récents, d'Y. Baudouin. Avec : M. Rayer, E. Weisz, J. Boulay, Y. Daudou et G. Segal.
21 h 24. Hors-texte, de M. Floriot.
21 h 55. Ad lib, avec M. de Breuille.
22 h 5. La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Samedi matin : Œuvres de Pleyel, Pizet, Wiser, Villa-Lobos, Wolf-Ferrari, Boccherini.
8 h 7. Tous se souviennent : Nat King Cole.
9 h 10. Actualité de disque : 11 h : La tribune des critiques de disques. « Concerto pour piano et orchestre », de Saint-Saëns (version complétée).
14 h 4. Concert-lecture : « Anacréon », de J.-P. Rameau par l'ensemble Les Arts Florissants.
16 h. Concerts internationaux de guitare : Œuvres de Giuliani, Legrand.
18 h 30. Samedi-Concert (en direct du Studio 105 de Radio-France) : Musique tout.
18 h. Le disque de la semaine : « Concerto pour piano », de Saint-Saëns (dernière parution).
19 h 8. Les mots de François-Xavier.
20 h. Les pièces de parole : J. Wolf.
20 h 30. Concert (donné à l'Orangerie du château de Versailles le 25 septembre 1981) : « Musique funéraire maçonnique », « Requiem en ré mineur », de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France. Solistes : M. Marshall, soprano, B. Egli, alto, N. Malik, ténor, N. Tuller, baryton. Chef des chœurs : J. Jouineau, dir. : W. Gommers-Wehr.
22 h 15. La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; œuvres de J. Brahms, Dvorak ; 23 h, Samedi-Minuit : 0 h 5, Haute-Infidélité : œuvres de Glaz, Tchaïkovski et Harmonie, Dempster, Fripp et Eno, Braxton, Jenkins, Lewis.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 5 MARS

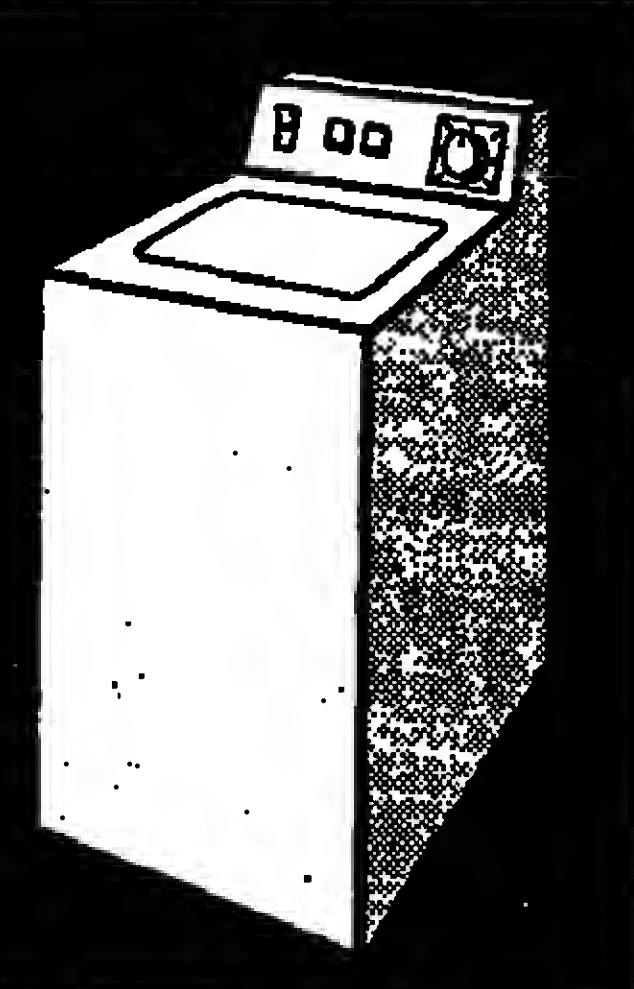
— M. Menahem Begin, premier ministre israélien, est l'invité du « Club de la presse » exceptionnel sur Europe 1, à 19 h. 15, enregistré en Israël.
— M. Ibrahim Souss, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) en France, est reçu sur France-Inter, à 19 h. 20, après le Journal.

DIMANCHE 6 MARS

— M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, participe à l'émission, « Le grand jury R.T.L.-le Monde », sur R.T.L., à 18 h. 15.
— M. Pierre Mauroy, premier ministre, est l'invité du « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.

Brandt
fait confiance
à **ARIEL**

ARIEL EST PRÉSENT AUX ARTS MÉNAGERS
A LA DÉFENSE
DU 6 AU 15 MARS - CNIT 4^e NIVEAU



INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

L'accès aux documents administratifs

Toute personne peut obtenir un document administratif, sans avoir à expliquer les motifs de sa demande, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée par la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979. Voici dans quelles conditions.

On peut obtenir : 1) les documents administratifs de caractère général (rapports, procès-verbaux, dossiers, directives, statistiques, comptes des communes...); 2) les documents de caractère nominatif concernant la personne intéressée.

On peut, en revanche, obtenir les documents couverts par des secrets protégés : 1) dans l'intérêt public (sécurité de l'Etat et sécurité publique, crédit, infractions fiscales et douanaires...); 2) dans l'intérêt des tiers, vie privée, secret industriel et commercial, déroulement de procédures contentieuses.

Pour obtenir ces documents, on doit adresser une lettre demandant les documents aux services administratifs qui les détiennent (administrations de l'Etat, départements, communes, établissements publics, organismes investis d'une mission de service public, par exemple la Sécurité sociale).

En cas de difficultés pour désigner précisément les documents, il faut consulter les bulletins officiels, périodiques édités par les administrations pour le public, publiant les circulaires d'intérêt général, et signalant, sous forme de listes, les autres documents communicables.

On peut soit bénéficier de la consultation gratuite sur place du document, soit obtenir la délivrance d'une photocopie (coût : 1 franc par page). Mais il est interdit d'utiliser, à des fins com-

merciales, les documents communiqués.

Si la demande de communication est rejetée, par une lettre de refus motivée de l'administration, ou si l'administration ne répond pas dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre de demande, on peut saisir la commission d'accès aux documents administratifs, 72, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 556-84-57.

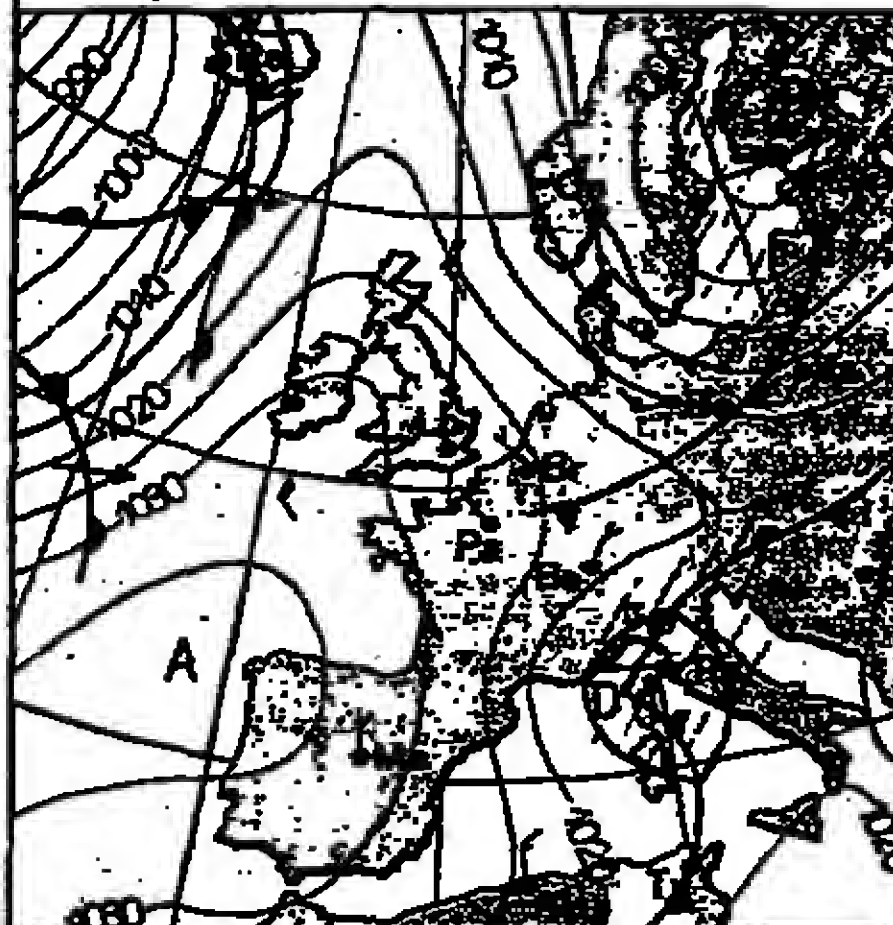
Pour cela, il suffit d'adresser sa demande par simple lettre au président de la commission en exposant son cas et les démarches préalablement effectuées, en donnant tous les renseignements disponibles pour permettre une identification précise du document, en joignant les copies des correspondances échangées avec l'administration.

La commission, après avoir instruit le dossier auprès de l'administration concernée, rend un avis favorable ou non à la communication demandée, dans un délai d'un mois après la réception de la lettre de saisie. L'avis de la commission est envoyé à l'administration qui dispose d'un délai de deux mois pour informer l'utilisateur de la suite qui lui est donnée.

Si l'administration refuse de suivre l'avis de la commission, on peut s'adresser au tribunal administratif pour lui demander l'annulation de la décision de refus de communication du document par l'administration. Le tribunal a six mois pour rendre son jugement.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 05-03-82 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France

entre le vendredi 5 à 0 h et le samedi 6 mars à 18 heures :

Persistence d'une dépression sur la mer Tyrrhénienne, donnant un temps perturbé sur la Corse et le golfe de Gênes. Ailleurs, établissement de haute pression au nord-est du pays, puis beau temps sur ces régions avec des vents variables faibles. Ciel très nuageux à couvert de la Bretagne à la Normandie et au Pas-de-Calais; quelques pluies, plus fortes en soirée, se produisant sur ces régions où le vent modéré s'orientera au sud-ouest. Nombres de gels matinaux dans l'intérieur où les températures maximales atteindront 6 à 8 degrés. Elles seront de 10 à 12 degrés près des côtes et de 14 degrés près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 5 mars 1982, à 7 heures, était de 1 032,4 millibars, soit 774,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mars; le second, le minimum du 5 mars au 6 mars au 5 heures) : Ajaccio, 16 et 8 degrés; Biarritz, 12 et 6; Bordeaux, 12 et 2; Bourges, 11 et 1; Brest, 10 et 4; Caen, 10 et 2; Cherbourg, 9 et 3; Clermont-Ferrand, 9 et 3; Dijon, 9 et 3; Grenoble, 7 et 2; Lille, 10 et 0; Lyon, 7 et 1; Marseille, 13 et 1; Metz, 4 et 0; Nancy, 10 et 1; Nantes, 11 et 1; Nice, 15 et 7; Paris-Le Bourget, 10 et 3; Pau, 11 et 4; Perpignan, 13 et 6; Rennes, 10 et 0; Strasbourg, 8 et 1; Tours, 11 et 1; Toulouse, 10 et 4; Poitiers-Futuro, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 9 degrés; Amsterdam, 6 et 1; Athènes, 14 et 8; Berlin, 10 et 2; Bonn, 10 et -3; Bruxelles, 9 et 1; Le Caire, 23 et 13; Les Canaries, 21 et 17; Coppenhague, 5 et 0; Dakar, 27 et 19; Genève, 8 et 1; Jérusalem, 16 et 4; Lisbonne, 15 et 1; Londres, 11 et -4; Moscou, 13 et 1; Moscou, 3 et 0; Nairobi, 31 et 18; New-York, 2 et -1; Palma-de-Majorque, 19 et 4; Rome, 15 et 8; Stockholm, 5 et -5.

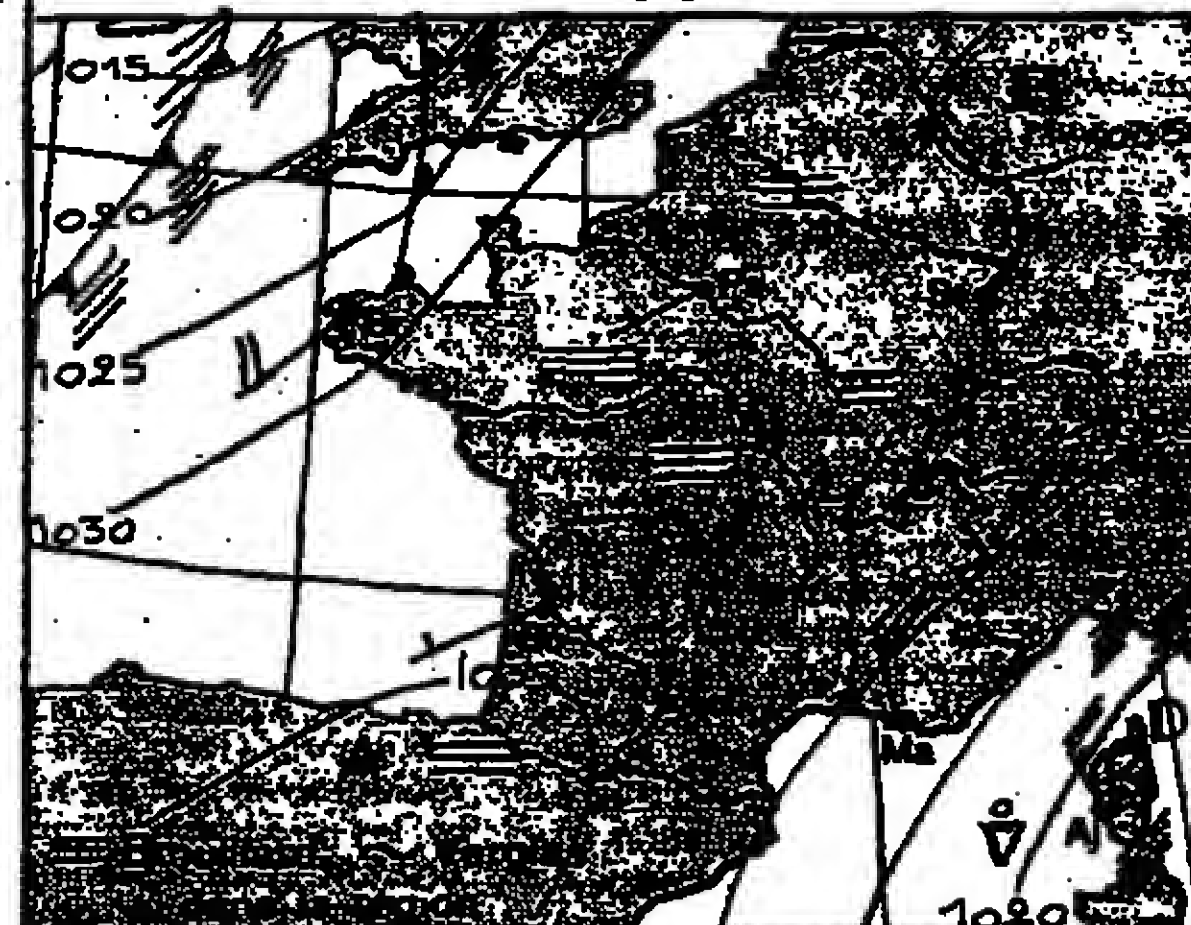
PROBABILITÉS POUR LE DIMANCHE 7 MARS
Une zone de nuages s'étendra le matin du golfe de Gascogne au Val-de-Loire et au Nord, accompagnée de pluies. A l'est de cette zone, les gels matinaux seront fréquents mais la journée sera bien ensoleillée, surtout sur les régions touchées par la zone nuageuse, où l'on notera un léger radoucissement.
En cours de journée, des éclaircies se développeront sur la Bretagne, et les côtes de la Manche accompagnées d'un léger rafraîchissement.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

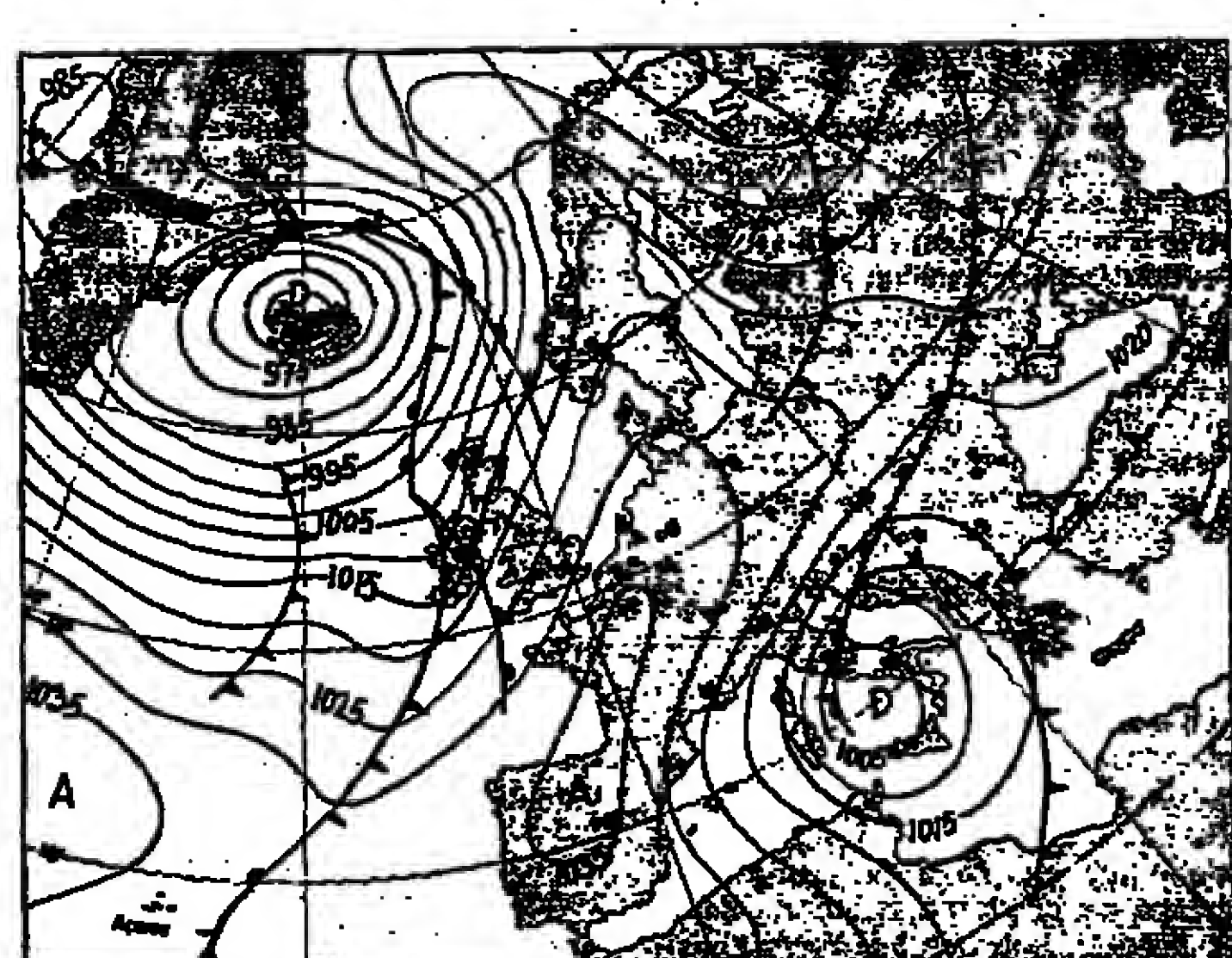
FORMATION PERMANENTE DROIT FISCAL - L'association française de droit fiscal, qui a pour objet de « favoriser l'étude et l'enseignement du droit fiscal, et plus particulièrement son application dans l'économie privée », organise depuis 1958 un examen qui comprend deux parties à un an d'intervalle entre chaque partie et est ouvert à tous ceux qui se sont spécialisés dans les études fiscales et y ont fait preuve d'aptitudes particulières. Cette année : première partie samedi 2 octobre; deuxième partie le samedi 16 octobre.

* Association française de droit fiscal, 44, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 265-76-29.

PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 4 mars 1982, dans les principales stations françaises, telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.F.), 61, boulevard Haussmann, 75008 Paris; qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 266-64-28.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au sol, les secondes, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

ALPES DU NORD
Alpe d'Huez : 200-360; Autrans : 20-80; Arches-Beaufort : 160-370; Bellecombe : 100-200; Bonneval-sur-Arc : 120-215; Les Arcs : 140-240; Les Carroz-Ardèche : 100-380; Chamonix : 70-400; Chamonix : 60-130; La Chapelle-d'Abondance : 65-140; Châtel : 100-300; La Clusaz : 100-170; Benil-les-Landes : 50-65; La Colmanne-Valdeblore : 80-100; Courchevel : 85-270; Crest-Voland : 135-245; Les Deux-Alpes : 100-300; Flaine : 155-410; Flumet : 80-170; Les Gets : 80-220; Le Grand-Bornand : 60-180; Les Houches : 70-190; La Clusaz : 70-265; Megève : 50-240; Les Menuires : 125-320; Méribel : 100-270; Les Sept Lacs : 50-150; Morzine/Avoriaz : 60-300; La Plagne : 180-320; Pralognan-La Vanoise : 120-150; Saint-François-Longchamp : 90-210; Saint-Gervais-les-Bains : 100-210; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 40-90; Samoëns : 70-380; Thonon-les-Bains : 40-200; Tignes : 200-250; Val-Cenis : 60-85; Val d'Isère : 150-230; Villard-de-Lans : 15-150; Pralognan-Arly : 90-200; Valmorel : 170-225.

ALPES DU SUD
Allos-Seignins : 90-160; Auron : 100-170; Benil-les-Landes : 50-65; La Colmanne-Valdeblore : 80-100; Courchevel : 85-270; Crest-Voland : 135-245; Les Deux-Alpes : 100-300; Flaine : 155-410; Flumet : 80-170; Les Gets : 80-220; Le Grand-Bornand : 60-180; Les Houches : 70-190; La Clusaz : 70-265; Megève : 50-240; Les Menuires : 125-320; Méribel : 100-270; Les Sept Lacs : 50-150; Morzine/Avoriaz : 60-300; La Plagne : 180-320; Pralognan-La Vanoise : 120-150; Saint-François-Longchamp : 90-210; Saint-Gervais-les-Bains : 100-210; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 40-90; Samoëns : 70-380; Thonon-les-Bains : 40-200; Tignes : 200-250; Val-Cenis : 60-85; Val d'Isère : 150-230; Villard-de-Lans : 15-150; Pralognan-Arly : 90-200; Valmorel : 170-225.

PYRÉNÉES
Les Angles : 50-100; Les Angles : 60-240; Ax-les-Thermes : 40-150; Barèges : 20-160; Chaudouret-Lys : 125-410; Font-Romeu : 150-210; Gourette : 25-450; La Mongie : 120-360; Saint-Lary-Soulan : 70-195.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 7 MARS

« Le Sénat », 10 h. 30, 15, rue de Valenciennes, Mme Meynial.
« Saint-Denis », 14 h. 30, entrée de la Basilique, Mme Guiffier.
« Le Panthéon », 14 h. 30, entrée, Mme Meynial.
« Le Conseil d'Etat », 15 heures, 2, place du Palais-Royal, Mme Allaz.
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.
« Ministère des Finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli, Mme Garnier-Ahlberg (Caisse nationale des monuments historiques).
« Aux sources du XX^e siècle », 10 heures, Palais de Tokyo.
« Ministère des Finances », 10 h. 30, 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).
« Enclos de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (Art et histoire).
« Saint-Denis », 15 heures, Paris (Arcs).
« Synagogues de la rue des Rois », 16 heures, 3, rue Malher (A travers Paris).
« Quartier de Saint-Benoît-le-Bien », 15 h. 15, 2, rue des Carmes (Mme Barbier).
« Maison de la Légion d'honneur », 15 h. 30, 5, place de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis (Mme Camus).
« La Conciergerie », 10 h. 30, entrée, quai de l'Horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Le Sénat », 15 heures, 26, rue de Valenciennes (Mme Ferrand).
« Hôtel Cananda », 15 heures, 63, rue de Monceau (Mme Hauw).
« Abbaye Sainte-Genesviève », 15 heures, 23, rue Clovis (Histoire et archéologie).
« L'île Saint-Louis », 10 h. 30, métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).
« La chapelle expiatoire », 14 h. 45, entrée rue Pasquier (M. de la Roche).
« Hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).
« De la Cité », 14 h. 30, Pont-Neuf (Mme Rouman).
« L'Opéra », 14 heures, haut des marches (Tourisme culturel).
« Le Palais Royal », 10 h. 30, place du Palais-Royal (Visages de Paris).

LUNDI 8 MARS

« La basilique royale de Saint-Denis », 14 h. 30, entrée, Mme Vermeersch.
« La mosquée », 15 heures, place du Puits-de-Jérôme, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, métro Hôtel-de-Ville (Approche de l'art).
« Watteau et l'art du plaisir de vivre », 14 h. 30, Musée du Louvre, porte Denon (Arcus).
« La république romaine », 19 heures, 62, rue Madame (Arcus).
« L'île Saint-Louis », 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV (A travers Paris).
« Gare Saint-Lazare », 14 h. 30, métro Cour-de-Rome (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Légendes romanes », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).
« Siège du parti communiste français », 15 heures, métro Colonel-Fabien (P.-Y. Jaslet).
« Synagogues du Marais », 15 heures, place de la Bastille, angle avenue Saint-Antoine (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).
« Centre Georges-Pompidou », 15 heures, métro Rambuteau (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 7 MARS

15 heures : 15, rue J.-J. Rousseau, Mme G. Berthe : « Causerie et châtiments ».

LUNDI 8 MARS

14 h. 45 : Institut de France, 23, quai Conti, M. F. Chapsal : « Rapport entre gouvernement et parlement dans le cadre institutionnel de la cinquième république ».
20 heures : Amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. F. Schwarz : « Athènes et l'esprit ionien » (Nouvelle Acropole).
18 h. 30 : 109, rue de Rivoli, Mme R. Becou : « Le cabinet d'un grand amateur de dessins P.-J. Mariette ».
17 h. 30 et 20 h. 30 : 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « Venise, la tradition de Saint-Marc ».
19 heures : Musée des monuments français, place du Trocadéro, M. Mezoughi : « Le problème des aspects de la mandorle au cours du premier millénaire » (Centre international d'études romanes).

PRESSE

NOMINATIONS A L'A.F.P.

M. Henri Piguet, P.-D. G. de l'Agence France-Presse, vient de procéder à plusieurs nominations à la direction et à la rédaction en chef de l'agence.
M. Serge Romensky, ancien adjoint du directeur pour les États-Unis, est nommé rédacteur en chef unique, poste nouvellement créé. Il sera assisté de deux adjoints : M. Georges Bianchi, chargé de l'étranger, et M. Jean-François Leven, chargé du secteur France.
D'autre part, M. Pierre Lasourd, ancien chef adjoint du service politique, devient chef de ce service, en remplacement de M. Philippe Gustin, qui a été nommé le 1^{er} février directeur adjoint de l'information.
Enfin, signalons que M. Jean Huet, ancien directeur de l'information, devrait prendre prochainement la direction du bureau de l'A.F.P. à Hongkong.
Agé de quarante-six ans, Serge Romensky a été correspondant à Moscou et à Londres, puis directeur des bureaux de Belgrade et de Pékin. Il a appartenu à l'équipe de la rédaction en chef, a dirigé le desk étranger, avant d'être nommé comme directeur adjoint pour les États-Unis.

LOTTO

TIRAGE N°9
DU 3 MARS 1982

13	16	23	28	42	48
----	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE **5**

	NUMERO DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	16	788 413,40 F
5 BONS NUMEROS + numero complémentaire	108	58 400,90 F
5 BONS NUMEROS	4 104	4 610,60 F
4 BONS NUMEROS	200 764	94,20 F
3 BONS NUMEROS	3 358 965	8,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 10 MARS 1982

VALIDATION JUSQU'AU 9 MARS 1982 APRES-MIDI

51^e salon arts ménagers 82

du mercredi 10 au lundi 15 mars

C.N.I.T. - Paris-La Défense

NOCTURNE JUSQU'A 23 HEURES
MERCREDI 10 ET VENDREDI 12

Après la mort de l'ex-directeur de la caisse maladie des Bouches-du-Rhône

- **Le parquet ordonne l'autopsie du corps de M. Lucet**
- **La sûreté urbaine ouvre une enquête sur les causes du suicide**

Pour le Matin de Paris: « Il est évident que le drame qui s'est déroulé à Marseille pose de façon encore plus cruciale le problème des réformes de la Sécurité sociale.

Dans la presse parisienne

Dans la presse parisienne du 5 mars, l'affaire Lucet a occupé toute la première page du *Quotidien de Paris*, qui tire en gros caractères, à l'adresse de Mme Questiaux : « Lucet ! »

« La plus élémentaire des dignités », écrit Philippe Tesson dans son éditorial, aurait dû conduire Nicolas Questiaux à la démission. Si ce n'est pas fait, c'est sans doute parce qu'elle est en mesure de justifier les « énormes dissimulations qu'elle a portées contre M. Lucet. On attend. (...) Jusqu'à l'informé, on peut, en effet, affirmer que M. Lucet a été assassiné par la presse.

Le fond et la forme

Reste le fond de l'affaire, c'est-à-dire des accusations. L'inspection des ministères n'ont jamais accusé M. Luquet de fraudes pour son compte personnel. Le premier reproche porte sur les frais disproportionnés de certains employés de la maison de M. Luquet. Le deuxième est le plus infamant : une accusation conçue à la fois pour empêcher

contente à la fois cet entourage et l'attitude « brutale » du directeur. En outre, à l'égard de certains salaires, les ouvriers et les cégésistes ont des motifs et les cégésistes ont d'ailleurs porté plainte. En dépit de la volonté du ministère, la quasi-totalité de l'encadrement (quelques dizaines de personnes) a été changée ; enfin une série de lettres d'apurement a été adressée à la C.F.T.C. et à la C.G.T.

Le chef de la mission, qui était informé qu'une enquête de l'inspection des affaires sociales était engagée, avait contrebalancé cet aspect négatif par le fait que le ministre n'était guère difficile en raison des obstacles — parfois physiques — dressés contre les inspections des F.O., sans être dénoté dans la plus grande clarté, tous les dossiers étaient communi-

... les lettres d'information du directeur au personnel consistant des propositions, des avis, des conseils, des syndiqués ou partis, qu'un directeur de service paraplumbe ne pourrait sans doute se permettre d'écrire.

Encore faut-il remplacer la nomination de M. Lucet dans son poste. Il ne faut pas oublier que ce jeune directeur a été désigné par le conseil d'administration pour « mettre de l'ordre ». Ceux qui aujourd'hui dénoncent le ministère ne devraient pas oublier les conseils qui ont été donnés à M. Lucet par le conseil d'administration « flamboyante » de ce jeune patron — il l'a reconnaissait — « vous le mettiez au pas la C.G.T. ».

d'exercer comme il voulait son travail et de lui démissionner.

Le comportement de F.O. n'a pas été satisfaisant. L'exemple. Ce directeur délégué s'est vu dans corps constitué des F.O. qui ont rendu sa tâche impossible », nous dit-il. Il a été un collaborateur de l'ancien directeur de la C.G.T. sociale. Et l'entourage de M. Questiaux s'inquiète de certaines promotions récentes dans plusieurs directions. Il n'est pas l'appareillage syndical à F.O.

Qu'il y ait toute d'influence entre les syndicats, que cette bataille ait des répercussions sur la nomination de M. Lucet, que ce soit un peu étonnant, même s'il est nécessaire de tirer la sonnette

es. « y compris la C.G.T. ».

Les responsables locaux de F.O. ont également cherché à mettre en relief les résultats positifs de la gestion de R. Lucet, « a fait économiser à la Sécurité sociale plusieurs milliards ».

C.G.T., ne lui avait pas ménagé sa confiance. Ce n'est que mercredi, grâce à une intervention de M. Bergeron, qu'un rendez-vous avait été pris pour M. Lucet, vendredi au ministère.

Pour F.O., le tragique dénoue-

La manifestation donne une image déformée, comme elle en donne d'habitude, de la situation véritablement fautive face à de telles entreprises. Une faiblesse qui, dans les faits, n'est ni réelle, ni durable, mais qui, en raison de la forme de complicité avec de telles infiltrations. Rapidement, M. Bergeon, décidé à ne pas laisser passer la situation, décide de faire signer à M. Lévesque, ministre de l'Énergie, un communiqué de presse, dans lequel il déclare : « En raison de la situation, j'ai décidé de suspendre temporairement les permis de forage et de réfection des puits existants. Cette mesure est temporaire et sera levée dès que les services de l'Énergie auront pu procéder à une inspection approfondie de la situation. »

ment de se donner la mort, ne sont pas des lâches, parmi les hommes de cette race. Encore dit-il aussi comprendre M. Inceot. C'est d'une lourde mission qui est confiée à la gestion de ces quakers, et il a raison — mais s'il s'agit de lutter contre la G.G.T., c'est de sa fait, provoqué de vives réactions. On voit tout d'abord des naturalistes et aux délégués écologistes, et il, sous l'effet de la pollution de l'homme, on se met en motion pour le rétablissement d'une brutaie pression, de certains écologistes, sublimations, votre des menaces d'alarme sur ce genre de comportement. Ben revanche, ce combat s'il existe bien et si les enquêtes sont faites, on ne peut pas dire dans chaque camp on sache raison garder : il n'y a pas d'un côté des victimes et de l'autre des victimes. La réalité est plus compliquée. A la veille des élections aux conseils régionaux, on voit la démocratie sociale, une trêve devrait être observée, et surtout des régimes de bonne conduite devraient être imposés. En outre, dans les caisses devraient être rapidement adoptées.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Mme QUESTIAUX
tation politique.

Refusant toute déclaration à la radio et à la télévision « par respect des proches de M. René Lueset », le député a déclaré : « Je suis sûr que toutes les sanctions, le jeudi 4 mars, et le caractère très pénible de cette affaire » qui donne lieu « à une exploitation politique ».

Il a poursuivi : « Les motifs qui l'ont conduits à retirer l'engagement à René Lueset, invoquant notamment « une certaine manière d'assomoir, d'écarter, d'écarter les conflits », une politique très personnelle » qui a souvent entraîné « des manquements à la réserve », enfin le rapport de force, le poids de la vie sociale qui faisait apparaître certaines anomalies de gestion.

Mme Questionnaire a indiqué en outre que « l'affaire était en voie de règlement total le mercredi 3 mars au soir ». « Ce geste est pour moi tout à fait inexpliquable, a-t-elle ajouté. Je suis éprouvée par cette affaire et par ces accusations, et blessée qu'on ait pu « prêter une intention politique » à cette décision de retrait alors que je cherchais « à défendre l'institution et le service public. »

● M. Alois Krivánek, membre du bureau de la Ligue communiste révolutionnaire a déclaré le 4 mars : « Trois usines occupées ont été évacuées par la police en une semaine. Les usines de Sella et de Bello ont été marquées devant la préfecture de Perpignan. Ces agitations policières étaient monnaie courante sous Bonnet (ex-ministre de l'Intérieur) et de la police étaient intolérables. Je pose la question à Gaston Defferre (ministre de l'Intérieur) : Est-il possible que de telles interventions aient été évitées si nous n'avions pas été attentifs ? L'absence de dessous des préfets semble prouver le contraire.

dictat F.O. et M. Lncet. Mais les résultats ont été négatifs. Face à l'absence de réaction, face surtout à la dégradation continue de certains rapports, M. Lncet, et certains membres du personnel, le ministre a donc décidé de sévir. Le 10 février, la procédure disciplinaire a été engagée. La lettre est envoyée à M. Lncet, lui communiquant les motifs d'un éventuel retrait d'agrément. Le 12 février, le ministre lui en répondra. Le 23 février, dans une lettre au ministre, il nie les accusations et à son tour accuse. Le 25 février, le ministre, à cette époque, de nouveaux faits aggravant la situation : l'appropriation des centres de paiement des remboursements des assurés — se ralentit ; plusieurs salariés sont l'objet de menaces, proférées par les collaborateurs directs de M. Lncet.

Le ministre décide alors de suspendre le directeur : cette décision est notifiée à son secrétaire. Le directeur, qui ne précise le ministre, le lendemain matin, tous les imprimés pour le jour même, et le directeur ne peut intervenir de la direction ? Provocations ? La question reste posée. Toujours, nous nous souvenons de la nouvelle dégradation du climat, à la caisse, conclut la procédure engagée le 10 février en restaurant l'atmosphère de la direction de son poste de directeur. Certes, les pouvoirs publics ont donné une longue décade de réflexion au responsable de la direction, mais quel point avant de trancher une question dont on connaissait à Paris l'impact politique et syndical ? n'est-ce pas le rôle du ministre ? La démarche de conciliation ? Fournigot n'a-t-on pas convoqué M. Lucet avenue de Ségur ?

**VENEZ LES ESSAYER CHEZ
VOTRE CONCESSIONNAIRE.**

Traction avant. Moteur transversal 1300 ou 1600 cm³. Arbre à cames en tête. 2 carrosseries: 2 ou 4 et 5 portes hayon. Lignes aérodynamiques. Equipement complet de sécurité. Prix clés en main modèle 82 à partir de 39 595 F (Ascona 2 portes L7CV).
À partir de maintenant: 2 portes SK 51.730 F.

Opel Ascona.

SOCIAL

CHOMAGE ET SOCIÉTÉ

II. — Réviser nos hiérarchies

par Philippe d'IRIBARNE (*)

Ceux qui, de par leur statut, peuvent prétendre à un salaire relativement élevé par rapport à leurs « performances » (telles du moins que les voient les employeurs) sont en position difficile en matière d'emploi. Et les politiques « classiques » sont impuissantes devant le chômage que cela entraîne. (Le Monde du 4 mars).

Un niveau de chômage élevé n'exclut pas de fortes tensions sur le terrain de l'offre de travail (pour les activités dévalorisées par rapport à la compétence qu'elles demandent). Or, compte tenu de la rigidité des rapports de salaires liés à leur caractère de « signes » statutaires, les augmentations dont bénéficient ceux qui exercent ces activités se diffusent à l'ensemble des travailleurs. Toute politique de relance prétendant innover au-delà d'une situation où règne le plein emploi des catégories pesantes se traduit alors en inflation. Et plus les distorsions statutaires sont fortes, plus le taux global de chômage correspond à une inflation « acceptable » est élevé.

Simultanément, on ne peut attendre grand-chose d'une réduction globale de la durée du travail. Si elle n'affecte pas seulement les catégories ou les demandeurs d'emploi sont nombreux, mais aussi celles pour lesquelles il y a déjà pénurie, pareille réduction risque fort de ne

guère se traduire que par une baisse de production.

Il en est de même pour les mises à la retraite anticipée si elles affectent toutes les catégories de personnel. Ainsi, on conçoit très bien que pareille mesure touchant un ingénieur en fin de carrière et permettant son remplacement par un jeune aux dents longues et au salaire beaucoup plus modeste soit intéressante pour une entreprise. Mais le nouvel embauché aurait de toute façon trouvé du travail.

De plus, il ne suffit pas pour ajuster l'offre et la demande d'emploi d'augmenter les capacités de formation correspondant aux catégories pour lesquelles on manque de bras. Si les statuts qui leur sont associés restent trop dévalorisés par rapport aux exigences de l'emploi, les pénuries demeureront.

Le niveau global de chômage auquel les politiques « classiques » sont capables de ramener est très affecté par les caractéristiques de la société où l'on se trouve. Chaque pays a sa manière à lui de combiner la logique du statut et celle du contrat. Et la hiérarchie des statuts entre « intellectuels » et « manuels », détenteurs d'autorité et détenteurs de compétences, etc., diffère d'une société à une autre. Le nombre de ceux qui, tout en bénéficiant d'un statut relativement avan-

tageux, ont du mal à trouver du travail varie donc beaucoup suivant les lieux. Ainsi, en Allemagne, la hiérarchie des statuts est particulièrement liée à la compétence, et les métiers ouvriers ne sont pas dévalorisés. Au Japon, ceux que leur statut avantage (les travailleurs d'âge moyen) n'ont guère à chercher d'emploi. Ces facteurs favorisent, dans l'un et l'autre cas, un niveau de chômage plutôt bas. Par contre, la hiérarchie des statuts que l'on trouve en France paraît particulièrement propice à l'éclosion du chômage.

La dévalorisation du travail manuel est inscrite dans les caractéristiques profondes de la société française (n'est-ce pas symptomatique à cet égard que les élus de la gauche socialiste ne soient guère syndicalistes, mais beaucoup plus souvent professeurs ?). Le modèle de l'« homme homme » s'est répandu des salons à l'ensemble de la société. Les instituteurs, qui ont façonné la France moderne, l'ont fait pénétrer jusqu'au fond des chaumières.

Dans les hautes sphères, le personnage si bizarrement français de l'ingénieur généraliste, issu d'une très grande école, arrive à le concilier avec l'exercice d'une activité industrielle. Mais il n'en est pas de même à des niveaux plus modestes.

En France, le désir d'égalité ne conduit pas à vouloir faire de l'ouvrier l'égal du bourgeois, mais à transformer l'ouvrier en bourgeois.

En matière d'enseignement, il ne conduit pas à vouloir faire de l'enseignement « professionnel » l'égal de l'enseignement « général », mais à faire passer tout le monde par l'enseignement « général ». Sur le plan politique, la passion de l'égalité a conduit la France de 89 à renverser ses maîtres, sur le plan culturel à les singer (1).

Les apparences du pouvoir

Quant aux apparences d'égalité, quelques résultats remarquables ont été obtenus, et Tocqueville notait déjà le culte des Français pour les apparences de statut et de pouvoir. Il n'y a plus de premier cycle des lycées distincts des collèges. Phébre et Bandelaire rentrent dans les cartables des fils d'O.S. Mais qu'en est-il pour l'essentiel ? Les fils du « peuple » continuent à lui appartenir. On leur assure un enseignement conçu par et pour d'autres, qui laisse l'immense majorité d'entre eux largement indifférents et ne les prépare guère aux combats de la vie. Ceux que leur environnement familial, ajouté peut-être, les experts en dis-

cutent — à leurs capacités innées, arme mal pour réussir, même à un niveau modeste dans notre système scolaire, sont transformés en « déchets ». Et comment s'étonner alors des files d'attente aux portes des emplois « intellectuels » ; et du peu d'attrait, pour les employeurs, de ceux qui sont restés étrangers à l'enseignement qu'ils ont reçu ?

Bien sûr, pour éviter que les mal-aimés de l'appareil éducatif ne soient trop écrasés par le monde de la production, il faut les protéger. Il faut instituer un SMIC, réglementer les activités intérimaires ou temporaires, etc. Mais plus on les protège, plus on leur fait courir le risque d'être chômeurs.

Certains parlent de résoudre les problèmes des moins « performants » en diminuant la protection dont ils bénéficient. Il s'agirait de mettre en place une société « duale » où une vie conviviale servirait de compensation à ceux à qui échoirait une situation économique dégradée. Mais on peut douter que les intéressés soient prêts à adhérer aux représentations célébrant la convivialité (ils la laissent aux « nouvelles couches moyennes »). Tant que le reste de la société est ce qu'il est, leur concentration dans un « deuxième secteur » ne consiste guère qu'à augmenter le nombre des exclus.

Ce n'est pas demain que la France résoudra pleinement ses problèmes de chômage. Ses dirigeants n'ont que des moyens limités pour s'attaquer à ce qui l'enracine dans la société. Mais ils peuvent quand même agir.

Dans l'immédiat, il y a quelque chose à faire pour ceux que leur statut met en position difficile. Les débutants qui ne sont pas compétitifs par rapport à ceux qui ont quelque expérience méritent une attention particulière. Il faut financer une partie du surcoût qu'ils représentent au cours de leur première période d'activité. Pareille mesure demande à être permanente et pas limitée à la durée de quelques « pactes » pour l'emploi. Et il peut être utile de permettre des débats de carrière qui échappent à la logique stricte du salariat. C'est bien à tort que les mesures annoncées récemment on ce sens ont suscité des sarcasmes.

Un terrain pour les entreprises nationalisées

Mais il faut aller plus loin et essayer d'infuser la hiérarchie des statuts. Ainsi, il sera possible d'augmenter le nombre de ceux qui se dirigent vers les activités où il y a des tensions sur le marché du travail (et amener à décroître le nombre de ceux qui quittent ces activités) : d'accroître le nombre de travailleurs manuels les plus qualifiés ; et de diminuer simultanément le nombre de ceux qui cherchent, et souvent ont du mal à trouver, un emploi tertiaire qualifié ou non, comme de ceux qui sont dépourvus de toute qualification.

Est-il réellement possible de revaloriser le travail manuel qualifié par rapport au travail tertiaire également qualifié ? D'améliorer le salaire et le statut de ceux qui ont une compétence par rapport à ceux qui exercent une fonction hiérarchique ? Ce n'est pas évident, mais les entreprises nationalisées, anciennes et nouvelles, peuvent avoir à un beau terrain d'action — sans se faire d'illusions sur les drames que cela susciterait sans doute chez ceux qui verraient leur situation relative se dégrader.

L'appareil scolaire devrait être plus au service d'une promotion réelle des moins aptes aux études et d'une diminution réelle des inégalités, et moins de la sauvegarde d'apparences agréables à un mythe égalitaire. Il faudrait sortir du mythe — qui ne se traduit guère dans les faits — d'une école identique pour tous, et admettre qu'une grande partie des enfants (y compris, pourquoi le nier, la majorité des enfants de milieux populaires) n'ont pas grand-chose à faire d'un enseignement conçu par et pour des « élites » bourgeoises. On pourrait alors songer à construire, à l'image de ce que l'on observe en Allemagne, un enseignement de qualité qui soit adapté au plus grand nombre et ne conduise pas les moins compétitifs à devenir des chômeurs sans qualification, honteux d'eux-mêmes et sans espoir. Dire cela, c'est bien sûr s'attaquer à une des plus importantes vaches sacrées de la société française. Mais qui ne sait déjà en son for intérieur que le roi est nu. Et un gouvernement dont les liens avec l'orthodoxie enseignante sont au-dessus de tout soupçon n'est-il pas admirablement placé pour faire quelque chose ?

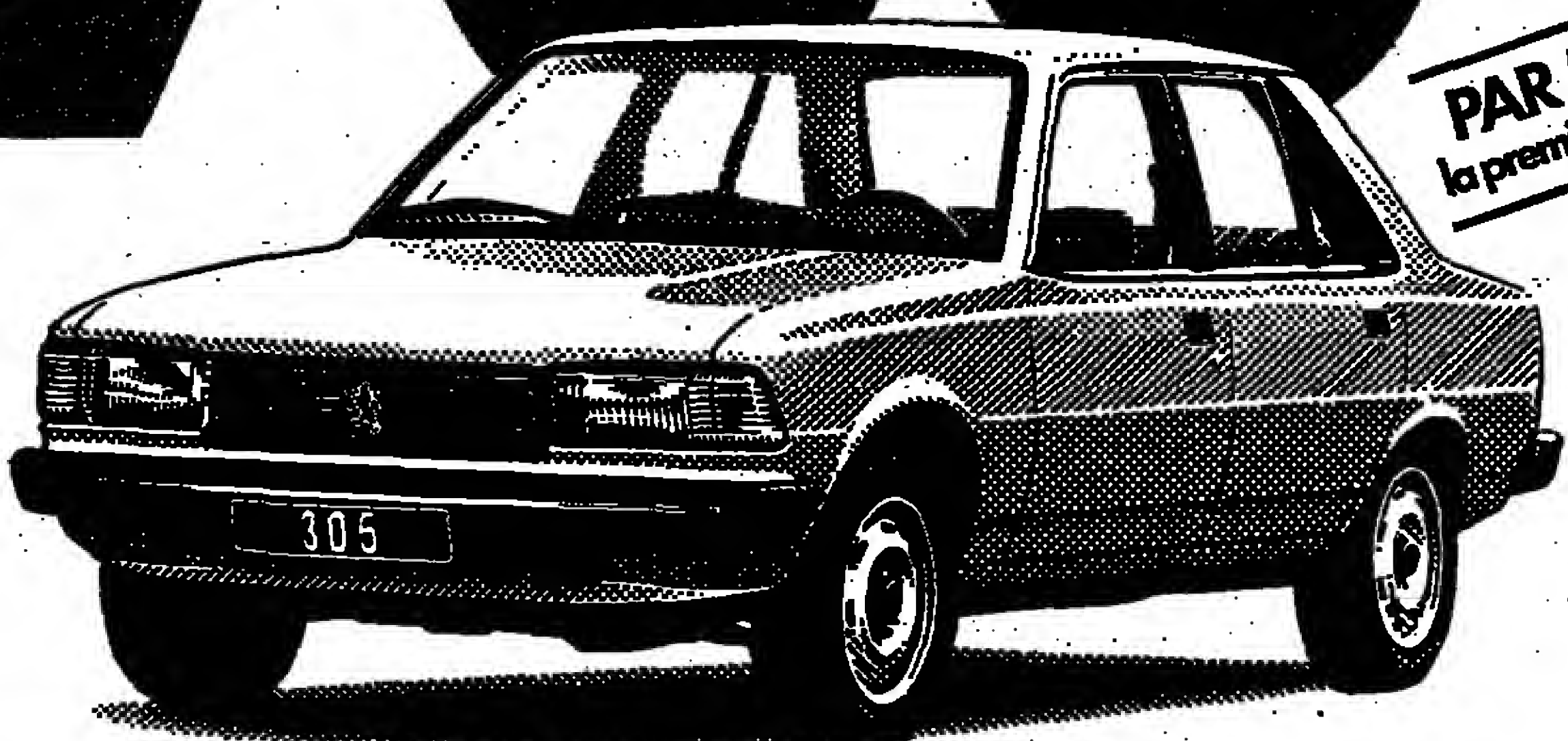
Tout cela serait sans doute plus crédible si, à l'image de ce qui s'observe dans d'autres pays, ceux qui n'ont guère fréquenté l'enseignement général étaient plus nombreux dans les allées du pouvoir. Et, à encore, un gouvernement de gauche est bien placé pour faire qu'il en soit ainsi. Que les intentions affichées en la matière ne restent pas des vœux pieux !

FIN

(*) Directeur du Centre de recherche sur le bien-être.

(1) Sur la comparaison entre la France et l'Allemagne en la matière, lire les analyses du sociologue allemand Norbert Elias.

700 F*



PAR MOIS
la première année

Location avec promesse de vente par Locadin ou Locasovac.
Les 60 loyers mensuels s'échelonnent comme suit : 12 premiers loyers : 696,31 F, 48 loyers suivants : 964,72 F.
Dépôt de garantie initial : 7 780 F T.T.C. égal à l'option d'achat finale.
Coût total en cas d'acquisition : 62 442,28 F T.T.C. Offre valable du 1^{er} Mars au 31 Mars 1982.
305 Peugeot année modèle 82, prix clés en main au 28 Octobre 1981 : 38 900 F. Sous réserve d'acceptation du dossier.

* Sauf Corse

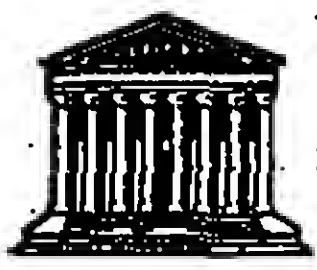
305 PEUGEOT

PRIX EXCEPTIONNELS

dans tous les rayons

du 3 au 15 mars

AUX TROIS QUARTIERS



17, Bd de la Madeleine, Paris
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

SOCIAL

LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Un rapport préconise une exonération partielle des charges sur les salaires

Le ministre de la solidarité nationale et M. Jacques Peckin, chargé de mission, ont présenté, jeudi 4 mars, les grandes lignes d'un rapport sur le financement de la Sécurité sociale dont le chargé de mission est l'auteur. L'objectif de ce rapport est de proposer des réformes qui tendent à la fois à faciliter l'équilibre financier des régimes d'assurances (vieillesse, maladie, famille) et à ne pas pénaliser les entreprises de main-d'œuvre.

Ce rapport se prononce pour trois modifications qui se complètent :

- 1) un décalage des cotisations patronales à l'assurance-maladie ;
- 2) un abaissement à la base des cotisations d'assurance-maladie afin de réduire les charges sociales des entreprises de main-d'œuvre. La formule consisterait à exonérer tous les salaires du premier franc jusqu'à un certain « plancher », qui pourrait varier entre le quart et la moitié du SMIC. Concrètement, une telle réforme qui se traduirait par une diminution de cotisation de 10 % par salarié, réduirait de 10 % les charges sociales des entreprises artisanales, et ne léserait pas les investissements ;
- 3) une fiscalisation partielle : comme les mesures précédentes ne seront pas suffisantes pour combler les « trous » à venir de la Sécurité sociale, le rapport propose une participation du budget de l'État. Le rapporteur envisage, entre autres, une réduction des taux de cotisation d'allocation familiale, l'État combant la différence.

Ce rapport, qui doit incontestablement être soumis au premier ministre et aux partenaires sociaux, sera ensuite discuté au cours d'une large concertation, avant l'adoption, au printemps, d'un projet de loi qui portera aussi sur la réforme des structures de la Sécurité sociale, la décentralisation, l'abrogation des ordonnances de 1967, et le retour aux élections.

RETARDS DE REMBOURSEMENTS

L'Union régionale d'Ile-de-France de la C.F.D.T. dénonce dans un communiqué les retards « de plus en plus importants » dans les remboursements aux assurés (3 500 000 d'Ile-de-France). Ces retards, pouvant aller jusqu'à deux mois selon la C.F.D.T., proviennent « des difficultés de production du secteur d'information », précise ce syndicat, « et en partie à la mise en place de la décentralisation de l'ex-cadre primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne. La C.F.D.T. réclame des mesures immédiates ».

La retraite à soixante ans entrera en vigueur en avril 1983

Le premier ministre et le ministre de la solidarité nationale ont indiqué, jeudi 4 mars, que le gouvernement avait accepté l'ordonnance sur la retraite à soixante ans, mais pas l'adoption. En effet, le conseil des ministres réuni le 3 mars s'est donné un nouveau délai de réflexion afin de consulter les parlementaires et les partenaires sociaux. Mais il est sûr que le gouvernement n'entend pas modifier la structure et les principes du projet d'ordonnance préparé par Mme Questiaux.

Quelle est alors la signification des entretiens que le ministre de la solidarité nationale va entreprendre à Matignon ? Il s'agit, selon Mme Questiaux, de consulter les syndicats et le patronat sur les liens entre l'ordonnance sur la retraite et celle sur la cumul qui continue de poser beaucoup de problèmes. Elle sur la retraite n'est-elle plus amenable ? « Le gouvernement a arrêté sa position », a répondu Mme Questiaux, « mais nous ne sommes pas complètement fermés aux propositions ».

En fait, comme l'a indiqué, le même jour, le premier ministre,

les rencontres avec les partenaires sociaux ont aussi pour but — au-delà d'un suivi de maintien — la concertation — d'inciter les syndicats et le patronat à engager le plus rapidement possible la grande négociation pour aligner les régimes de retraite complémentaires sur le régime général afin qu'en avril 1983 la nouvelle retraite à soixante ans soit applicable.

Le premier ministre a en tout cas nettement mis les points sur les 1 : il a confirmé le principe d'une retraite à 60 ans du salaire-plafond, des cotisations aux trente-sept années et demi de cotisation ; il a précisé qu'il s'agissait d'un droit et non d'une obligation.

Le premier ministre et Mme Questiaux ont d'ailleurs précisé que le montant de la pension (celle du régime général plus celle des régimes complémentaires) devait atteindre 70 % du salaire des dix meilleures années, ce qui laisse ouverte la question posée par la préretraite actuelle qui, dès soixante ans, accorde une garantie de ressources égale à 80 % du salaire net.

● **Durée du travail : échec des négociations dans l'industrie chimique.** — L'Union (patronale) des industries chimiques (U.I.C.) indique qu'elle n'a pas pu accepter « de nouvelles exigences de dernière heure formulées par certaines organisations » et que l'échec a été constaté le 1^{er} mars. Rappelant ses propositions sur le système de réduction de la durée hebdomadaire du travail — dont « une compensation salariale à 100 % pour la réduction à trente-neuf heures hebdomadaires » — et un taux élevé de 10 % en 1982, en de plus de trente-neuf heures », l'U.I.C. conclut : « On peut s'interroger sur l'effet des récentes interventions des pouvoirs publics, qui ont pu braver la libre discussion entre partenaires sociaux et compromettre l'aboutissement de négociations engagées dès le mois de juillet 1981. »

● **Quatre millions de fonctionnaires.** — M. Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a déclaré, jeudi 4 mars, que la France comptera quatre millions de fonctionnaires « dans quelques mois ». Actuellement, au 1^{er} janvier 1982, la population des agents de l'État atteindra le chiffre indiqué par le ministre avec l'assimilation des personnels municipaux, départementaux et régionaux. « La France est sous-administrée », assure M. Le Pors. « Il n'y a pas trop d'employés et de postiers. »

UNE DÉLÉGATION DU LIVRE PARISIEN C.G.T. A ÉTÉ REÇUE PAR M. FILLIOUD

Les travailleurs du Livre parisien C.G.T. — observant une grève de deux heures — ont manifesté jeudi matin, 4 mars, de la place de la Bourse au ministère de la communication, où une délégation a été reçue par M. Fillioud.

Dans un tract distribué le long du parcours emprunté par le cortège, le Livre s'élève de l'indignation dans la presse quotidienne : « Le changement intervenu en France le 10 mai n'a pas apporté, déclare le Livre, de modifications positives dans la presse quotidienne parisienne. La politique de concentrations et de fusions menée par le précédent pouvoir a conduit à sa plus simple expression le nombre des titres proposés aux lecteurs. Les conséquences sur l'emploi — 34 % des effectifs en moins, selon le Livre — ont été catastrophiques car elles se sont conjuguées avec la mécanisation des entreprises. »

A sa sortie du ministère, la délégation du Livre s'est déclarée satisfait de l'entretien, qui a permis d'obtenir des garanties et la constitution d'une commission de concertation pour faire valoir la position des travailleurs du Livre, et a critiqué les conditions d'un développement du pluralisme d'expression.

vos SANITAIRES REMIS À NEUF

à domicile, en un jour, sans démontage

balais, broches, bidets, etc.

Réparation locale, démontage.

Résultat à l'œil nu en 15 min, en tous casuels au choix (Remise possible).

SANOTEC

7, rue Saint-Jacques - 75013 Paris

255.44.89

C.E.E.

LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE UNE DIMINUTION DE LA TAXE DE CORRESPONSABILITÉ LAITIÈRE

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne vient de proposer que la taxe de responsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de lait dans la Communauté soit ramenée de 3,5 % à 1,5 % du prix indicatif pour les 60 000 premières kilos de lait produits. Cet allègement de 1 % sera favorablement accueilli en France où 75 % des exploitants produisent moins de 60 000 kilos par an. Il n'en sera vraisemblablement pas de même au Royaume-Uni, au Danemark et aux Pays-Bas où les montants de production par exploitation sont très supérieurs.

UNE PROCÉDURE D'INFRACTION EST OUVERTE A L'ENCONTRE DES MESURES FRANÇAISES DE SOUTIEN A L'AGRICULTURE

La Commission européenne juge incompatible avec la réglementation communautaire l'ensemble des aides annoncées par le gouvernement lors de la conférence agricole annuelle. Ainsi a-t-elle décidé, le 4 mars, d'ouvrir une procédure d'infraction à l'agriculture. Les principales mesures visées concernent l'allocation de subventions et la contribution au plan de redressement des exploitations agricoles en difficulté. Bruxelles donne à Paris, dans sa lettre, un délai de quinze jours pour formuler ses observations avant de saisir formellement la Cour européenne de justice.

AFFAIRES

Inquiété de la détérioration du commerce extérieur

LE C.N.P.F. DEMANDE UN ALLÈGEMENT DES CHARGES DES ENTREPRISES

M. Yvon Gattas, président du C.N.P.F., qui était l'invité de l'Union patronale de l'Est, a prononcé le 4 mars un vigoureux discours en faveur des entreprises. Alarmé par la détérioration du commerce extérieur « baromètre incontestable de notre compétitivité », M. Gattas a affirmé que le niveau actuel des charges qui pèsent sur les entreprises était à l'origine de cette détérioration. Or, a poursuivi M. Gattas, « des charges nouvelles, des contributions » se créent du fait de la réduction du temps de travail et de l'impact de la cinquième semaine de congé.

En conclusion, M. Gattas, qui a rencontré le premier ministre le 2 mars, lui a demandé que « des mesures d'allègement des charges »

TRISTE ANNÉE 1981 POUR RENAULT

Triste année 1981 pour Renault qui, comme la quasi-totalité de ses concurrents, a enregistré, après deux très bons exercices, une perte substantielle : probablement 800 millions de francs, soit à peu près 1 % du chiffre d'affaires (88 milliards de francs), à comparer avec un bénéfice de 250 millions de francs et un chiffre d'affaires de 80,1 milliards l'année précédente. La Régie n'a pas supporté la baisse de ses ventes, tant en France (— 5,1 %) qu'à l'exportation (— 16 %), qui l'ont contrainte à réduire de 11,5 % sa production d'automobiles, passée d'un peu plus de 2 millions d'unités à 1,7 million. C'est notamment sur les 100 000 ou 200 000 derniers véhicules que se fait, chez tous les constructeurs, le gros des bénéfices.

Ces premières estimations faites — les résultats définitifs ne seront bouclés qu'en mai —, le soulagement l'emporte pourtant à la Régie : « Rien de catastrophique », il est vrai qu'en cherchant Renault, il est vrai qu'en attendant le pire, évité de justesse grâce au redressement des ventes opéré en fin d'année avec le lancement de la Renault 5. Surtout, le groupe est parvenu, bien qu'il n'ait reçu l'an passé aucune dotation de son actionnaire l'État, à maintenir le rythme — soutenu — de ses investissements : 7,5 à 8 milliards de francs en 1981, soit environ 8,5 % du chiffre d'affaires (contre 6,6 milliards de francs en 1980). Les mauvais résultats de 1981 auront seulement alourdi son endettement (8,5 milliards de francs, soit 7 % du chiffre d'affaires) et réduit ses capacités d'autofinancement (de 80 à 50 %).

Malgré consolation pour Renault : Peugeot S.A. — le concurrent, a accusé en 1981 des pertes sans doute plus de deux fois plus lourdes, pour un chiffre d'affaires en quasi-stagnation. — V. M.

Par décision de la Préfecture de Police avant FERMETURE DÉFINITIVE des Entrepôts au Public

liquidation totale

jusqu'à épuisement des stocks de

tapis d'Orient

crédit gratuit et immédiat. Certificat d'origine.

COMPTOIR FRANCE ORIENT

15, RUE DIEU - 75010 PARIS

(Métro République) - Tél. : 239.32.00

&

1, PLACE DU PALAIS ROYAL - 75001 PARIS

(Métro Palais Royal)

Pendant la liquidation ouverture tous les jours de 10 à 19 H DIMANCHE INCLUS.

la finlande:

des vacances plus vraies que nature...

Forfaits de 8 jours :

- Mini forfait Helsinki avion + 1 nuit hôtel..... 1.790 F
- Chalet + avion à partir de..... 1.990 F
- Chalet + avion + voiture à partir de..... 2.510 F
- Femme + avion à partir de..... 2.690 F
- Avion + location de voiture à partir de..... 1.940 F

Renseignements: Votre Agence de Voyages ou **FINLANDER** 11, rue Auber 75009 Paris

NOM.....

ADRESSE.....

du 5 au 14 MARS 1982

île de chatou près de PARIS

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ET AUX JAMBONS

organisée par: LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUAIRE ET DE L'OUCCASION

TEL 70.88.78

ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU

LES BONNES SURPRISES DE L'IMMOBILIER EN 1982

ACHETEZ MIEUX

Sans payer plus cher, devenez propriétaire à part entière d'un appartement entièrement équipé et meublé et, sans charges supplémentaires, profitez de tous les services intégrés d'une Residence-Club. Benefitez gratuitement de l'accueil, piscine, discothèque, salle de jeux. Utilisez à la carte, bar, restaurant, garderie d'enfants, club house, etc. Le tout au soleil de la Méditerranée.

DÉPENSEZ MOINS

Exceptionnellement, vous récupérez la totalité de la TVA cumulée des murs et du mobilier. Mis en gestion locative, votre appartement vous rapportera un revenu annuel indexé pendant 9 ans. De plus, la situation exceptionnelle des Residence-Club vous assure la perspective d'une forte plus-value. Enfin l'entretien et le gardiennage sont assurés tout au long de l'année. C'est tout bénéfice.

Faites vite, les offres sont limitées.

Ex: 2 pièces entièrement meublées et équipées à partir de 230.000 F.

SERITOUR 15, avenue Gourgand - 75017 Paris - Tél: (1) 766.04.33

Pour recevoir notre documentation complète, retournez ce bon à :

SERITOUR - 15, avenue Gourgand - 75017 Paris - Tél: (1) 766.04.33.

Nom.....

Adresse.....

Tél.....

MONNAIES

L'or en chute libre

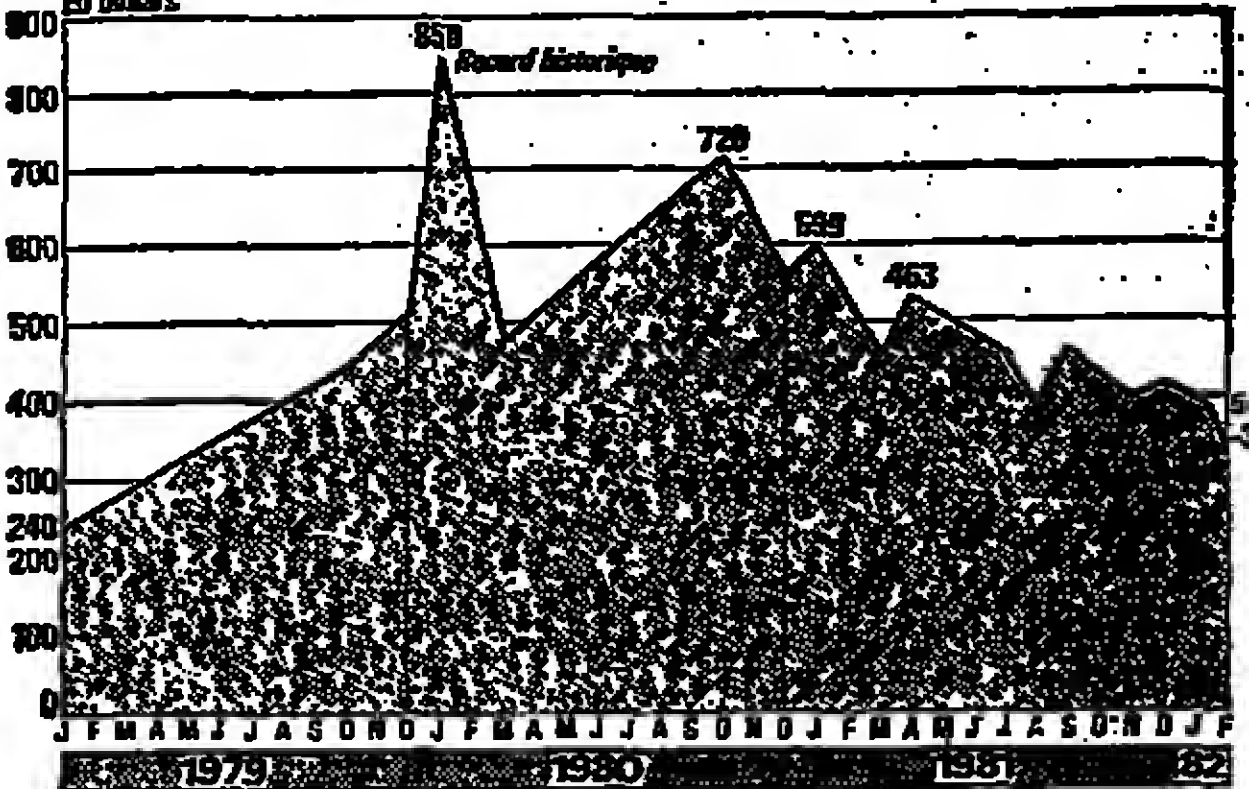
Amorcée depuis le début de 1981, la chute des cours de l'or s'est accélérée ces jours derniers. Le prix de l'onze de 31,1 grammes se trouvant ramené à moins de 350 dollars, contre 400 dollars en janvier, et rejoignant le niveau de septembre 1979. On est loin des 850 dollars atteints dans la fièvre du début de 1980, lorsque l'intervention soviétique en Afghanistan et la flambée des prix du pétrole faisaient monter la tension internationale et l'inquiétude des milieux financiers.

A cette époque, investisseurs d'Orient et d'Occident se ruèrent

venant des réserves des pays producteurs de pétrole, en premier chef l'Irak, ruiné par sa guerre avec l'Iran et même la Libye, à court, dit-on, de disponibilités. Vérifiées ou non, ces rumeurs montrent qu'un rapport évident peut être établi entre les prix du pétrole et ceux de l'or, plus psychologique que technique.

Il y a deux ans, l'ascension du prix du brut signifiait inflation et baisse du dollar, monnaie d'un pays en perte de vitesse. Aujourd'hui, la chute des prix favorise la hâte contre l'inflation aux Etats-Unis et revalorise d'autant

LE COURS DE L'ONCE D'OR À LONDRES



sur le métal jaune, suprême refuge contre la chute du dollar, l'inflation et les aléas de la politique. Aujourd'hui, tout a changé, et la baisse de l'or traduit assez fidèlement le formidable renversement de la situation.

Certes, de nombreux facteurs à caractère technique et météorologique expliquent cette baisse. En premier lieu, les achats des spéculateurs internationaux ont été découragés par la hausse des taux d'intérêt qui a fortement renchééri leur financement, au point de provoquer des ventes de « las-titude » sur les grands marchés à terme.

En second lieu, les besoins en devises des pays de l'Est, devenus très pressants après l'écroulement de la crise polonaise ont entraîné d'importantes ventes de l'or à l'étranger, appelées à se poursuivre. Circonstance aggravante : l'Afrique du Sud, le plus grand producteur d'or mondial, dont la balance des paiements est devenue fortement déficitaire, est contrainte d'alléger ses stocks, ou tout au moins de contracter des emprunts gagés sur lesdits stocks, ce qui laisse planer la menace d'une réallocation du pégé.

Le coup de grâce, toutefois, semble avoir été donné par des rumeurs de vente de métal pro-

un dollar en pleine ascension depuis deux ans. De plus, la surproduction a fait place à la pénurie sur les marchés du pétrole, où la baisse de la consommation a surpris par son ampleur, la situation étant la même qu'en 1979.

Toutes les conditions sont donc réunies pour ôter à l'or, dans le présent tout au moins, son caractère de valeur-refuge. Le recul de l'inflation aux Etats-Unis, seul avantage d'une politique monétaire extrêmement rigoureuse, la surabondance des produits de base qui pourrait se prolonger assez longtemps, et la rentrée en grâce du dollar, monnaie-étalon pour les échanges mondiaux, ont modifié toutes les données sur l'évolution prévisible des économies. Mais le retour à la sagesse en matière de prix et l'arrêt de la spirale inflationniste qui permettait bien des erreurs ne peuvent s'opérer sans remises en cause ni bouleversements. La baisse de l'or en est un signe.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

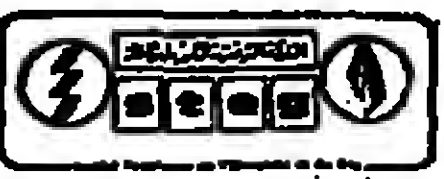
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ has + last		Rep. + en Dép.		Rep. + en Dép.		Rep. + en Dép.	
\$ E.-U. ...	6,0180	6,0280	- 35	- 15	- 75	- 40	- 20	- 50
\$ Can. ...	4,3545	4,3575	- 100	- 61	- 121	- 124	- 479	- 361
\$ Yen (100) ...	2,5510	2,5540	+ 147	+ 151	+ 324	+ 327	+ 945	+ 1021
D.M.	2,3395	2,3415	+ 76	+ 102	+ 163	+ 200	+ 542	+ 616
£ S.	2,3320	2,3360	+ 83	+ 107	+ 168	+ 200	+ 542	+ 611
F.R. (100) ...	12,8775	12,8735	+ 39	+ 122	+ 158	+ 196	+ 542	+ 619
£ S.	2,2285	2,2295	+ 285	+ 287	+ 388	+ 440	+ 542	+ 616
£ L. (100) ...	2,4485	2,4540	- 232	- 215	- 539	- 608	- 1426	- 1247
\$ S.	11,4430	11,4540	- 25	- 43	- 22	- 79	+ 309	+ 617

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 MOIS	6 MOIS	9 MOIS	12 MOIS
D.M.	9 3/4	10 1/8	11 1/16	12 1/16
£ S.	14 5/16	15 1/16	16 1/16	17 1/16
£ S.	9 3/4	10 1/8	11 1/16	12 1/16
£ S.	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4
£ S.	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4
£ L. (100) ...	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2
£ S.	14 1/8	15 1/8	16 1/8	17 1/8
£ S.	14 1/8	15 1/8	16 1/8	17 1/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de semaine par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ



APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre de son projet « Aménagement du réseau de transport, programme 1982-1986 », la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) se propose de lancer un appel d'offres international pour la fourniture, la pose et la mise en service industrielle de 23 km environ de câble souterrain 90 KV.

Les constructeurs intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer les dossiers, à partir du 1^{er} mars 1982, au siège de la STEG, « département réseau de transport », bâtiment F, 38, rue Kamel-Ataturk, Tunis, moyennant le paiement d'un montant de cent dinars ou leur équivalent en monnaie étrangère.

La date limite du retrait du dossier d'appel d'offres est fixée au 12 mars 1982.

Les offres doivent parvenir à la STEG au plus tard le 25 mai 1982, à 17 heures.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ACTIVITES DU GROUPE IMETAL EN 1981

GROUPE IMETAL

Le chiffre d'affaires consolidé des Sociétés Industrielles atteindra environ 9,5 milliards de francs, soit une progression de 25 % sur l'exercice précédent.

Le bénéfice consolidé sera de l'ordre de 115 millions de francs. Ce résultat s'explique par l'absence de différences de change au 31 décembre 1981 sur l'exercice précédent à long terme en devises. Le résultat consolidé de l'exercice 1980 s'était établi à 260 millions dont 40 millions de francs de plus-values de cession.

SOCIÉTÉ IMETAL

Les revenus du portefeuille de l'année se sont établis à 22 millions de francs contre 124 millions de francs pour l'exercice précédent qui comprenait des éléments exceptionnels dus à l'absorption de la Compagnie de Mokke.

Les plus-values de cession d'actif sont de 15 millions de francs contre 20 millions de francs en 1980.

Au total, l'activité courante de l'année 1981 se traduit par un profit de 50 millions de francs. Il sera porté à 145 millions de francs de plus-values de cession de l'année 1981 par la participation dans la Société Métallurgique LE NICKEL-S.L.N. et, après imputation de cette dépréciation, le résultat de l'exercice ressortira en 1981 d'environ 38 millions de francs. Cette perte est à rapprocher d'un ensemble de réserves libres d'environ 1 000 millions de francs sur lesquelles le Conseil se propose de proposer aux actionnaires tout d'abord un dividende de 15 F par action et de 7,50 F par action de préférence.

PENARROYA

Le chiffre d'affaires de la Société PENARROYA s'élève pour l'année 1981 à 2,8 milliards de francs, pratiquement inchangé sur celui de l'année 1980 : pour le Groupe, le chiffre d'affaires consolidé reste également au niveau de l'année 1980, soit 9,5 milliards de francs.

Le résultat consolidé devrait ressortir en 1981 de l'ordre de 145 millions de francs sur la valeur de la participation dans la Société Métallurgique LE NICKEL-S.L.N. et, après imputation de cette dépréciation, le résultat de l'exercice ressortira en 1981 d'environ 38 millions de francs. Cette perte est à rapprocher d'un ensemble de réserves libres d'environ 1 000 millions de francs sur lesquelles le Conseil se propose de proposer aux actionnaires tout d'abord un dividende de 15 F par action et de 7,50 F par action de préférence.

COPPERWELD

Le chiffre d'affaires s'établit à 617 millions de dollars, en progression de 34 % sur celui de 1980. Le résultat est de 37,2 millions de dollars contre 19 millions de dollars l'année précédente.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE LE NICKEL-S.L.N. (IMETAL-S.N.E.A.)

Le chiffre d'affaires s'élève à 1 563 millions de francs contre 1 443 millions de francs en 1980.

Les résultats provisoires font apparaître une perte de 208 millions de francs après 221 millions de francs d'amortissement. La valorisation aux participations du 31 décembre 1981 des décaissements et charges à plus d'un an conduit à une perte complémentaire de 90 millions de francs, ce qui porte à 298 millions de francs la perte comptable au 31 décembre. La marge brute d'autofinancement est de 26 millions de francs.

Pour l'exercice 1981, la perte avait été de 90 millions de francs et la marge brute d'autofinancement de 121 millions de francs.



COMPTES DE LA MAISON-MÈRE POUR L'EXERCICE 1981

Après le 25 février 1982 sous la présidence de M. Bernard Barrot, le conseil d'administration a arrêté les comptes de la C.F.P. maison-mère pour l'exercice 1981 (en millions de francs) :

1) Les tonnages de pétrole brut commercialisés par le groupe TOTAL ont été de 48 millions de tonnes contre 63 millions de tonnes en 1980. La baisse sensible de la demande de produits pétroliers a réduit les bénéfices des filiales ainsi que les ventes aux tiers. Les contrats d'achats ont, en conséquence, dû être fortement réduits.

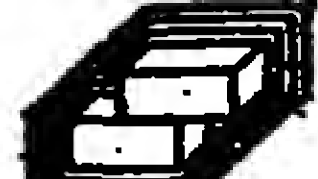
2) Les dividendes reçus des filiales ont été de 944 MF (dont 607 MF pour les filiales de production) contre 636 MF en 1980. La marge brute d'autofinancement est de 2 619 MF contre 2 452 MF en 1980.

3) Une dotation nette de 1 999 MF a été faite aux comptes de provisions sur titres de participation et prêts à long terme. Elle correspond pour l'essentiel à des dépenses d'exploitation pétrolière et minière qui n'ont pas encore justifié une décision de mise en production.

Après notamment une dotation de 200 MF faite à la provision pour risques, le résultat de l'exercice s'établit à 407 MF contre 882 MF en 1980.

4) Les pertes nettes importantes de la C.F.P. filiale de raffinage du groupe en France, apparaissent dans les comptes publiés par cette société. Elles n'ont pas encore eu d'impact sur le résultat de la maison-mère. Seuls les comptes consolidés de l'exercice 1981, qui seront publiés en mai, en seront entièrement affectés. Ils montreront en effet une dépréciation de la marge brute d'autofinancement et un résultat économique très largement négatif.

5) Le conseil propose à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 15 F par action (contre 18 F au titre de l'exercice 1980) auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 7,50 F par action, soit au total 22,50 F.



IMMOFFICE

Réuni le 25 février 1982 sous la présidence de M. Bernard Barrot, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1981.

Le volume des engagements nouveaux contractés au cours de l'exercice a été modéré, en raison de la hausse importante des coûts de refinancement. Le total des engagements au 31 décembre 1981 s'élève à 78,5 millions de francs ; il se répartit entre des opérations de location simple pour 55 % et de crédit-bail pour 45 %.

Le conseil a constaté que la mise en œuvre de la politique de développement du patrimoine locatif en-

gagée depuis 1979, se poursuivait conformément aux prévisions, et que la commercialisation des immeubles terminés et livrés en 1981 se déroulait de façon satisfaisante.

Ces immeubles ont été et déjà une valeur vénale sensiblement supérieure à leur prix de revient et procurant des loyers totalement indexés.

Leur construction, à cependant pesé sur le compte d'exploitation, qui a supporté le poids de leur financement et des frais de mise en location.

Les recettes de l'exercice sont de 111 millions de francs, contre 103 millions de francs en 1980. Le bénéfice de l'exercice est de 40,7 millions de francs, dont 7,1 millions de francs de profits hors exploitation courante.

Compte tenu du report à nouveau affecté aux profits sur opérations d'immobilisations de l'exercice 1980, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale qui se tiendra le 24 mai 1982 de fixer le dividende à 22,50 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 0,50 F par action, soit un dividende global de 23 F par action. Le dividende de l'exercice 1980 se montait à 30 F.

CREDITEL

Société de financement par Crédit-Bail pour les télécommunications

Le conseil d'administration de CREDITEL, réuni le 25 février 1982 sous la présidence de M. Pierre Chatenot, a arrêté les comptes du dernier exercice social clos le 31 décembre 1981.

Après dotation aux amortissements de 109 241 482,72 F, ces comptes font apparaître un bénéfice net de 64 280 956,60 F, soit 14,07 F par action contre 14,90 F en 1980.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire de fixer le dividende à 14,10 F par action, contre 13,60 F au titre de l'exercice précédent. En plus, le conseil a décidé de verser à la société, ce dividende n'ouvre pas droit à avoir fiscal.

Au cours de l'exercice 1981, CREDITEL a signé avec l'administration des P.T.T. un protocole d'un montant de 180 millions de francs, qui sera versé à hauteur de 30 millions de francs par des fonds propres d'autofinancement et de 150 millions de francs par des fonds d'emprunt. Par ailleurs, la société a développé ses opérations de CREDITEL qui représentent, au 31 décembre 1981, un montant cumulé d'engagements d'environ 70 millions de francs.

CREDITEL a entamé sans interruption des P.T.T. des conversations sur le programme qui pourra être soumis au conseil d'administration en 1982 dans le domaine du crédit-bail en faveur des télécommunications.

M. Pierre Chatenot, dont le mandat de président vient à expiration, a été désigné par le conseil d'administration en attendant la nomination d'un nouveau président qui interviendra prochainement.

BANCO DE BILBAO

Le Banco de Bilbao, qui occupe la quatrième place du classement des banques espagnoles et la quatrième place du classement des banques mondiales, dispose de fonds propres pour près de 97 milliards de pesetas (3 352 millions de francs) et le total de son bilan atteint 2151 milliards de pesetas (784 430 millions de francs).

Son bénéfice net a atteint 19,9 milliards de pesetas (694 millions de francs), soit une progression de 32,4 % en 1981, selon les déclarations faites par son président, M. José Ángel Sánchez Aznar, au cours d'une conférence de presse.

Dans le cadre de ses activités internationales et malgré l'assourdissement important du marché intérieur, le Banco de Bilbao a maintenu ses dépôts de 25 % la part des opérations en devises dans le total du bilan.

La présence traditionnelle de la banque sur les grandes places financières internationales de Londres, Paris et New-York a été complétée au début de 1982 par l'inauguration d'un bureau de représentation à Zurich et l'ouverture prochaine d'une succursale à Milan, ainsi que par l'installation d'une filiale à Panama.

Le bilan consolidé du groupe financier Banco de Bilbao, ainsi que le compte de résultat de la banque, dûment soumis à un audit, seront présentés à l'assemblée générale des actionnaires qui aura lieu le 3 juin, date à laquelle sera célébré le cent vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Banco de Bilbao.

ELECTRICITE DE FRANCE

Titres remboursables au gré du porteur et de l'émetteur les 7^e, 10^e et 14^e années.

emprunt

Mars 1982 de 4 milliards de francs

Obligations de 5 000 francs **16,90%**

Taux de rendement actuariel brut à l'émission : **16,84%**

Prix d'émission : le pair soit 5 000 F par obligation

Date de jouissance : le 9 mars 1982

Intérêt par obligation : 845 F payables le 9 mars des années 1983 à 2000

Amortissement normal :

au pair en totalité le 9 mars 2000

Amortissement anticipé :

• Au gré des obligataires.

Remboursement au pair le 9 mars de chacune des années 1989, 1992, 1996, le coupon d'intérêt étant ramené de 845 F à 470 F pour les obligations remboursées le 9 mars 1989, 1992, 1996.

Le coupon d'intérêt étant ramené de 845 F à 470 F pour les obligations remboursées le 9 mars 1989, 1992, 1996.

A ce prix de remboursement s'ajoutera le coupon d'intérêt de 845 F venant à échéance à la date du remboursement anticipé.

Possibilité par rachats en bourse.

Souscriptions : les souscriptions seront reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications.

- Caisse Nationale et Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel.

- Caisses de Crédit Mutuel.

- Caisses d'Épargne.

- Caisse Nationale de l'Énergie.

- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation : les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION.

Notice au S.A.L.O. du 1^{er} mars 1982.

NEUBAUER

met en vente ses PEUGEOT 82 D'EXPOSITION (0 km) et de DIRECTION

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 31 MARS

M. GÉRARD - Tél. : 821-60-21

Aujourd'hui dans

Le Monde transactions immobilières 5,6,7,8,15,16 arrondissements

VOTRE ORDINATEUR DE POCHE 1390 F SEULEMENT

MODELE PROPOSE CASIO FX 702 P (dans limite stock) STARCOM : C.C. "LES 4 TEMPS" - NIV. 1 - 773.79.39

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 4 MARS

PARIS 4 mars

Vif repli des actions chute de l'or

Le ton est catégorique, jeudi à la Bourse de Paris, où le repli est général (-1,6 % selon l'indice instantané). Même si le marché parisien a nettement fonctionné en vase clos, il doit tenir compte, de temps en temps, d'un contexte international qui s'avère passablement défavorable à toute initiative.

Confrontée à ses énormes problèmes (taux d'intérêt, déficit budgétaire), la Bourse de Wall-Street a de nouveau rétréci mercredi soir (voir par ailleurs) et le repli du marché new-yorkais inspire quelques préoccupations aux Français. Les investisseurs ont vu les valeurs pétrolières continuer à faire les frais de la baisse généralisée du prix du brut. Raffinage et Logerup accusent 7 % de baisse, d'autres titres (Métal, Navale-Dunkerque, Intérial, Penarroya, Navigation-Métal) reculant dans d'égalles proportions.

Seuls les D.T.T. (ex-acteurs de sociétés nationales) espèrent une timide avance groupée, enregistrant une hausse de 0,5 %, un joli score pour des valeurs qui restent « collées » à leur cours d'indemnisation. Radar, déjà en vedette la veille, avec un gain supérieur à 11 % s'ajoute à nouveau près de 10 % de hausse, le titre ne semblant pas décidé à baisser les bras.

Mais l'événement de cette soirée reste la forte chute de l'or (347 dollars l'once à Londres contre 357,10 la veille), entraînant les lingots à faire marche arrière jusqu'à 60 900 F (-2 005 F). La baisse du napoleon (-5 F, à 605 F) est moins sévère mais les mines d'or sont très affectées. Free State et Western holding en tête avec des reculs de 6 % à 8 %.

Comparativement, le dollar se réajuste à 166,16 francs (contre 166,05) et le franc se réajuste à 6,555 F (contre 6,55 F).

NEW-YORK Nouveau repli

Décidément incapable de reprendre le dessus, Wall Street a, pour la troisième séance consécutive, encore trébuché jeudi. Rendu malade par ses valeurs pétrolières, les jours précédents, le marché, cette fois, n'a pas supporté la baisse des actions d'entreprises à haute technologie, très affectées par d'importantes ventes bénéficiaires. D'abord en légère reprise à l'ouverture, il a replongé ensuite, et, à la clôture, l'indice des industrielles s'est effondré à 807,55, soit à 7,61 points en dessous de son niveau de la veille, et au plus bas depuis vingt-deux mois.

Ce sont essentiellement les prévisions faites par Data General Corp., un des principaux fabricants américains de mini-ordinateurs, sur la forte érosion des résultats de la profession, qui ont déclenché la vague de ventes dont les valeurs de la branche ont souffert.

Mais, sur un plan plus général, la crainte grandit autour du « Big board » que la récession n'ait des effets plus désastreux que prévu. Surtout, beaucoup redoutent maintenant que la reprise économique soit longue, et que la sortie du tunnel survienne tardivement, soit longtemps après la période fixée par les augures.

Sur 1 887 valeurs traitées, 1 034 ont baissé et seulement 490 ont monté.

L'activité a porté sur 74,34 millions de titres contre 70,23 millions.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour. Rows include Alcoa, A.T.T., Amstar, etc.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FRANÇAISE DE RAFFINAGE. - En raison des lourdes pertes enregistrées en 1981 (le Monde du 5 mars), la compagnie ne versera pas de dividende pour l'exercice écoulé (12 F net pour 1980).

VALEO. - Les comptes de la société pour 1981 se soldent par une perte de 109,59 millions de francs contre un bénéfice de 82,8 millions de francs. Le résultat d'exploitation reste bénéficiaire (49 millions). Le déficit est imputable à la constitution d'importantes provisions pour dépréciation de titres (137,03 millions) et aux coûts de restructuration (notamment les indemnités de licenciement).

Table with 2 columns: Indicateurs, Valeurs. Rows include Valeurs françaises, Valeurs étrangères, etc.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE. - Cours du dollar à Tokyo: 1 dollar (en yen) 235,30 / 234,45

COMPAGNIE BANCAIRE. - Bénéfice net de la maison mère pour 1981 : 124 millions de francs contre 99 millions. Selon les premiers estimations, le résultat net consolidé du groupe pourrait s'élever à 284 millions pour 1981.

SOFR. - Bénéfice net pour 1981 : 4,76 millions de francs contre 6,03 millions. Ce dernier résultat comprend 3,3 millions provenant d'opérations exceptionnelles. Dividende global : 20,25 F contre 18 F.

GENERAL MINING UNION CORPORATION (GEMCO). - Le bénéfice net attribuable pour 1981 s'élève à 319,8 millions de francs contre 269,7 millions. Dividende annuel : 120 cents. Au total, les actionnaires auront encaissé 175 cents par action contre 150 cents.

PENARROYA. - Les résultats consolidés se traduisent par une perte de 52 millions de francs contre un bénéfice de 113 millions en 1980.

COPPERWELL. - Cette filiale américaine d'Intérial annonce un bénéfice de 37,2 millions de dollars (230 millions de francs) contre 19 millions de dollars (120 millions de francs).

Main table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various stocks and indices.

Marché à terme

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various futures contracts.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various gold market data.

FAC
l'a